



REDDITION DE COMPTES FINANCIÈRE 2012

**RÉSULTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE TERMINÉ
LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Table des matières

Résultats 2012 en bref.....	1
Reddition de comptes financière.....	3
Sommaire des résultats 2012	3
Faits saillants	5
Résultats 2012	7
Sommaire des résultats	9
Analyse des revenus	10
Taxes et paiements tenant lieu de taxes	10
Quotes-parts.....	11
Transferts.....	11
Services rendus.....	12
Imposition de droits	13
Amendes et pénalités	13
Intérêts	14
Autres revenus.....	14
Affectations	14
Analyse des dépenses.....	15
Services administratifs.....	15
Services de proximité	20
Innovation et services de soutien.....	31
Développement culturel, touristique, sportif et social.....	37
Développement durable.....	44
Sécurité publique.....	47
Service de la dette brute	50
Paiement comptant d'immobilisations	50
Cotisations de l'employeur	50
Contributions aux organismes.....	51
Autres frais	51
Analyses complémentaires liées aux dépenses.....	52
Dépenses par objet.....	52



Rémunération globale	53
Effectif	56
Neige.....	58
Matières résiduelles	60
Loisirs et culture	61
Énergie.....	63
Éléments extrabudgétaires.....	65
Analyse du surplus.....	65
Excédents de fonctionnement non affectés.....	65
Excédents de fonctionnement affectés (réserves de fonds)	65
Immobilisations et dette	67
Investissements en immobilisations.....	69
Réalisation des investissements	69
Impact des investissements en immobilisations sur les dépenses de fonctionnement.....	71
Dette et cadre financier.....	72
Dette	73
Dette nette par rapport au potentiel fiscal	74
Poids de la dette	75
Service de la dette	76
Service de la dette nette par rapport aux dépenses de fonctionnement	77
PCI et réserve financière pour le paiement accéléré de la dette	77
Annexes	79
Historique des résultats financiers	81
Détail des résultats au 31 décembre 2012	82
Global.....	82
Agglomération	87
Proximité	92
Rémunération.....	97
Rémunération des arrondissements	98
Conciliation des résultats Ville de Québec – MAMROT.....	99
Glossaire	101
Index des sigles, des acronymes et des autres abréviations	107

Index des tableaux

Tableau 1 – Sommaire des résultats.....	3
Tableau 2 – Sommaire des résultats.....	9
Tableau 3 – Taxes	10
Tableau 4 – Paiements tenant lieu de taxes.....	10
Tableau 5 – Quotes-parts	11
Tableau 6 – Transferts	11
Tableau 7 – Services rendus	12
Tableau 8 – Imposition de droits	13
Tableau 9 – Affectations.....	14
Tableau 10 – Services administratifs	15
Tableau 11- Services de proximité selon les arrondissements.....	20
Tableau 12 – Services de proximité selon les divisions	22
Tableau 13 – Arrondissement de La Cité-Limoilou	22
Tableau 14 – Arrondissement des Rivières	24
Tableau 15 – Arrondissement de Sainte-Foy – Sillery – Cap-Rouge	25
Tableau 16 – Arrondissement de Charlesbourg	27
Tableau 17 – Arrondissement de Beauport.....	28
Tableau 18 – Arrondissement de La Haute-Saint-Charles	30
Tableau 19 – Innovation et services de soutien	31
Tableau 20 – Développement culturel, touristique, sportif et social	37
Tableau 21 – Fonds des grands événements.....	41
Tableau 22 – Sommaire des résultats d’ExpoCité	43
Tableau 23 – Développement durable	44
Tableau 24 – Sécurité publique	47
Tableau 25 – Service de la dette brute.....	50
Tableau 26 – Paiement comptant d’immobilisations.....	50
Tableau 27 –Cotisations de l’employeur	50
Tableau 28 – Contributions aux organismes	51
Tableau 29 – Autres frais	51
Tableau 30 – Dépenses par objet	52
Tableau 31 – Rémunération globale.....	53

Tableau 32 – Rémunération	54
Tableau 33 –Cotisations de l’employeur	55
Tableau 34 – Effectif	56
Tableau 35 – Dépenses liées au déneigement	58
Tableau 36 – Dépenses liées aux matières résiduelles.....	60
Tableau 37 – Dépenses liées aux matières résiduelles selon les arrondissements.....	61
Tableau 38 – Dépenses liées aux loisirs et à la culture.....	61
Tableau 39 – Dépenses liées à l’énergie.....	63
Tableau 40 – Excédent de fonctionnement non affecté	65
Tableau 41 – Programme triennal d’immobilisations 2012-2015	69
Tableau 42 – Réalisation des investissements	70
Tableau 43 – Dette	73
Tableau 44 – Service de la dette.....	76
Tableau 45 - Sommaire des résultats (global)	82
Tableau 46 – Détail des revenus (global).....	83
Tableau 47 – Détail des dépenses (global)	85
Tableau 48 - Sommaire des résultats (agglomération).....	87
Tableau 49 – Détail des revenus (agglomération).....	88
Tableau 50 – Détail des dépenses (agglomération)	90
Tableau 51 - Sommaire des résultats (proximité)	92
Tableau 52 – Détail des revenus (proximité).....	93
Tableau 53 – Détail des dépenses (proximité)	95

Index des graphiques

Graphique 1 – Provenance des revenus.....	4
Graphique 2 – Répartition des dépenses	4
Graphique 3 – Droits sur mutations immobilières	13
Graphique 4 – Amendes et pénalités	14
Graphique 5 – Dépenses par objet.....	53
Graphique 6 – Rémunération globale par rapport aux dépenses de fonctionnement	56
Graphique 7 – Évolution de l’effectif.....	57
Graphique 8 – Composition de l’effectif	58

Graphique 9 – Dépenses liées au déneigement	59
Graphique 10 – Dépenses liées aux matières résiduelles	60
Graphique 11 – Dépenses liées aux loisirs et à la culture	62
Graphique 12 – Dépenses liées à l'énergie.....	63
Graphique 13 – Prix unitaire annuel moyen du carburant.....	64
Graphique 14 – Quantités annuelles de carburant utilisées	64
Graphique 15 – Excédents de fonctionnement affectés	66
Graphique 16 – Réalisation des investissements	70
Graphique 17 – Composition des investissements en infrastructures.....	71
Graphique 18 – Dette brute	74
Graphique 19 – Dette nette par rapport au potentiel fiscal.....	75
Graphique 20 – Dette nette consolidée par rapport aux recettes totales	75
Graphique 21 – Service de la dette brute.....	76
Graphique 22 – Service de la dette nette par rapport aux dépenses de fonctionnement.....	77
Graphique 23 – PCI et réserve financière pour le paiement accéléré de la dette.....	78



Index des figures

Figure 1 – Excédents de fonctionnement affectés : cibles	66
Figure 2 – Plan de gestion de la dette	72
Figure 3 – Cadre financier.....	73

RÉSULTATS 2012 EN BREF

Reddition de comptes financière

La reddition de comptes fait état des activités financières de fonctionnement, d'investissement et de financement de la Ville de Québec pour l'exercice financier se terminant le 31 décembre 2012. Elle démontre l'adéquation entre les prévisions budgétaires et les résultats financiers. Elle présente les résultats de l'administration municipale selon sa structure organisationnelle, soit par unités administratives (services et arrondissements) ainsi que par postes budgétaires communs.

3

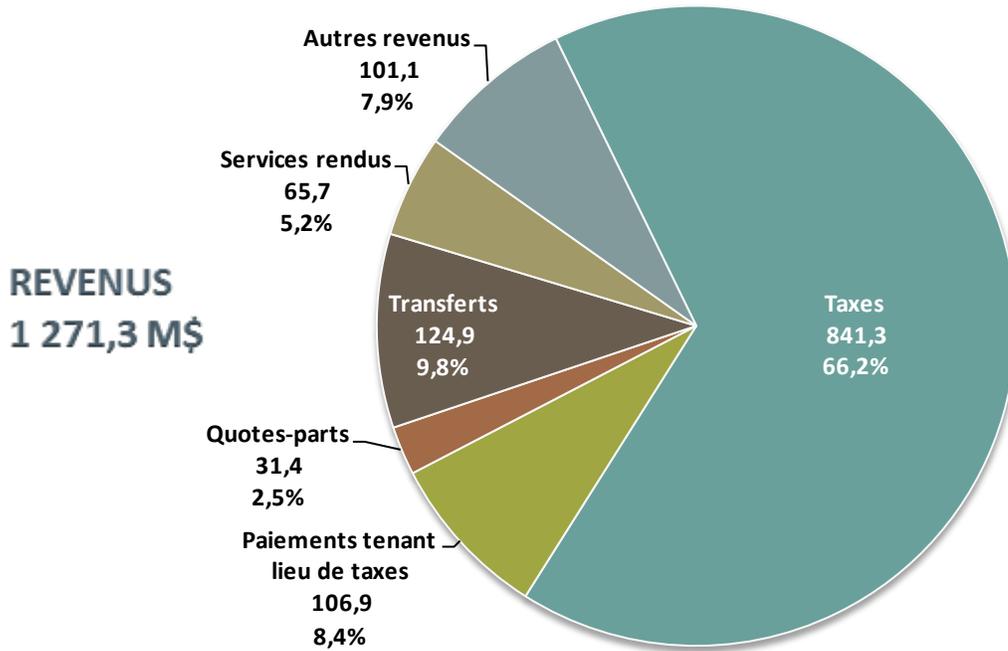
Sommaire des résultats 2012

Tableau 1 – Sommaire des résultats
(en millions de dollars)

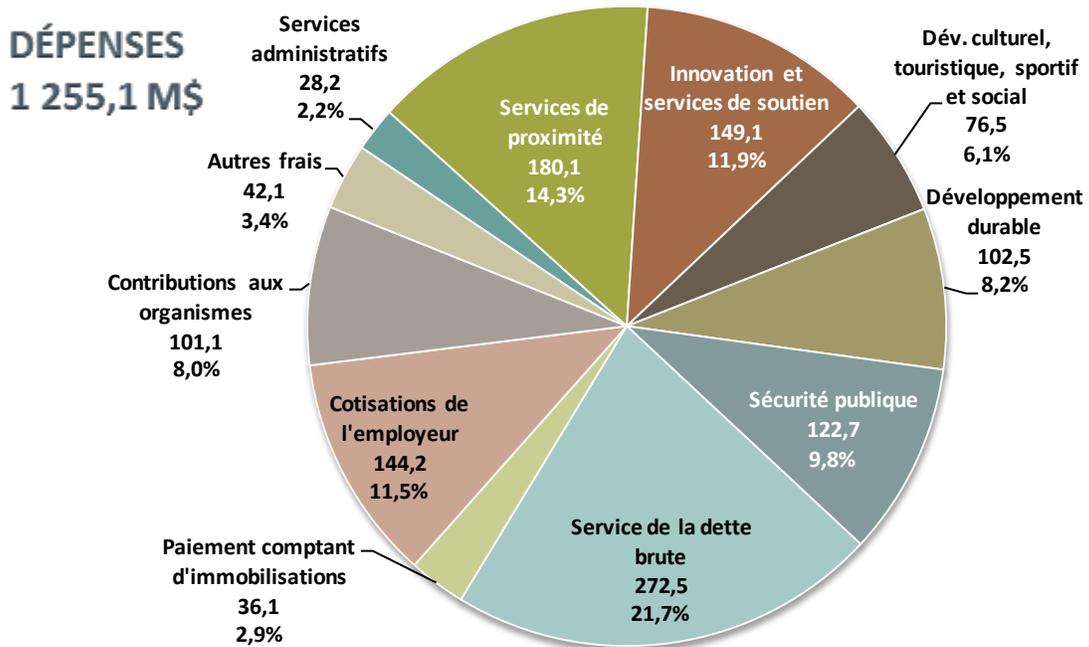
pour l'exercice terminé le 31 décembre	2010	Réel 2011	2012	Budget 2012	Écart 2012
REVENUS					
Taxes	763,6	797,4	841,3	845,5	-4,2
Paiements tenant lieu de taxes	100,8	101,7	106,9	106,9	0,0
Quotes-parts	26,3	29,0	31,4	31,4	0,0
Transferts	116,5	119,6	124,9	124,4	0,5
Services rendus	61,7	77,2	65,7	69,0	-3,3
Imposition de droits	39,7	34,7	41,1	34,3	6,8
Amendes et pénalités	16,5	16,2	18,9	17,7	1,2
Intérêts	5,9	8,8	10,2	7,7	2,5
Autres revenus	12,0	14,1	9,6	8,3	1,3
Affectations	<u>7,8</u>	<u>18,1</u>	<u>21,3</u>	<u>12,8</u>	<u>8,5</u>
Total des revenus	<u>1 150,8</u>	<u>1 216,8</u>	<u>1 271,3</u>	<u>1 258,0</u>	<u>13,3</u>
DÉPENSES					
Dépenses par secteur d'activité					
Services administratifs	29,9	29,9	28,2	30,3	2,1
Services de proximité	170,1	184,5	180,1	189,7	9,6
Innovation et services de soutien	145,7	150,8	149,1	150,1	1,0
Dév. culturel, touristique, sportif et social	54,2	73,6	76,5	79,3	2,8
Développement durable	95,6	101,3	102,5	103,9	1,4
Sécurité publique	<u>109,5</u>	<u>115,6</u>	<u>122,7</u>	<u>117,6</u>	<u>-5,1</u>
Total dépenses par secteur d'activité	605,0	655,7	659,1	670,9	11,8
Dépenses de financement					
Service de la dette brute	255,5	275,1	272,5	278,1	5,6
Paiement comptant d'immobilisations	<u>17,9</u>	<u>23,2</u>	<u>36,1</u>	<u>38,5</u>	<u>2,4</u>
Total dépenses de financement	273,4	298,3	308,6	316,6	8,0
Autres dépenses					
Cotisations de l'employeur	125,5	130,1	144,2	144,2	0,0
Contributions aux organismes	98,8	100,5	101,1	101,8	0,7
Autres frais	<u>28,1</u>	<u>30,5</u>	<u>42,1</u>	<u>24,5</u>	<u>-17,6</u>
Total des autres dépenses	252,4	261,1	287,4	270,5	-16,9
Total des dépenses	<u>1 130,8</u>	<u>1 215,1</u>	<u>1 255,1</u>	<u>1 258,0</u>	<u>2,9</u>
SURPLUS AVANT ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES	<u>20,0</u>	<u>1,7</u>	<u>16,2</u>	<u>0,0</u>	
ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES					
Revenus	16,9	18,2	15,8		
Dépenses	<u>16,6</u>	<u>17,9</u>	<u>14,9</u>		
Écart des revenus sur les dépenses	0,3	0,3	0,9		
SURPLUS DE L'EXERCICE	<u>20,3</u>	<u>2,0</u>	<u>17,1</u>		

Graphique 1 – Provenance des revenus

4



Graphique 2 – Répartition des dépenses



Faits saillants

La Ville a terminé son exercice financier 2012 avec un excédent des revenus sur les dépenses de 17,1 M\$. Les résultats financiers, excluant les éléments extrabudgétaires, indiquent des revenus totaux de 1 271,3 M\$, comparativement à des dépenses totales de 1 255,1 M\$. Le budget initial adopté était de 1 258,0 M\$.

REVENUS

Les revenus de 2012, excluant les éléments extrabudgétaires, s'élèvent à 1 271,3 M\$, affichant ainsi un écart favorable de 13,3 M\$ par rapport aux prévisions budgétaires. Les revenus provenant des taxes totalisent 841,3 M\$, ce qui représente un écart défavorable de -4,2 M\$ avec les prévisions budgétaires. Ces revenus comptent pour 66,2% des revenus totaux.

L'écart favorable de 13,3 M\$ provient majoritairement de :

- l'affectation d'un montant de 8,4 M\$, à même le surplus affecté de prévoyance, pour compenser l'écart défavorable causé par la perte de revenus sur la vente de vapeur;
- la hausse importante des droits sur mutations immobilières de 6,6 M\$, dont 4,2 M\$ provenant de 42 des 15 300 transactions traitées dans l'année.

DÉPENSES

Les dépenses de 2012, excluant les éléments extrabudgétaires, s'élèvent à 1 255,1 M\$, affichant ainsi un écart favorable de 2,9 M\$ par rapport aux prévisions budgétaires.

Unités administratives

Les dépenses encourues par les unités administratives totalisent 659,1 M\$, ce qui représente un écart favorable de 11,8 M\$ avec les prévisions budgétaires. En cours d'année 2012, des compressions budgétaires supplémentaires de 9,2 M\$ ont été demandées aux unités administratives. Les dépenses des unités administratives représentent 52,5% des dépenses totales. L'écart favorable de 11,8 M\$ provient, entre autres, de :

- **Rémunération globale** : La rémunération globale a atteint 492,7 M\$, soit un écart favorable de 2,1 M\$ avec les prévisions budgétaires. L'écart budgétaire s'explique, entre autres, par les compressions budgétaires touchant la rémunération au sein des unités administratives.
- **Neige** : Les dépenses liées au déneigement ont atteint 38,5 M\$ en 2012, soit un écart favorable de 1,9 M\$ avec les prévisions budgétaires. L'hiver clément, accompagné de précipitations de neige inférieures aux prévisions, expliquent l'écart favorable enregistré au plan des dépenses liées au déneigement.
- **Loisirs et culture** : Les dépenses liées aux loisirs et à la culture ont été de 35,1 M\$ en 2012, soit un écart favorable de 1,6 M\$ avec les prévisions budgétaires. La rétrocession à la Ville du réseau des bibliothèques (immeubles), auparavant géré par l'Institut Canadien de Québec (ICQ), les dépenses moins importantes que prévu du Colisée Pepsi et l'impartition de deux programmes Vacances-Été (PVE) expliquent cet écart.

- **Énergie** : Les dépenses d'énergie se sont chiffrées à 33,6 M\$ en 2012, soit un écart défavorable de -1,7 M\$ avec les prévisions budgétaires. Le dépassement de coûts est majoritairement attribuable aux dépenses de carburant. En effet, le prix unitaire du carburant s'est avéré supérieur aux hypothèses soutenant les prévisions budgétaires.

Service de la dette

Le service de la dette nette a atteint 226,8 M\$, soit un écart favorable de 9,2 M\$ avec les prévisions budgétaires. Cet écart provient, entre autres, d'économies sur le coût d'emprunt des émissions d'obligations, d'un décalage de certains travaux dans le temps, de la priorisation de travaux subventionnés, d'économies sur le coût de certains contrats, de revenus d'intérêt temporaire plus élevés que prévu et de transferts conditionnels plus élevés que prévu.

Autres dépenses

Les autres frais ont totalisé 42,1 M\$ en 2012, ce qui représente un écart défavorable de -17,6 M\$ avec les prévisions budgétaires. Cet écart s'explique, entre autres, par l'ajustement annuel de la provision pour indemnités (cette provision n'est pas prévue au budget).

INVESTISSEMENTS

Les sommes investies sur le territoire de la Ville atteignent 352,0 M\$, soit une variation à la hausse de 28,0% par rapport à 2011. Cette variation provient notamment des investissements en infrastructures et en bâtiments. Parmi les principaux travaux réalisés en 2012, il y a, entre autres, le début des travaux de construction de l'amphithéâtre multifonctionnel pour 27,7 M\$, l'agrandissement de la bibliothèque Monique-Corriveau pour 5,9 M\$, la transformation de l'aréna Giffard en complexe sportif pour 11,4 M\$, des travaux d'infrastructures en lien avec le Programme d'infrastructures Québec-Municipalités (PIQM) pour 33,0 M\$ et des investissements dans des projets informatiques tels que Sés@me, gestion des opérations de déneigement, sécurité informatique, etc. pour 16,0 M\$.

CADRE FINANCIER

Le cadre financier est respecté :

- Maintien de la dette nette à 3,5% ou moins du potentiel fiscal, soit 2,43% en 2012;
- Maintien du service de la dette nette à 20% ou moins des dépenses de fonctionnement, soit 18,07% en 2012;
- Majoration des paiements comptant d'immobilisations de 15,0 M\$ par année. Ce poste s'élève à 36,1 M\$ en 2012;
- Création de la réserve financière pour le paiement accéléré de la dette. La dotation de départ est de 7,4 M\$ en 2012;
- Poursuite de la stratégie visant à maintenir la dette nette consolidée inférieure à 100% des recettes totales consolidées. Cet objectif devrait être atteint au cours des prochaines années. Ce ratio est de 107,4% en 2012.

RÉSULTATS 2012

Sommaire des résultats

Le sommaire des résultats contenus dans le tableau suivant présente les activités de fonctionnement de la Ville de Québec. Ces activités concernent les affaires courantes de la Ville : elles permettent de couvrir les frais liés aux services offerts à la population, tels que le déneigement, la sécurité publique, les loisirs ou l'alimentation en eau potable. La principale source de financement de la Ville provient des taxes municipales.

La Ville a terminé son exercice financier 2012 avec un excédent des revenus sur les dépenses de 17,1 M\$. Les résultats financiers, excluant les éléments extrabudgétaires, indiquent des revenus totaux de 1 271,3 M\$, comparativement à des dépenses totales de 1 255,1 M\$. Le budget initial adopté était de 1 258,0 M\$.

Tableau 2 – Sommaire des résultats
(en millions de dollars)

pour l'exercice terminé le 31 décembre	2010	Réel 2011	2012	Budget 2012	Écart 2012
REVENUS					
Taxes	763,6	797,4	841,3	845,5	-4,2
Paiements tenant lieu de taxes	100,8	101,7	106,9	106,9	0,0
Quotes-parts	26,3	29,0	31,4	31,4	0,0
Transferts	116,5	119,6	124,9	124,4	0,5
Services rendus	61,7	77,2	65,7	69,0	-3,3
Imposition de droits	39,7	34,7	41,1	34,3	6,8
Amendes et pénalités	16,5	16,2	18,9	17,7	1,2
Intérêts	5,9	8,8	10,2	7,7	2,5
Autres revenus	12,0	14,1	9,6	8,3	1,3
Affectations	7,8	18,1	21,3	12,8	8,5
Total des revenus	1 150,8	1 216,8	1 271,3	1 258,0	13,3
DÉPENSES					
Dépenses par secteur d'activité					
Services administratifs	29,9	29,9	28,2	30,3	2,1
Services de proximité	170,1	184,5	180,1	189,7	9,6
Innovation et services de soutien	145,7	150,8	149,1	150,1	1,0
Dév. culturel, touristique, sportif et social	54,2	73,6	76,5	79,3	2,8
Développement durable	95,6	101,3	102,5	103,9	1,4
Sécurité publique	109,5	115,6	122,7	117,6	-5,1
Total dépenses par secteur d'activité	605,0	655,7	659,1	670,9	11,8
Dépenses de financement					
Service de la dette brute	255,5	275,1	272,5	278,1	5,6
Paiement comptant d'immobilisations	17,9	23,2	36,1	38,5	2,4
Total dépenses de financement	273,4	298,3	308,6	316,6	8,0
Autres dépenses					
Cotisations de l'employeur	125,5	130,1	144,2	144,2	0,0
Contributions aux organismes	98,8	100,5	101,1	101,8	0,7
Autres frais	28,1	30,5	42,1	24,5	-17,6
Total des autres dépenses	252,4	261,1	287,4	270,5	-16,9
Total des dépenses	1 130,8	1 215,1	1 255,1	1 258,0	2,9
SURPLUS AVANT ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES	20,0	1,7	16,2	0,0	
ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES					
Revenus	16,9	18,2	15,8		
Dépenses	16,6	17,9	14,9		
Écart des revenus sur les dépenses	0,3	0,3	0,9		
SURPLUS DE L'EXERCICE	20,3	2,0	17,1		

Analyse des revenus

La totalité des revenus de 2012 s'élèvent à 1 271,3 M\$, affichant ainsi un écart favorable de 13,3 M\$ par rapport aux prévisions budgétaires. Les revenus provenant des taxes totalisent 841,3 M\$, ce qui représente un écart défavorable de -4,2 M\$ avec les prévisions budgétaires. Ces revenus comptent pour 66,2% des revenus totaux.

10

L'analyse détaillée des revenus est présentée dans les points suivants.

Taxes et paiements tenant lieu de taxes

Les taxes municipales représentent la principale source de revenus de la Ville de Québec. Elles sont majoritairement composées des taxes foncières générales, calculées en fonction de l'évaluation des propriétés, et des modes de tarification choisis. À cet égard, la Ville de Québec a mis en place des modes de tarification spécifiques pour la gestion des réseaux d'aqueduc et d'égouts, l'assainissement de l'eau potable et le traitement des eaux usées ainsi que pour la cueillette et la disposition des matières résiduelles.

Le tableau suivant présente les principales sources de revenus de taxes.

Tableau 3 – Taxes

(en millions de dollars)

pour l'exercice terminé le 31 décembre	Réel			Budget	Écart 2012
	2010	2011	2012	2012	
Taxes foncières générales	634,5	654,8	689,6	692,0	-2,4
Gestion de l'eau potable et des eaux usées	67,0	74,7	84,9	85,9	-1,0
Gestion des matières résiduelles	56,7	62,6	62,0	62,8	-0,8
Contributions au service de la dette	2,9	2,5	2,0	2,0	0,0
Centres d'urgence 911	2,2	2,5	2,5	2,5	0,0
Autres	0,3	0,3	0,3	0,3	0,0
Total taxes	763,6	797,4	841,3	845,5	-4,2

Les paiements tenant lieu de taxes regroupent les revenus provenant des propriétaires d'immeubles non imposables, mais qui sont assujettis au paiement de montants compensatoires. Ces immeubles sont, entre autres, détenus par les gouvernements du Canada et du Québec, ainsi que par leurs entreprises respectives, et incluent les immeubles des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation.

Le tableau suivant présente les principales sources de revenus provenant des paiements tenant lieu de taxes.

Tableau 4 – Paiements tenant lieu de taxes

(en millions de dollars)

pour l'exercice terminé le 31 décembre	Réel			Budget	Écart 2012
	2010	2011	2012	2012	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	25,2	26,2	28,8	28,2	0,6
Réseaux de la santé et de l'éducation	57,6	58,0	59,5	59,5	0,0
Gouvernement du Canada et ses entreprises	15,1	15,0	15,8	16,4	-0,6
Autres	2,9	2,5	2,8	2,8	0,0
Total paiements tenant lieu de taxes	100,8	101,7	106,9	106,9	0,0

Les revenus de taxes 2012 atteignent 841,3 M\$, soit un écart défavorable de -4,2 M\$ qui équivaut à -0,5% des sommes prévues au budget. Les revenus provenant des paiements tenant lieu de taxes ont, quant à eux, atteint globalement les prévisions budgétaires de 106,9 M\$. Les écarts s'expliquent par :

- un écart défavorable de -2,4 M\$ dans les taxes foncières générales principalement causé par une inscription moindre que prévu des ajouts au rôle d'évaluation découlant des travaux de construction et de rénovation d'immeubles;
- un écart défavorable de -1,8 M\$ dans les revenus de tarifications en raison, entre autres, d'une moins grande quantité que prévu de la consommation d'eau déterminée à l'aide d'un compteur et des matières résiduelles tarifées en fonction du poids.

Quotes-parts

Les revenus de quotes-parts représentent la contribution des deux municipalités reconstituées de L'Ancienne-Lorette et de Saint-Augustin-de-Desmaures aux dépenses de l'agglomération.

Tableau 5 – Quotes-parts
(en millions de dollars)

pour l'exercice terminé le 31 décembre	Réel			Budget	Écart 2012
	2010	2011	2012	2012	
L'Ancienne-Lorette	10,9	12,0	12,8	12,8	0,0
Saint-Augustin-de-Desmaures	15,4	17,0	18,6	18,6	0,0
Total des quotes-parts	26,3	29,0	31,4	31,4	0,0

Les revenus provenant des quotes-parts atteignent 31,4 M\$ et sont conformes aux prévisions budgétaires.

Transferts

Les revenus de transferts représentent des sommes reçues d'un gouvernement pour lesquelles ce dernier :

- ne reçoit directement aucun bien ou service en contrepartie;
- ne prévoit pas d'être remboursé ultérieurement.

Tableau 6 – Transferts
(en millions de dollars)

pour l'exercice terminé le 31 décembre	Réel			Budget	Écart 2012
	2010	2011	2012	2012	
Contribution au service de la dette	45,5	40,2	33,5	32,3	1,2
Pacte fiscal 2007-2013 avec le gouv. du Québec	23,2	27,0	27,7	29,9	-2,2
Subvention à titre de capitale nationale	21,2	21,2	21,1	21,2	-0,1
Droits sur les divertissements	9,3	9,5	9,6	9,7	-0,1
Gestion des matières résiduelles	7,3	10,9	11,1	9,0	2,1
Stratégie pour le développement économique	5,0	5,0	7,0	7,0	0,0
Autres ⁽¹⁾	5,0	5,8	14,9	15,3	-0,4
Total des transferts	116,5	119,6	124,9	124,4	0,5

(1) Reclassement budgétaire entre les revenus de transferts et les services rendus de 9,7 M\$ (10,8 M\$ au réel) en 2012 - OTQ.

Les revenus de transferts atteignent 124,9 M\$, soit un écart favorable de 0,5 M\$ avec les prévisions budgétaires. Cet écart s'explique, entre autres, par :

- une diminution des sommes provenant du pacte fiscal avec le gouvernement du Québec, par rapport aux montants prévus au budget;
- une hausse des sommes à recevoir à titre de compensation pour la collecte sélective des matières résiduelles pour les années 2010, 2011 et 2012.

12

Services rendus

On retrouve, dans cette catégorie, les revenus engendrés par des services que la Ville rend à d'autres organismes municipaux (ex. : élimination des déchets, traitement des eaux usées, sécurité publique), aux citoyens (ex. : loisirs, culture, compteurs de stationnement) ou aux propriétaires d'entreprises (ex. : vente de vapeur de l'incinérateur).

Tableau 7 – Services rendus
(en millions de dollars)

pour l'exercice terminé le 31 décembre	Réel			Budget	Écart 2012
	2010	2011	2012	2012	
Autres organismes municipaux	10,4	4,7	7,5	6,4	1,1
Office du tourisme ⁽¹⁾	12,9	13,0	4,5	5,7	-1,2
Stationnements	6,8	7,4	7,8	7,8	0,0
Vente de vapeur de l'incinérateur	9,9	9,6	5,3	9,0	-3,7
ExpoCité		17,2	16,5	18,7	-2,2
Loisirs et culture	7,7	8,7	8,2	8,0	0,2
Salaires recouverts de tiers	2,1	2,4	2,4	2,6	-0,2
Loyers et rentes emphytéotiques	2,0	2,1	2,0	2,0	0,0
Autres	9,9	12,1	11,5	8,8	2,7
Total des services rendus	61,7	77,2	65,7	69,0	-3,3

(1) Reclassement budgétaire entre les revenus de transferts et les services rendus de 9,7 M\$ (10,8 M\$ au réel) en 2012 - OTQ.

Ces revenus se chiffrent à 65,7 M\$ en 2012, ce qui représente un écart de -3,3 M\$ avec les prévisions budgétaires. Cet écart s'explique majoritairement par :

- un écart favorable de 1,1 M\$ relatif à des services informatiques rendus à une autre municipalité;
- la perte de revenus de vente de vapeur de -3,7 M\$ en raison de la résiliation du contrat avec la Papetière White Birch en juillet 2012. Un montant de 4,7 M\$ a par ailleurs été ajouté au poste de dépense de provision pour créance douteuse pour des sommes facturées avant la résiliation du contrat, mais qui demeurent impayées pour un impact total de 8,4 M\$ sur les résultats de 2012;
- une diminution des revenus provenant des activités d'ExpoCité pour -2,2 M\$;
- un écart favorable de 2,7 M\$ provenant des autres services rendus dont notamment les raccordements aux réseaux d'aqueduc et d'égouts pour 1,0 M\$.

Imposition de droits

En vertu des lois en vigueur, la Ville impose des droits sur les transactions relatives à des biens immobiliers ainsi qu'aux exploitants de carrières et sablières. La Ville perçoit également des revenus à la suite de l'émission de licences ou de permis.

Tableau 8 – Imposition de droits
(en millions de dollars)

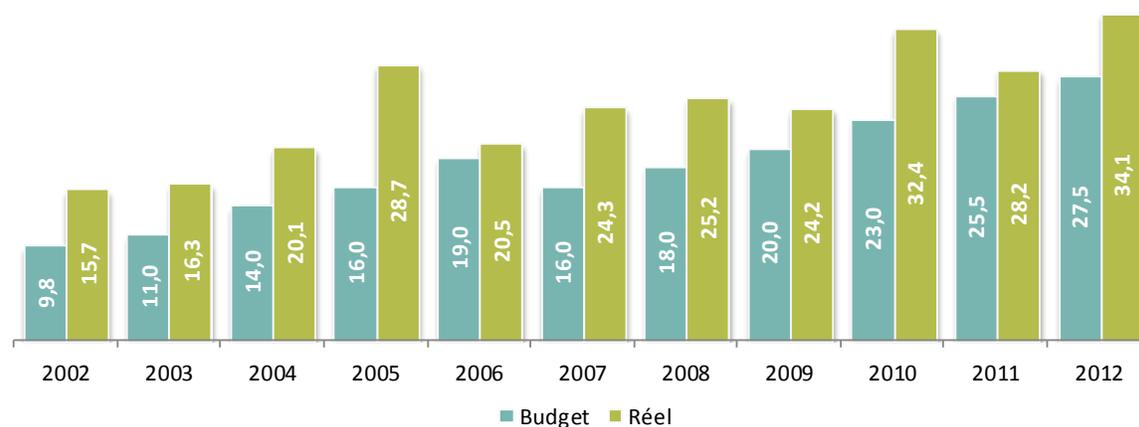
pour l'exercice terminé le 31 décembre	Réel			Budget	Écart 2012
	2010	2011	2012	2012	
Droits sur mutations immobilières	32,4	28,2	34,1	27,5	6,6
Licences et permis	4,5	3,8	4,4	4,3	0,1
Carrières et sablières	2,8	2,7	2,6	2,5	0,1
Total de l'imposition de droits	39,7	34,7	41,1	34,3	6,8

Ces revenus totalisent 41,1 M\$ en 2012, ce qui représente un écart de 6,8 M\$ avec les prévisions budgétaires. Cet écart s'explique notamment par :

- une hausse importante des droits sur mutations immobilières, dont 4,2 M\$ provenant de 42 des 15 300 transactions traitées dans l'année.

Le graphique suivant présente l'historique des droits sur mutations immobilières.

Graphique 3 – Droits sur mutations immobilières
(en millions de dollars)



Notes :

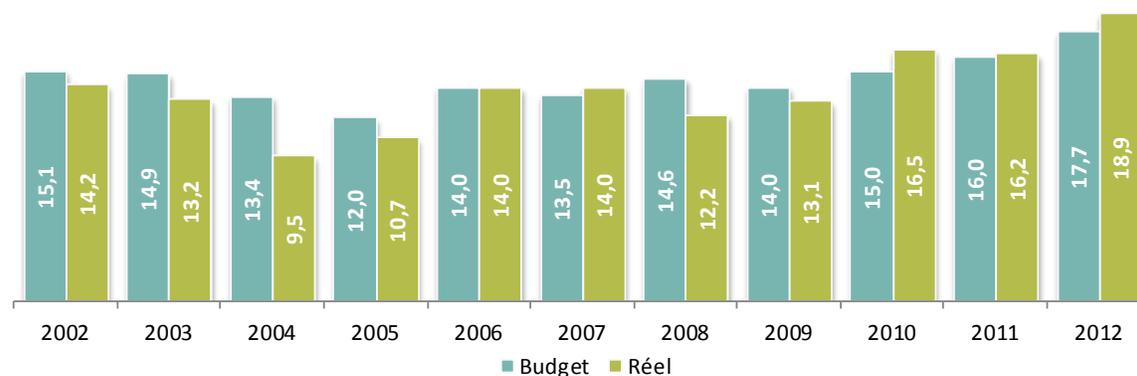
- 2005 : Incluant les Galeries de la Capitale et les immeubles adjacents (6,8 M\$) et Place Fleur-de-Lys (1,3 M\$).
- 2010 : 27 transactions ont généré 6,5 M\$ (factures de plus de 50 000 \$).

Amendes et pénalités

Les revenus d'amendes et de pénalités sont générés par l'émission des constats d'infractions, dont ceux relatifs à la circulation, aux stationnements et aux dossiers criminels. Ces revenus représentent 18,9 M\$ en 2012, soit un écart favorable de 1,2 M\$ en regard des prévisions budgétaires. Cet écart est attribuable à une hausse de 4,2% des constats émis et à une augmentation du taux de récupération des amendes et des frais facturés.

Le graphique suivant présente l'historique des amendes et des pénalités.

Graphique 4 – Amendes et pénalités
(en millions de dollars)



Intérêts

Les revenus d'intérêts proviennent des placements et des arrérages sur les sommes dues à la Ville. Ces revenus ont atteint 10,2 M\$ en 2012, soit un écart de 2,5 M\$ par rapport aux prévisions budgétaires. Il s'explique notamment par un écart favorable de 2,4 M\$ provenant des intérêts sur placements.

Autres revenus

Ces revenus comprennent, entre autres, les revenus résultant de la vente d'actifs immobiliers détenus par la Ville. Les autres revenus atteignent 9,6 M\$ en 2012, soit un écart de 1,3 M\$ en regard des prévisions budgétaires. Celui-ci s'explique principalement par l'encaissement d'une ristourne provenant du contrat d'assurance collective pour 1,1 M\$.

Affectations

Les affectations représentent l'utilisation spécifique de certaines sources de fonds provenant généralement des surplus et des réserves.

Tableau 9 – Affectations
(en millions de dollars)

pour l'exercice terminé le 31 décembre	Réel			Budget	Écart 2012
	2010	2011	2012	2012	
Affectation du surplus accumulé au financement des régimes de retraite	3,3	3,3	3,3	3,3	0,0
Affectation du surplus accumulé	0,0	12,7	6,7	6,7	0,0
Autres affectations	4,5	2,1	11,3	2,8	8,5
Total des affectations	7,8	18,1	21,3	12,8	8,5

Ces revenus s'élèvent à 21,3 M\$ en 2012, ce qui représente un écart favorable de 8,5 M\$ en regard des prévisions budgétaires. Il s'explique majoritairement par la décision du conseil d'agglomération d'affecter un montant de 8,4 M\$ à même le surplus affecté de prévoyance pour compenser l'écart défavorable causé par la perte de revenus de vente de vapeur.

Analyse des dépenses

Les dépenses de 2012 s'élèvent à 1 255,1 M\$, affichant ainsi un écart de 2,9 M\$ par rapport aux prévisions budgétaires.

Les dépenses encourues par les unités administratives totalisent 659,1 M\$, ce qui représente un écart favorable de 11,8 M\$ avec les prévisions budgétaires. En cours d'année 2012, des compressions budgétaires supplémentaires de 9,2 M\$ ont été demandées aux unités administratives. Les dépenses des unités administratives représentent 52,5% des dépenses totales.

L'analyse détaillée des dépenses est présentée dans les points suivants.

Services administratifs

Les services administratifs regroupent un ensemble de centres de responsabilités relatifs à l'administration générale et à la gestion de la Ville.

Tableau 10 – Services administratifs
(en millions de dollars)

pour l'exercice terminé le 31 décembre	2010	Réel 2011	2012	Budget 2012	Écart 2012
Services administratifs					
Conseil municipal	3,8	3,5	3,5	3,7	0,2
Direction générale	2,7	3,3	2,7	2,4	-0,3
Vision stratégique et performance org.	1,6	1,7	1,2	2,3	1,1
Vérificateur général	1,3	1,4	1,4	1,5	0,1
Bureau de l'ombudsman	0,2	0,2	0,2	0,2	0,0
Bureau des relations internationales	1,3	1,2	1,2	1,3	0,1
Ressources humaines	12,5	12,3	11,4	12,3	0,9
Finances	6,1	5,9	6,2	6,2	0,0
Commissariat aux incendies	<u>0,4</u>	<u>0,4</u>	<u>0,4</u>	<u>0,4</u>	<u>0,0</u>
Total services administratifs	<u>29,9</u>	<u>29,9</u>	<u>28,2</u>	<u>30,3</u>	<u>2,1</u>

Ces charges sont de l'ordre de 28,2 M\$ en 2012, soit un écart favorable de 2,1 M\$ avec les prévisions budgétaires. Cet écart provient majoritairement des services de la Vision stratégique et de la performance organisationnelle et des Ressources humaines. Les principaux écarts, entre les prévisions budgétaires et les résultats obtenus, se résument comme suit :

CONSEIL MUNICIPAL

Le conseil municipal est l'organe législatif de la Ville. Il adopte les budgets et vote les crédits nécessaires à l'administration de la ville et des arrondissements.

Il adopte les règlements municipaux, autorise les emprunts, crée les différents services et en précise les responsabilités. Il se prononce sur les rapports que lui soumet le comité exécutif. Il peut lui commander des rapports sur tout ce qui concerne l'administration.

Écarts

Écart favorable de 0,2 M\$, principalement attribuable à :

- **rémunération** : écart favorable de 122 203 \$ provenant, entre autres, de mouvement de personnel;

- **biens et services** : écart favorable de 87 807 \$ provenant, entre autres, du retrait de la Ville du Centre de ressources municipales (CRM) pour 35 000 \$ et de frais de déplacement inférieurs aux prévisions pour 23 300 \$.

DIRECTION GÉNÉRALE

La Direction générale est composée du directeur général, des directeurs généraux adjoints et des ressources nécessaires à son bon fonctionnement et à l'accomplissement des devoirs, pouvoirs et attributions du directeur général.

Outre les devoirs, pouvoirs et attributions qui lui sont confiés par les lois et règlements applicables, le directeur général est responsable de l'ensemble des services et des directions d'arrondissement de la Ville (à l'exception du Bureau du vérificateur général) ainsi que de la direction, de l'administration et de la régie interne de la Direction générale. Il a autorité sur tous les autres fonctionnaires et employés de la municipalité. À l'égard d'un fonctionnaire ou d'un employé dont les fonctions sont prévues par loi, l'autorité du directeur général n'est exercée que dans le cadre de son rôle de gestionnaire des ressources humaines, matérielles et financières de la municipalité et ne peut avoir pour effet d'entraver l'exercice des fonctions prévues par la loi pour ces personnes.

Quatre unités administratives relèvent directement du directeur général : les services de la Vision stratégique et du développement organisationnel, des Finances, des Ressources humaines ainsi que du Bureau des relations internationales.

Le directeur général peut confier à un comité de gestion l'étude des questions prioritaires, des dossiers d'intérêt général ou des autres matières qu'il détermine, et ce, afin d'assurer une meilleure coordination des services et la diffusion de l'information.

Écarts

Écart défavorable de -0,3 M\$, principalement attribuable à :

- **rémunération** : écart défavorable de -257 733 \$ provenant d'événements non prévus, dont la mise en place de groupes de travail en lien avec le renouvellement du pacte fiscal et la création d'un poste de directeur de projet.

VISION STRATÉGIQUE ET PERFORMANCE ORGANISATIONNELLE

Ce service élabore, en concertation avec les autres services, le cadre de gestion de l'administration de la Ville, le plan stratégique et les plans d'affaires visant la mise en œuvre des orientations et des objectifs de la Ville. Il met au point et anime le processus de planification stratégique et définit les indicateurs s'y rapportant. Il est responsable de l'implantation d'un processus d'évaluation des programmes et d'amélioration de la performance. De plus, il réalise diverses études et analyses.

Faits saillants

En 2012, le service a soutenu et conseillé les autres unités administratives dans des dossiers majeurs tels que le plan stratégique de la Ville, les plans d'affaires des unités administratives, les audits de performance, la mesure des résultats, les projets d'amélioration continue (notamment la réorganisation du Service des travaux publics, des activités de déneigement et de la gestion des demandes en circulation et en transport) et l'approche Lean.

Écarts

Écart favorable de 1,1 M\$, principalement attribuable à :

- **biens et services** : écart favorable de 980 840 \$ provenant, entre autres, d'un transfert de fonds au Service des travaux publics visant la réalisation du projet de réorganisation du Service pour 415 950 \$ et 381 000 \$ en compressions budgétaires;
- **rémunération** : écart favorable de 58 519 \$ provenant, entre autres, de mouvement de personnel.

17

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

La structure administrative prévoit un vérificateur général relevant du conseil municipal. Le vérificateur général procède à la vérification financière, à la vérification de la conformité des opérations reliées aux lois, aux règlements, aux politiques et aux directives et à la vérification de l'optimisation des ressources. Il vérifie les comptes et les affaires de la Ville ainsi que de toute personne morale dont la Ville, ou un mandataire de celle-ci, détient plus de 50 % des parts ou des actions votantes en circulation ou nomme plus de 50 % des membres du conseil d'administration.

Le vérificateur général peut également procéder à la vérification des comptes et des documents de toute personne qui a bénéficié d'une aide accordée par la Ville ou par une personne morale relativement à l'utilisation de l'aide accordée. Le vérificateur général peut finalement procéder à la vérification du régime ou de la caisse d'un comité de retraite de la Ville ou d'une personne morale sur demande du comité exécutif et avec l'accord du conseil municipal.

Le vérificateur général doit faire enquête chaque fois que le conseil municipal lui en fait la demande, cette requête ne devant toutefois pas avoir préséance sur ses obligations principales. Les devoirs et les pouvoirs du vérificateur général lui sont conférés par la loi.

Écarts

Écart favorable de 0,1 M\$, principalement attribuable à :

- **biens et services** : écart favorable de 114 984 \$ provenant, entre autres, de la mise en place progressive de la *Ligne de signalement fraude et inconduite* et de délais dans l'octroi de certains mandats.

BUREAU DE L'OMBUDSMAN

Ouvert depuis le 1^{er} avril 2004, le Bureau de l'ombudsman entend les plaintes des citoyens qui s'estiment lésés par l'administration municipale. Il est indépendant de l'administration et formé de commissaires bénévoles nommés par le conseil municipal.

Le rôle du Bureau de l'ombudsman s'apparente donc à celui que tient le Protecteur du citoyen à l'échelle du Québec.

L'organisme intervient, et ce, gratuitement, lorsque des motifs raisonnables l'amènent à croire qu'une personne ou qu'un groupe de personnes a subi ou risque de subir des préjudices dans son rapport avec la Ville ou avec l'un de ses représentants. Ces préjudices peuvent résulter de négligence, d'erreur, d'injustice ou d'abus.

Le Bureau de l'ombudsman reçoit les plaintes une fois que les personnes en cause ont démontré qu'elles ont épuisé les recours administratifs existants dans l'arrondissement ou dans le service concerné. Il s'agit donc d'une instance de dernier recours.

Il n'a toutefois pas compétence sur les décisions des élus, des agents de la paix, des organismes mandataires et en matière de relations de travail.

Écarts

Résultats comparables aux prévisions budgétaires.

BUREAU DES RELATIONS INTERNATIONALES

Le Bureau des relations internationales planifie et coordonne l'action internationale, les relations gouvernementales et municipales, et la mise en œuvre de la Politique municipale sur l'accueil, l'intégration et la rétention des personnes immigrantes afin d'assurer à la Ville de Québec un positionnement stratégique. Il coordonne également l'ensemble des activités protocolaires de la Ville, que celles-ci soient reliées à des activités à caractère international ou non.

Faits saillants

En 2012, le service a connu des mouvements au plan des ressources humaines qui ont amené une réorganisation de certaines activités du Bureau.

Par ailleurs, la Ville a participé aux événements suivants :

- Forum mondial de la langue française;
- 100^e anniversaire du Stampede de Calgary;
- Transat Québec St-Malo;
- Bordeaux fête le vin à Québec (50^e anniversaire du partenariat).

Enfin, le « Marché de Noël allemand » a pu compter sur une nouvelle subvention. Également, trois missions de recrutement ont été effectuées, deux en Europe (Paris - Bruxelles, Paris - Barcelone) et une au Brésil.

Écarts

Écart favorable de 0,1 M\$, principalement attribuable à :

- **biens et services** : écart favorable de 96 091 \$ provenant, entre autres, de demandes de contributions financières non conformes, en conséquence non octroyées, pour 46 900 \$, de la fin de l'entente avec le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC) pour 47 000 \$ (renouvellement en négociation) et de la diminution des frais de déplacements pour 34 231 \$.

RESSOURCES HUMAINES

Ce service voit à l'administration de la paie, des programmes de régimes de retraite, au renouvellement et à l'application des conventions collectives. Il élabore et met en œuvre un plan intégré de recrutement, de dotation et de gestion des ressources humaines en vue, entre autres, de favoriser le développement des compétences des individus dans une perspective d'amélioration continue de la qualité des services. Il fournit à ses différentes clientèles les conseils, l'expertise et les informations requises en matière

d'organisation du travail, de développement organisationnel, de relation de travail, de présence au travail, de santé et de sécurité, etc.

Faits saillants

Dans le contexte de la grève des heures supplémentaires des employés manuels, le Service des ressources humaines, par sa Division des conditions de travail, a participé activement à la gestion des services essentiels et a mené les discussions aux tables de négociations concernant les enjeux sectoriels de la Ville.

Des départs au sein de la Division de la santé et de la sécurité au travail ont permis au Service de résorber des emplois occasionnels et d'intégrer des postes liés à la restructuration d'ExpoCité, et ce, dans le respect du plan quinquennal de main-d'œuvre et du budget de la Ville.

Écarts

Écart favorable de 0,9 M\$, principalement attribuable à :

- **formation et développement organisationnel** : écart favorable de 1 233 418 \$ provenant, entre autres, de la restructuration du Programme de leadership mobilisateur pour 747 850 \$, du report d'une partie du programme de formation du Service à la suite de mouvements de personnel pour 25 185 \$;
- **conditions de travail** : écart défavorable de -716 037 \$ provenant, entre autres, de l'administration courante des relations de travail pour les groupes d'employés de la Ville pour -422 815 \$, la préparation de dossiers en lien avec la gestion des régimes de retraite et la négociation des conditions de travail des groupes d'employés pour -122 258 \$ et la gestion des services essentiels dans le cadre de la grève des heures supplémentaires des employés manuels pour -69 455 \$.

FINANCES

Ce service gère et contrôle les ressources financières de la Ville et assure, en collaboration avec les arrondissements, certains services aux citoyens et citoyennes dans leurs relations avec l'administration, notamment pour délivrer des permis et encaisser le paiement des taxes, droits, amendes, etc. Il doit également fournir les avis requis à l'occasion de l'acquisition et de la disposition des biens, des services, d'équipements et des propriétés de la Ville. Le directeur du Service des finances est le trésorier de la Ville.

Faits saillants

La réalisation du rapport financier et de la reddition de comptes financière pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2011 ainsi que la conception du budget 2013 et du programme triennal d'immobilisations (PTI) 2013-2016 font partie des dossiers majeurs de l'année 2012. À cet égard, un processus de planification budgétaire pluriannuel (trois ans) a été instauré en collaboration avec les élus et les cadres de la Ville.

Par ailleurs, la *Government Finance Officers Association* (GFOA) a décerné, pour la première fois, le prix *Distinguished Budget Presentation Award* à la Ville de Québec pour son budget 2012. Cette reconnaissance nord-américaine certifie que le document budgétaire répond aux critères du programme et remplit les fonctions de document de politique, de guide d'exploitation, de plan financier et d'outil de communication.

Également, le service a assumé, en collaboration avec le Service des ressources humaines, la coordination stratégique et opérationnelle de représentation de l'employeur au sein des six comités de retraite. Le Service a aussi déposé une Politique sur le financement des régimes de retraite.

Dans un souci d'amélioration de sa performance, la Division de la comptabilité a entrepris une démarche de réorganisation complète de ses activités. Afin de répondre aux besoins des gestionnaires, la gestion par activités (GPA) est désormais offerte en support stratégique aux unités administratives. Un processus de modernisation des outils technologiques a aussi été entrepris cette année. Ces activités s'intègrent au plan d'affaires 2012-2015, déposé cette année par le Service.

Enfin, le service travaille au renouvellement du Pacte fiscal par le biais de représentation aux tables Québec-Municipalités (TQM).

20

Écarts

Résultats comparables aux prévisions budgétaires.

COMMISSARIAT AUX INCENDIES

Le Commissariat aux incendies recherche l'origine, les causes ou les circonstances d'un incendie ou d'une explosion ayant causé des blessures ou des dommages matériels. Le commissaire-enquêteur aux incendies est nommé par le gouvernement du Québec sur recommandation du ministre de la Sécurité publique.

Faits saillants

En 2012, les investigateurs ont enquêté sur 307 dossiers comparativement à 254 en 2011.

Écarts

Résultats comparables aux prévisions budgétaires.

Services de proximité

Les services de proximité sont dispensés par les différents arrondissements de la Ville de Québec. Chacun possède un conseil d'arrondissement, formé de représentants élus. Ces derniers détiennent des pouvoirs de décision pour les services de proximité tels que l'urbanisme, l'enlèvement des matières résiduelles, le développement économique local, communautaire, culturel ou social, la culture, les loisirs et les parcs d'arrondissement ainsi que la voirie locale.

Tableau 11- Services de proximité selon les arrondissements
(en millions de dollars)

pour l'exercice terminé le 31 décembre	2010	Réel 2011	2012	Budget 2012	Écart 2012
Services de proximité					
Arrondissement La Cité - Limoilou	41,8	47,0	45,4	47,7	2,3
Arrondissement des Rivières	23,3	24,9	24,0	25,6	1,6
Arrondissement Ste-Foy - Sillery - Cap-Rouge	36,7	39,5	38,6	40,2	1,6
Arrondissement Charlesbourg	20,4	22,2	22,2	23,2	1,0
Arrondissement Beauport	22,1	23,5	23,6	25,0	1,4
Arrondissement La Haute-St-Charles	<u>25,7</u>	<u>27,5</u>	<u>26,3</u>	<u>28,0</u>	<u>1,7</u>
Total services de proximité	<u>170,1</u>	<u>184,5</u>	<u>180,1</u>	<u>189,7</u>	<u>9,6</u>

Les dépenses 2012 des services de proximité se chiffrent à 180,1 M\$, soit un écart favorable de 9,6 M\$ avec les prévisions budgétaires. Les principaux écarts, entre les prévisions budgétaires et les résultats obtenus, sont présentés dans les points qui suivent.

Chaque arrondissement comprend une direction et quatre divisions dédiées aux services de proximité.

Direction

La Direction planifie, dirige, coordonne et contrôle les activités de l'arrondissement. Elle assure un rôle-conseil auprès des élus et effectue le lien entre les élus et l'administration. Le secrétariat du conseil d'arrondissement peut relever de la Direction.

Relations avec les citoyens et soutien administratif

Cette division planifie et assure la prestation de services directs à la population. Ses activités couvrent, entre autres, l'accueil des citoyens, la réponse aux demandes d'information courantes, l'inscription à certaines activités municipales et la perception de redevances. Elle est responsable de la réception et du traitement des demandes, des requêtes et des plaintes des citoyens et citoyennes et, au besoin, elle fait le lien avec les services municipaux concernés. Elle offre, par ailleurs, son soutien aux conseils de quartier et organise des activités d'information et de consultation publique. Elle prend aussi en charge l'aspect protocolaire et les relations publiques et diffuse l'information de l'arrondissement, tant à l'externe qu'à l'interne.

21

Culture, loisir et vie communautaire

Cette division est responsable de la gestion et de l'entretien des parcs ainsi que des équipements culturels et récréatifs situés dans l'arrondissement. Elle est aussi responsable de l'offre de services à la population en matière d'activités de loisir, de culture, d'entraide et d'action communautaires. Elle assure le soutien technique et financier ainsi que l'encadrement nécessaire dans la réalisation de ces activités. Elle collabore avec les organismes de l'arrondissement pour leur apporter le soutien approprié et coordonner leurs actions.

Gestion du territoire

Cette division exerce les compétences de l'arrondissement dans les domaines de l'urbanisme, de l'inspection des bâtiments, du contrôle et de la qualité de l'environnement, de l'enlèvement des matières résiduelles, de la brigade scolaire, du développement économique local, du contrôle de la signalisation, de la circulation et du stationnement. Elle collabore, avec les autres unités administratives de la Ville, à l'établissement des processus opérationnels et administratifs reliés à la prestation des services à la population en ces domaines. Elle participe à la gestion des demandes de permis et à leur délivrance. Elle exerce également une responsabilité en matière d'inspection des travaux de construction et de qualité de l'environnement relevant de l'arrondissement.

Travaux publics

Cette division voit à l'entretien des infrastructures municipales situées dans l'arrondissement. Elle est également responsable de la gestion et de la réalisation des travaux suivants : déneigement, entretien et réparation du réseau de distribution de l'eau potable et du réseau d'évacuation des eaux usées, entretien des espaces verts (sauf les travaux spécialisés), des voies publiques locales ainsi que des artères.

Tableau 12 – Services de proximité selon les divisions
(en millions de dollars)

pour l'exercice terminé le 31 décembre	Réel 2012	Budget 2012	Écart
Direction	3,045	3,148	0,103
Relations avec les citoyens et soutien administratif	7,472	7,910	0,438
Culture, loisir et vie communautaire	49,863	52,337	2,474
Gestion du territoire	32,828	33,328	0,500
Travaux publics	<u>86,906</u>	<u>93,000</u>	<u>6,094</u>
Total services de proximité	<u>180,114</u>	<u>189,723</u>	<u>9,609</u>

ARRONDISSEMENT DE LA CITÉ-LIMOILOU

Faits saillants

Les résultats 2012 de l'arrondissement ont été influencés par les éléments suivants :

- faibles précipitations de neige;
- prix de soumissions avantageux lors du renouvellement de certains contrats;
- adoption d'une nouvelle politique de soutien aux organismes reconnus;
- éclosion de la « légionellose ».

Tableau 13 – Arrondissement de La Cité-Limoilou
(en millions de dollars)

pour l'exercice terminé le 31 décembre	Réel 2012	Budget 2012	Écart
Arrondissement de La Cité - Limoilou			
Direction	0,634	0,576	-0,058
Relations avec les citoyens et soutien administratif	2,955	3,016	0,061
Culture, loisir et vie communautaire	10,151	10,755	0,604
Gestion du territoire	7,820	7,783	-0,037
Travaux publics	<u>23,857</u>	<u>25,530</u>	<u>1,673</u>
Total arrondissement de La Cité - Limoilou	<u>45,417</u>	<u>47,660</u>	<u>2,243</u>

Écarts

Les dépenses de l'arrondissement de La Cité-Limoilou atteignent 45,417 M\$, soit un écart favorable de 2,243 M\$ avec les prévisions budgétaires. Cet écart provient principalement des divisions :

- **culture, loisir et vie communautaire** : écart favorable de 0,604 M\$ provenant, entre autres, de :
rémunération : écart favorable de 265 436 \$ provenant, entre autres, des postes demeurés vacants pour 210 000 \$ et de l'impartition de la surveillance du parc Victoria pour 25 000 \$;

biens et services : écart favorable de 338 981 \$ provenant, entre autres, de l'application de la nouvelle politique de soutien aux organismes pour 233 000 \$, de l'opération des piscines pour 100 108 \$ (fermeture temporaire de la piscine Lucien-Flamand et entretien des piscines extérieures sur 12 semaines plutôt que sur les 15 semaines prévues au budget) et du programme Vacances-Été pour -102 569 \$ liés au transfert budgétaire du Service des loisirs, des sports et de la vie communautaire vers les arrondissements (hausse de clientèle et augmentation du salaire minimum).

- **travaux publics** : écart favorable de 1,673 M\$ provenant, entre autres, de :

activités liées au déneigement : écart favorable de 642 276 \$ provenant, entre autres, du déneigement à forfait pour 276 521 \$, du déneigement en régie et du déneigement hors rue pour 215 901 \$, de l'opération des dépôts à neige pour 86 990 \$ et du transport de la neige pour 62 862 \$, le tout en lien avec des quantités de neige tombées moindres que prévu;

branchements et entretien du réseau d'aqueduc : écart favorable de 520 851 \$ provenant, entre autres, d'un entretien des réseaux d'aqueduc moindre que ce qui était prévu en raison de difficultés de recrutement de personnel spécialisé;

réparations de rues et de trottoirs et réparations hors rues : écart favorable de 333 756 \$ provenant, entre autres, de demandes de réparation moindres que prévu et de rationalisation des dépenses de matériaux et de granulats pour 134 984 \$;

entretien du réseau d'égout : écart favorable de 249 297 \$ provenant, entre autres, de l'incapacité du fournisseur à effectuer le nombre de vidanges de puisards initialement prévu.

ARRONDISSEMENT DES RIVIÈRES

Faits saillants

L'année 2012 a marqué la première année d'opération du nouveau bureau d'arrondissement, offrant maintenant aux citoyens un accès à tous les services sous un même toit.

La Division de la culture, du loisir et de la vie communautaire a dû procéder au transfert des activités et des services de la piscine Jos.-A.-Lachance afin de permettre la réalisation d'importants travaux de réfection. En parallèle, la réouverture du centre communautaire Fernand-Dufour, après une longue fermeture pour des travaux de réfection, a permis d'augmenter l'offre de services dans le secteur Vanier et de mettre en œuvre un nouveau type de partenariat avec la corporation de loisirs.

De plus, divers projets d'amélioration continue ont été implantés en cours d'année au sein des différentes divisions, permettant ainsi d'accroître la performance opérationnelle, tout en dégageant des économies budgétaires.

Tableau 14 – Arrondissement des Rivières
(en millions de dollars)

pour l'exercice terminé le 31 décembre	Réel 2012	Budget 2012	Écart
Arrondissement des Rivières			
Direction	0,568	0,580	0,012
Relations avec les citoyens et soutien administratif	0,862	0,923	0,061
Culture, loisir et vie communautaire	6,301	6,637	0,336
Gestion du territoire	4,853	4,843	-0,010
Travaux publics	<u>11,446</u>	<u>12,686</u>	<u>1,240</u>
Total arrondissement des Rivières	<u>24,030</u>	<u>25,669</u>	<u>1,639</u>

Écarts

Les dépenses de l'arrondissement des Rivières atteignent 24,030 M\$, soit un écart favorable de 1,639 M\$ avec les prévisions budgétaires. Cet écart provient principalement des divisions :

- culture, loisir et vie communautaire** : écart favorable de 0,336 M\$ provenant, entre autres, de :
 - programmes aquatiques** : écart favorable de 66 204 \$ provenant, entre autres, de la fermeture temporaire pour la réfection de la piscine Jos.-A.-Lachance;
 - opération des piscines** : écart favorable de 32 780 \$ provenant, entre autres, de la fermeture temporaire pour la réfection de la piscine Jos.-A.-Lachance;
 - opération des arénas** : écart favorable de 60 871 \$ provenant, entre autres, de modifications d'horaires de travail à la suite de la grève des heures supplémentaires des employés manuels pour 40 284 \$ et de postes demeurés vacants pour 22 815 \$;
 - bibliothèques** : écart favorable de 44 072 \$ provenant, entre autres, d'un transfert de responsabilités des arrondissements vers le Service de la culture en ce qui a trait à l'achat de volumes;
 - programme Vacances-Été** : écart défavorable de -11 224 \$ provenant, entre autres, du transfert budgétaire du Service des loisirs, des sports et de la vie communautaire vers les arrondissements (hausse de clientèle et augmentation du salaire minimum).
- travaux publics** : écart favorable de 1,240 M\$ provenant, entre autres, de :
 - activités liées au déneigement** : écart favorable de 369 838 \$ provenant, entre autres, du déneigement à forfait en raison des quantités de neige tombées moindres que prévu;
 - branchements et entretien du réseau d'aqueduc et d'égout** : écart favorable de 305 995 \$ provenant, entre autres, d'une diminution de la demande pour de nouveaux branchements, de l'optimisation de l'utilisation des matériaux d'excavation sur les chantiers et de la faible demande pour dégeler les entrées de service étant donné la température clémente de l'hiver 2012;
 - réparations de rues et de trottoirs et réparations hors rues** : écart favorable de 283 207 \$ provenant, entre autres, de l'accroissement de l'efficacité des équipes en régie et d'une meilleure gestion des quantités de pavage utilisées;

gestion des travaux publics : écart favorable de 251 726 \$ provenant, entre autres, de postes demeurés vacants et d'une diminution des salaires occasionnels.

ARRONDISSEMENT DE SAINTE-FOY – SILLERY – CAP-ROUGE

Faits saillants

Pour l'arrondissement, l'année 2012 en fut une de grands changements.

Près de 82 employés de l'arrondissement ont pris leur retraite depuis 2008. Dans ce contexte, l'organisation du travail a été revue, principalement dans les divisions des Travaux publics, des Relations avec les citoyens et du soutien administratif et de la Culture, du loisir et de la vie communautaire.

Également, l'arrondissement a débuté le déploiement de l'approche «Lean Management» en vue d'optimiser sa performance. Ceci a permis de mettre en place de nouveaux processus et de réviser certaines structures de gestion. L'organisation du travail de la Division de la culture, du loisir et de la vie communautaire a été revue selon cette nouvelle approche.

Enfin, l'adoption du programme particulier d'urbanisme du plateau centre de Sainte-Foy a représenté un enjeu important pour l'arrondissement.

Tableau 15 – Arrondissement de Sainte-Foy – Sillery – Cap-Rouge
(en millions de dollars)

pour l'exercice terminé le 31 décembre	Réel 2012	Budget 2012	Écart
Arrondissement de Sainte-Foy - Sillery - Cap-Rouge			
Direction	0,546	0,509	-0,037
Relations avec les citoyens et soutien administratif	1,280	1,452	0,172
Culture, loisir et vie communautaire	12,546	12,576	0,030
Gestion du territoire	7,097	7,462	0,365
Travaux publics	<u>17,083</u>	<u>18,188</u>	<u>1,105</u>
Total arr. Ste-Foy-Sillery-Cap-Rouge	<u>38,552</u>	<u>40,187</u>	<u>1,635</u>

Écarts

Les dépenses de l'arrondissement de Sainte-Foy – Sillery - Cap-Rouge atteignent 38,552 M\$, soit un écart favorable de 1,635 M\$ avec les prévisions budgétaires. Cet écart provient principalement des divisions :

- relations avec les citoyens** : écart favorable de 0,172 M\$ provenant, entre autres, de :
 - biens et services** : écart favorable de 239 824 \$ provenant, entre autres, d'une réorganisation du travail et d'une révision des façons de faire (communications, virage électronique et mandats externes);
 - rémunération** : écart défavorable de -67 252 \$ provenant, entre autres, de l'embauche de personnel occasionnel pour la réalisation de certains mandats initialement prévus à l'externe pour -142 952 \$ et de mouvements de personnel pour 75 700 \$;
- gestion du territoire** : écart favorable de 0,365 M\$ provenant, entre autres, de :

rémunération : écart favorable de 219 823 \$ provenant, entre autres, de délais de dotation de postes et de mouvements de personnel;

biens et services : écart favorable de 145 759 \$ provenant, entre autres, du tonnage de matières résiduelles moins élevé que prévu pour 69 089 \$, du contrôle du stationnement pour 34 164 \$ et de la collecte et du transport des encombrants pour 30 630 \$;

26

- **travaux publics** : écart favorable de 1,105 M\$ provenant, entre autres, de :

activités liées au déneigement : écart favorable de 372 969 \$ provenant, entre autres, du déneigement en raison des quantités de neige tombées moindres que prévu;

branchements et entretien du réseau d'aqueduc et d'égout : écart favorable de 472 864 \$ provenant, entre autres, d'une rationalisation des dépenses;

réparations de rues et de trottoirs et réparations hors rues : écart favorable de 261 716 \$ provenant, entre autres, d'une rationalisation des dépenses.

ARRONDISSEMENT DE CHARLESBOURG

Faits saillants

L'année 2012 a été marquée par les éléments suivants :

- faibles précipitations de neige;
- rédaction d'une politique de communications;
- dénomination de la bibliothèque Paul-Aimé-Paiement;
- dépôt du « Plan quinquennal de développement du Trait-Carré »;
- inauguration du kiosque à musique au parc de la Commune;
- aménagement d'une piste d'entraînement de vélo de montagne en collaboration avec les « Chantiers Urbains »;
- annonce du projet de construction d'une palestres sur le site de l'Arpidrome;
- annonce du projet de construction d'un édifice multifonctionnel sur la rue des Roses;
- 1 140 permis de construction pour une valeur de 142 M\$;
- 585 nouvelles habitations;
- participation active au projet « SÉS@ME ».

Tableau 16 – Arrondissement de Charlesbourg
(en millions de dollars)

pour l'exercice terminé le 31 décembre	Réel 2012	Budget 2012	Écart
Arrondissement de Charlesbourg			
Direction	0,340	0,426	0,086
Relations avec les citoyens et soutien administratif	0,585	0,584	-0,001
Culture, loisir et vie communautaire	6,900	6,946	0,046
Gestion du territoire	3,755	3,863	0,108
Travaux publics	<u>10,585</u>	<u>11,403</u>	<u>0,818</u>
Total arrondissement de Charlesbourg	<u>22,165</u>	<u>23,222</u>	<u>1,057</u>

27

Écarts

Les dépenses de l'arrondissement de Charlesbourg atteignent 22,165 M\$, soit un écart favorable de 1,057 M\$ avec les prévisions budgétaires. Cet écart provient principalement des divisions :

- **gestion du territoire** : écart favorable de 0,108 M\$ provenant, entre autres, de :
 - biens et services** : écart favorable de 113 054 \$ provenant, entre autres, du tonnage de matières résiduelles moins élevé que prévu et de la collecte de matériaux secs qui est dorénavant assumée par l'utilisateur;
- **travaux publics** : écart favorable de 0,818 M\$ provenant, entre autres, de :
 - activités liées au déneigement** : écart favorable de 654 224 \$ provenant, entre autres, du déneigement en raison des quantités de neige tombées moindres que prévu;
 - réparations de rues et de trottoirs et réparations hors rues** : écart favorable de 281 044 \$ provenant, entre autres, d'une diminution des réparations de rues ainsi que des granulaires utilisés.

ARRONDISSEMENT DE BEAUPORT

Faits saillants

Les événements marquants de 2012 se résument ainsi :

- mise en opération du centre sportif Giffard et restructuration de la Division de la culture, du loisir et de la vie communautaire;
- soutien technique au chantier 14 sur les permis (prêt d'une ressource);
- mise en place de mécanismes de récupération de matériaux granulaires et de planage à froid, contribuant ainsi à diminuer les coûts de réparation et d'entretien des chemins de gravier;
- déploiement d'un programme de formation pour des emplois semi-spécialisés (tuyauteur et préposé au réseau d'aqueduc et d'égout);
- récupération de temps de recherche de l'outillage à la suite de l'implantation d'un projet 5S.

Tableau 17 – Arrondissement de Beauport
(en millions de dollars)

pour l'exercice terminé le 31 décembre	Réel 2012	Budget 2012	Écart
Arrondissement de Beauport			
Direction	0,499	0,575	0,076
Relations avec les citoyens et soutien administratif	0,873	0,976	0,103
Culture, loisir et vie communautaire	6,341	6,893	0,552
Gestion du territoire	4,171	4,245	0,074
Travaux publics	<u>11,711</u>	<u>12,284</u>	<u>0,573</u>
Total arrondissement de Beauport	<u>23,595</u>	<u>24,973</u>	<u>1,378</u>

Écarts

Les dépenses de l'arrondissement de Beauport atteignent 23,595 M\$, soit un écart favorable de 1,378 M\$ avec les prévisions budgétaires. Cet écart provient principalement des divisions :

- **relations avec les citoyens** : écart favorable de 0,103 M\$ provenant, entre autres, de :
 - biens et services** : écart favorable de 52 306 \$ provenant, entre autres, de frais de poste et de messagerie moins importants que prévu;
 - rémunération** : écart favorable de 49 429 \$ provenant, entre autres, de mouvements de personnel;
- **culture, loisir et vie communautaire** : écart favorable de 0,552 M\$ provenant, entre autres, de :
 - contributions à des organismes** : écart favorable de 176 056 \$ provenant, entre autres, du programme « Travailleurs de parcs » en raison de difficultés de recrutement de main-d'œuvre pour 57 900 \$, de rationalisation des dépenses d'opération des patinoires pour 39 021 \$, d'événements prévus, mais non réalisés pour 20 696 \$ et de l'échéance de certaines ententes d'utilisation de locaux et de terrains pour 19 745 \$;
 - bibliothèques** : écart favorable de 150 981 \$ provenant, entre autres, d'un transfert de responsabilités des arrondissements vers le Service de la culture en ce qui a trait à l'achat de volumes pour 117 947 \$;
 - biens non durables** : écart favorable de 68 547 \$ provenant, entre autres, du projet de réfection de parcs et de la rationalisation d'acquisition d'équipement et de mobilier;
 - services techniques** : écart favorable de 50 852 \$ provenant, entre autres, de la réduction du nombre de transports d'équipement à la Centrale d'équipement;
 - location** : écart favorable de 40 977 \$ provenant, entre autres, de frais de location de locaux moins élevés que prévu;
- **travaux publics** : écart favorable de 0,573 M\$ provenant, entre autres, de :

branchements et entretien du réseau d'égout : écart favorable de 363 298 \$ provenant, entre autres, de travaux réalisés inférieurs aux prévisions compte tenu de bris, de la désuétude du réseau d'égout et des conditions climatiques;

branchements et entretien du réseau d'aqueduc : écart favorable de 279 475 \$ provenant, entre autres, de la grève des heures supplémentaires des employés manuels et de mouvements de personnel.

réparations de rues et de trottoirs et réparations hors rues : écart favorable de 279 107 \$ provenant, entre autres, de la grève des heures supplémentaires des employés manuels pour 144 304 \$ et du report de travaux de réfection et réparation de stationnements;

activités liées au déneigement : écart défavorable de -482 945 \$ provenant, entre autres, des coûts plus élevés que prévu liés au transport de la neige.

ARRONDISSEMENT DE LA HAUTE-SAINT-CHARLES

Faits saillants

L'année 2012 a été marquée par un développement domiciliaire soutenu, l'ajout de nouvelles rues à entretenir, l'accroissement continu de la population de l'arrondissement et la révision des façons de faire en loisir ainsi qu'aux travaux publics. Les principaux faits marquants sont :

- collaboration à la préparation de projets liés au service à la clientèle, notamment les projets Sés@me et le service téléphonique 3-1-1;
- révision de l'organisation du travail au plan de la perception des revenus;
- réorganisation du travail à la Division de la culture, du loisir et de la vie communautaire;
- première impartition de l'offre d'activités de loisir vers une corporation de loisir existante;
- réorganisation du travail des cols bleus de la Division de la culture, du loisir et de la vie communautaire;
- impartition de l'entretien ménager;
- augmentation du développement domiciliaire et son incidence sur la croissance du volume de matières résiduelles à traiter;
- augmentation de 59 % des nouveaux branchements de services pour un total de 124 nouveaux branchements;
- augmentation de 225 % des bris d'aqueduc pour un total de 99 bris;
- 5 km de rues supplémentaires entretenues.

Tableau 18 – Arrondissement de La Haute-Saint-Charles
(en millions de dollars)

pour l'exercice terminé le 31 décembre	Réel 2012	Budget 2012	Écart
Arrondissement de La Haute-Saint-Charles			
Direction	0,458	0,482	0,024
Relations avec les citoyens et soutien administratif	0,917	0,959	0,042
Culture, loisir et vie communautaire	7,624	8,530	0,906
Gestion du territoire	5,132	5,132	0,000
Travaux publics	<u>12,224</u>	<u>12,909</u>	<u>0,685</u>
Total arrondissement de La Haute-Saint-Charles	<u>26,355</u>	<u>28,012</u>	<u>1,657</u>

Écarts

Les dépenses de l'arrondissement de La Haute-Saint-Charles atteignent 26,355 M\$, soit un écart favorable de 1,657 M\$ avec les prévisions budgétaires. Cet écart provient principalement des divisions :

- **culture, loisir et vie communautaire** : écart favorable de 0,906 M\$ provenant, entre autres, de :

bibliothèques : écart favorable de 205 220 \$ provenant, entre autres, d'un transfert de responsabilités des arrondissements vers le Service de la culture en ce qui a trait à l'achat de volumes pour 205 000 \$;

programmes aquatiques : écart favorable de 176 519 \$ provenant, entre autres, de modifications dans les affectations de personnel, d'acquisition de vêtements et de matériel moindre que prévu pour 26 806 \$ et de restrictions en ce qui a trait aux heures supplémentaires pour 24 290 \$;

opération des piscines : écart favorable de 52 732 \$ provenant, entre autres, de l'abolition d'un poste pour 30 051 \$, du contrat de traitement de l'eau inférieur aux prévisions pour 17 000 \$ et d'une utilisation moindre des produits chimiques pour 12 000 \$;

opération des centres : écart favorable de 156 967 \$ provenant, entre autres, du transfert des services d'entretien ménager au Service de la gestion des immeubles pour 184 000 \$, de frais de surveillance supérieurs aux prévisions pour -65 216 \$, de la grève des heures supplémentaires des employés manuels pour 20 021 \$ et d'une utilisation moindre des produits de nettoyage pour 12 666 \$;

programme Vacances-Été : écart favorable de 79 747 \$ provenant, entre autres, de l'impartition du PVE du secteur de Loretteville et d'une rationalisation sur le plan de la rémunération;

rémunération : écart favorable de 67 332 \$ provenant, entre autres, de mouvements de personnel;

art et culture : écart favorable de 47 379 \$ provenant, entre autres, de l'annulation du spectacle du 24 juin pour 35 100 \$ et de mouvements de personnel pour 12 200 \$.

- **travaux publics** : écart favorable de 0,685 M\$ provenant, entre autres, de :

réparations de rues et de trottoirs et réparations hors rues : écart favorable de 340 381 \$ provenant, entre autres, de la fusion des équipes de pavage de Val-Bélair et de Loretteville, de la grève des

heures supplémentaires des employés manuels et d'activités de pavage et béton supérieures aux prévisions (développement résidentiel) pour -97 073 \$;

entretien général : écart favorable de 261 616 \$ provenant, entre autres, du regroupement des activités de voirie et de la grève des heures supplémentaires des employés manuels.

activités liées au déneigement : écart favorable de 315 905 \$ provenant, entre autres, du déneigement effectué en régie à la suite de modifications de parcours, d'une meilleure utilisation des matériaux et des quantités de neige tombées moindres que prévu;

installation, préparation et signalisation : écart favorable de 103 303 \$ provenant, entre autres, d'amélioration sur le plan de la signalisation permanente et de rationalisation de dépenses;

rémunération : écart défavorable de -391 962 \$ provenant, entre autres, de mouvements de personnel et de besoins à combler à la suite de la grève des heures supplémentaires des employés manuels.

Innovation et services de soutien

Cette section rassemble les spécialistes capables d'apporter le soutien nécessaire aux différentes unités administratives de l'organisation dans la réalisation de leurs mandats.

Tableau 19 – Innovation et services de soutien
(en millions de dollars)

pour l'exercice terminé le 31 décembre	Réel		Budget 2012	Écart 2012	
	2010	2011			2012
Innovation et services de soutien					
Soutien à la gestion du service à la clientèle	0,7	0,9	0,9	1,1	0,2
Affaires juridiques*	7,0	7,2	6,6	6,9	0,3
Communications	4,7	5,4	5,0	5,1	0,1
Technologies de l'information et télécomm.	21,9	22,6	22,3	23,5	1,2
Évaluation	6,1	5,9	6,4	6,5	0,1
Greffe et archives	4,1	4,6	4,6	4,9	0,3
Approvisionnements	5,3	5,3	5,2	5,4	0,2
Greffe de la cour municipale	3,7	4,0	4,3	4,3	0,0
Gestion des immeubles	66,1	66,5	66,8	66,0	-0,8
Gestion des équipements motorisés	<u>26,1</u>	<u>28,4</u>	<u>27,0</u>	<u>26,4</u>	<u>-0,6</u>
Total innovation et services de soutien	<u>145,7</u>	<u>150,8</u>	<u>149,1</u>	<u>150,1</u>	<u>1,0</u>

* Reclassement de dépenses sous "Autres frais".

Les dépenses 2012, pour ces services, se chiffrent à 149,1 M\$, soit un écart favorable de 1,0 M\$ avec les prévisions budgétaires. Cet écart provient majoritairement du Service des technologies de l'information et des télécommunications. Les principaux écarts, entre les prévisions budgétaires et les résultats obtenus, se résument comme suit :

SOUTIEN À LA GESTION DU SERVICE À LA CLIENTÈLE

La Section du soutien à la gestion du service à la clientèle conseille et soutient l'organisation dans la démarche d'amélioration des services à la clientèle et leur gestion.

Faits saillants

De nouvelles responsabilités ont été transférées à la section, soit :

- les sondages de satisfaction;
- la formation institutionnelle en « Déclaration de services ».

Écarts

Écart favorable de 0,2 M\$, principalement attribuable à :

- **biens et services** : écart favorable de 169 017 \$ provenant, entres autres, de dépenses en formation moindres pour 92 528 \$ engendrées par un délai de recrutement et des honoraires professionnels moindres pour 77 534 \$ liés au report de certains livrables.

AFFAIRES JURIDIQUES

Ce service fournit à la Ville et aux organismes, ou aux mandataires qu'elle désigne, les conseils et le soutien juridiques nécessaires et représente leurs intérêts devant les instances judiciaires ou quasi-judiciaires, lorsque requis.

Faits saillants

En 2012, le Service a procédé à différentes révisions de processus afin d'améliorer son service à la clientèle. Cette démarche se poursuivra en 2013.

Écarts

Écart favorable de 0,3 M\$, principalement attribuable à :

- **rémunération** : écart favorable de 285 979 \$ provenant, entre autres, de mouvements de personnel.

COMMUNICATIONS

Ce service élabore et met en œuvre des politiques, des programmes et des outils de consultation et de communication internes et externes. Il est l'éditeur officiel de la Ville et le responsable des relations avec les médias ainsi que de la promotion de l'image de la Ville. Il exerce un rôle-conseil auprès des autres unités administratives et fournit le soutien requis pour le fonctionnement des mécanismes de participation de la population à la vie démocratique.

Faits saillants

L'année 2012 a été marquée par la réalisation de stratégies de communication pour de grands dossiers dont la Stratégie de développement économique de la Ville, l'évaluation foncière, la candidature de Québec comme ville intelligente (Top 7 de l'Intelligent Community Forum) et les grands événements de l'été. Également, la Ville a été l'hôte de deux événements majeurs auxquels le Service a collaboré, soit le stand de la Ville au Congrès de SportAccord ainsi que la promotion et la réalisation de Bordeaux fête le vin à Québec.

Au plan du développement Web, la mise en ligne du nouvel intranet municipal, intranet collaboratif et participatif en Web 2.0, l'ajout de caméras Web sur le site Internet de la Ville et la réalisation de plusieurs

fonctionnalités sur le site Internet mobile ont été les éléments marquants de l'année. Le site Internet compte plus de 300 000 pages de contenu et le service effectue en moyenne 50 modifications et ajouts par jour.

Le service a également produit plusieurs vidéos à l'interne pour les campagnes reliées aux matières résiduelles, à l'environnement et au déneigement.

Finalement, 683 communiqués ont été diffusés et 136 événements de presse ont été tenus en 2012.

Écarts

Résultats comparables aux prévisions budgétaires.

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Le Service des technologies de l'information et des télécommunications a pour rôle de fournir des solutions technologiques novatrices qui répondent aux besoins d'affaires actuels et futurs de sa clientèle dans les domaines suivants : systèmes d'information, bureautique, téléphonie, radiocommunications, reprographie et audiovisuel. Le Service des technologies de l'information et des télécommunications veille aussi à l'entretien des infrastructures technologiques.

Faits saillants

En 2012, le Service a réalisé des mises en service chez ses clients pour une valeur de 27 M\$, un sommet depuis 2002. Les unités administratives changent leurs façons de faire et misent sur leurs activités à grande valeur ajoutée. Les solutions d'affaires technologiques offertes sont intimement liées aux processus. Ainsi, le Service des TIT est impliqué dans la majorité des projets d'amélioration de la Ville.

Dans un souci de maintien de l'expertise, permettant à la fois d'assurer la pérennité de l'entretien des actifs TIT de la Ville et d'assurer leur saine évolution, des efforts pour stabiliser les postes stratégiques ont été effectués, et ce, notamment en confiant certaines tâches à contrat.

Écarts

Écart favorable de 1,2 M\$, principalement attribuable à :

- **biens et services** : écart favorable de 642 732 \$ provenant, entre autres, de la révision de factures de téléphonie qui a permis la récupération d'une somme relative à des services antérieurs pour 456 725 \$;
- **rémunération** : écart favorable de 546 956 \$ provenant, entre autres, de mouvements de personnel.

ÉVALUATION

Le Service de l'évaluation a pour mission de confectionner, de tenir à jour et de défendre les rôles d'évaluation du territoire des trois villes de l'agglomération de Québec, conformément à la législation en vigueur.

Faits saillants

En 2012, le service a déposé les rôles d'évaluation 2013-2014-2015 des trois villes constituant l'agglomération de Québec (67 G\$). À cet effet, cent soixante-quinze mille avis d'évaluation informant les propriétaires de la valeur de leur propriété pour les exercices 2013-2014-2015 ont été expédiés; quatorze mille appels téléphoniques ont été reçus à la suite des envois; trente-six mille avis de modification ont été

émis durant l'année 2012 pour les rôles 2010-2011-2012 pour y ajouter 1,3 G\$ et dix mille autres avis de modification ont été émis après le 15 septembre 2012 pour les rôles 2013-2014-2015 pour y ajouter 1 G\$.

Écarts

Écart favorable de 0,1 M\$, principalement attribuable à :

- **biens et services** : écart favorable de 614 949 \$ provenant, entre autres, de services techniques pour 638 378 \$ à la suite de la décision d'effectuer, à l'interne, le travail supplémentaire lié au dépôt du nouveau rôle d'évaluation triennal;
- **rémunération** : écart défavorable de -488 013 \$ provenant, entre autres, de l'embauche de personnel occasionnel pour la réalisation du nouveau rôle d'évaluation triennal.

GREFFE ET ARCHIVES

Le Service du greffe et des archives assume le secrétariat général du comité exécutif, du conseil municipal et du conseil d'agglomération. Il diffuse leurs décisions, obtient les approbations requises auprès des autorités concernées et publie les avis légaux. Il contribue en outre, à harmoniser la rédaction des documents et des procédures relevant des conseils d'arrondissement.

Ce service est aussi responsable de la gestion documentaire de la Ville : il conserve les archives historiques et les met en valeur. De plus, il voit à l'application et à la gestion de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels. Il veille enfin au bon déroulement des référendums et des élections municipales, le greffier agissant à titre de président d'élection.

Faits saillants

En 2012, le Service a rédigé 3 822 résolutions, traité 3 866 demandes d'accès à l'information, numérisé 1 750 000 pages de documents à l'arrondissement de la Cité-Limoilou, procédé à la division des districts électoraux, tenu une élection partielle et un référendum. Également, le service a participé au chantier 14 (coffre-fort, développement des services en ligne) et à l'analyse préliminaire en lien avec la gestion intégrée des documents. Il a assuré sa collaboration au MAMROT dans le cadre de la vérification des dépenses de recherche et de secrétariat des conseillers. Enfin, il a procédé à la collecte des documents requis par la commission Charbonneau.

Écarts

Écart favorable de 0,3 M\$, principalement attribuable à :

- **biens et services** : écart favorable de 664 358 \$ provenant, entre autres, du budget de recherche des partis politiques et des conseillers indépendants non utilisé pour 461 437 \$ et du report d'une partie des projets de numérisation pour 226 406 \$;
- **rémunération** : écart défavorable de -251 750 \$ provenant, entre autres, de l'embauche de personnel occasionnel pour le référendum du 5 février 2012 au sujet de l'îlot Irving pour -38 091 \$ ainsi que pour l'élection partielle de novembre 2012 pour -31 791 \$ et de projets de numérisation effectués à l'interne.

APPROVISIONNEMENTS

Ce service est responsable de l'obtention des biens et services requis pour les activités de la Ville. Il gère les inventaires et les biens inventoriés des magasins et des centres de distribution.

Faits saillants

En 2012, le Service a procédé à 856 appels d'offres, soit 369 par voie d'invitation et 487 par soumissions publiques. À la suite de ceux-ci, 738 sommaires décisionnels ont été rédigés et 20 585 bons de commande totalisant 460 712 328 M\$ ont été émis. Aussi, près de 130 comités de sélection ont siégé afin d'octroyer les contrats de services professionnels.

35

Écarts

Écart favorable de 0,2 M\$, principalement attribuable à :

- **biens et services** : écart favorable de 155 856 \$ provenant, entre autres, des compressions réalisées quant aux frais de poste et messagerie pour 157 663 \$;
- **rémunération** : écart favorable de 81 180 \$ provenant, entre autres, d'un poste demeuré vacant une partie de l'année.

GREFFE DE LA COUR MUNICIPALE

Le Greffe de la cour municipale constitue l'unité administrative mise en place afin de permettre l'exercice du pouvoir judiciaire dans les domaines de compétence qui lui sont dévolus par la loi, soit en matière pénale, criminelle et civile. Plus particulièrement, il voit au traitement des dossiers d'infractions relevant des divers poursuivants dans les trois matières mentionnées précédemment, il assure le cheminement des dossiers devant le tribunal, il perçoit les amendes et veille à l'exécution des jugements.

Le Greffe de la cour municipale est le maître d'œuvre de la justice de proximité par son accessibilité et la nature de ses services d'accueil et d'information.

Faits saillants

L'année 2012 a été marquée par une hausse significative de l'ensemble des principales activités du greffe, que ce soit au niveau du nombre de constats traités (hausse de 4,2 %), du nombre de dossiers criminels ouverts (hausse de 21,0 %), du nombre de séances de cour tenues (hausse de 7,0 %) ou encore du total des sommes encaissées comparativement à 2011.

Écarts

Résultats comparables aux prévisions budgétaires.

GESTION DES IMMEUBLES

Le Service de la gestion des immeubles est le gestionnaire des biens immobiliers de la Ville. Il agit comme propriétaire, locateur, conseiller et fournisseur de services, tout en entretenant une relation de partenariat avec ses clients. Ce service est responsable de l'acquisition, de la disposition, de la location, de la construction, de la rénovation, de l'exploitation et de l'entretien des biens immobiliers de la Ville. Le parc d'infrastructures et d'équipements sous sa responsabilité comprend les terrains, les bâtiments, les ouvrages d'art et divers équipements urbains. Il est aussi responsable de la rénovation, de l'exploitation et de l'entretien du réseau d'éclairage public et des signaux lumineux.

Faits saillants

En 2012, l'impartition complète des activités liées à l'entretien sanitaire des bâtiments de la Ville a été effectuée. Auparavant, une partie de ces activités étaient exécutées en régie. Par ailleurs, il y a eu rétrocession, à la Ville, des immeubles composant le réseau des bibliothèques de Québec. Ces derniers étaient auparavant gérés par l'Institut Canadien de Québec (ICQ).

Écarts

Écart défavorable de -0,8 M\$, principalement attribuable à :

- **biens et services** : écart défavorable de -2 516 817 \$ provenant, entre autres, de l'impartition des activités liées à l'entretien sanitaire. Ce changement a entraîné une diminution de 30 postes réguliers. Ces effectifs ont été affectés à d'autres activités dans l'organisation. Depuis mars 2012, l'entretien sanitaire, auparavant réalisé en régie, est exécuté à forfait. Ce budget avait initialement été prévu en rémunération (écart favorable de 2 265 303 \$). Cependant, les dépenses réalisées, en ce qui a trait aux contrats, sont directement imputées aux unités administratives concernées. Conséquemment, il y a donc un écart défavorable lié aux biens et services et un écart favorable attribuable à la rémunération;
- **rémunération** : écart favorable de 2 052 335 \$ provenant, entre autres, de l'impartition des activités liées à l'entretien sanitaire;
- **fourniture de services publics** : écart défavorable de -310 147 \$ provenant, entre autres, de l'ajout de frais d'entretien à la suite de la rétrocession des immeubles composant le réseau des bibliothèques de Québec pour -310 399 \$ et de l'acquisition du couvent de Beauport pour -62 000 \$.

GESTION DES ÉQUIPEMENTS MOTORISÉS

Ce service doit mettre en œuvre les programmes requis pour la gestion, l'entretien, l'adaptation et la sécurité des équipements motorisés ainsi que pour la gestion des carburants nécessaires à leur fonctionnement. Il est également responsable de la formation des opérateurs des divers véhicules ou équipements motorisés.

Faits saillants

L'optimisation des opérations a permis une diminution des effectifs et la gestion serrée du temps supplémentaire a engendré des économies budgétaires.

L'implantation du progiciel GuideTi nous permet une meilleure planification et une meilleure gestion des entretiens et des réparations de véhicules.

L'atelier des véhicules légers a reçu la certification environnementale des ateliers de services automobiles « Clé verte ». Cette certification confirme que, pour assurer une gestion optimale des activités de l'atelier, les employés mettent en œuvre les bonnes pratiques qui vont au-delà de la réglementation environnementale. L'atelier des véhicules légers est d'ailleurs le premier atelier municipal de la province à détenir la certification « Clé verte ».

La Section formation et sécurité a géré 764 activités de formation et de qualification auxquelles ont assisté 1 870 employés. De nouvelles technologies, telles que la formation en ligne et les quatre simulateurs de conduite, permettent d'offrir un nouvel éventail de formation, comme la conduite d'urgence, ou l'amélioration des formations existantes. Les formations sont majoritairement offertes à

l'interne. Cependant, de plus en plus de clients externes s'ajoutent à la liste de clients du service ce qui permet de rentabiliser les équipements de pointe acquis par la Ville.

Depuis cinq ans, le nombre annuel d'accidents associés à la conduite est passé de 997 en 2008 à 270 en 2012.

Écarts

Écart défavorable de -0,6 M\$, principalement attribuable à :

- **biens et services** : écart défavorable de -1 156 065 \$ provenant, entre autres, du prix unitaire du carburant qui a été supérieur aux hypothèses budgétaires pour -1 156 475 \$;
- **rémunération** : écart favorable de 627 731 \$ provenant, entre autres, de mouvements de personnel, de l'abolition de postes d'employés manuels, de la grève des heures supplémentaires des employés manuels et d'un resserrement au plan de la gestion.

37

Développement culturel, touristique, sportif et social

Cette fonction comprend l'ensemble des activités économiques relatives à la planification, à l'organisation et à la gestion des programmes de loisirs, de culture, de même que celles liées au développement social et au tourisme. De plus, elle inclut les dons et subventions accordés à des organismes oeuvrant dans ces champs d'activités. Elle regroupe également les dépenses relatives à la gestion des équipements et aux activités patrimoniales.

Sur le plan des loisirs et de la culture, nous y retrouvons, entre autres, les centres communautaires, les patinoires, les piscines, les plages et ports de plaisance, les parcs et terrains de jeux, les parcs régionaux, les expositions et foires, les bibliothèques ainsi que les musées et centres d'exposition.

Quant aux activités touristiques, elles regroupent celles qui sont reliées à la promotion et au développement telles que la promotion touristique, le service d'information touristique, les services pour la tenue de congrès et le service de guide.

Tableau 20 – Développement culturel, touristique, sportif et social
(en millions de dollars)

pour l'exercice terminé le 31 décembre	Réel			Budget	Écart 2012
	2010	2011	2012	2012	
Dév. culturel, touristique, sportif et social					
Culture	16,9	17,9	17,7	17,9	0,2
Loisirs, sports et vie communautaire	3,2	2,9	3,7	4,4	0,7
Bureau dév. tourist. et grands événements	17,9	18,9	20,1	19,9	-0,2
Office du tourisme de Québec	16,2	16,2	18,9	19,1	0,2
ExpoCité		<u>17,7</u>	<u>16,1</u>	<u>18,0</u>	<u>1,9</u>
Total dév. culturel, tourist., sport., social	<u>54,2</u>	<u>73,6</u>	<u>76,5</u>	<u>79,3</u>	<u>2,8</u>

Les dépenses 2012 liées au développement culturel, touristique, sportif et social atteignent 76,5 M\$, soit un écart favorable de 2,8 M\$ avec les prévisions budgétaires. Cet écart est majoritairement attribuable à ExpoCité et au Service des loisirs, des sports et de la vie communautaire. Les principaux écarts, entre les prévisions budgétaires et les résultats obtenus, se résument comme suit :

CULTURE

Ce service est responsable de la mise en œuvre et de l'application de la Politique culturelle de la Ville de Québec ainsi que des initiatives municipales en ce domaine. De concert avec ses partenaires, il contribue au soutien des organismes artistiques et culturels professionnels ainsi qu'à la relève artistique professionnelle par la mesure Première Ovation. Il favorise, entre autres, l'accès à la population aux arts et à la culture par le biais de l'Entente de développement culturel avec le ministère de la Culture et des Communications.

Il est responsable du Réseau des bibliothèques de la Ville de Québec, de la diffusion du patrimoine, de la muséologie et de la toponymie. Il soutient les arrondissements dans la réalisation de leurs mandats en matière de culture.

Faits saillants

En 2012, le Service a amorcé de nouveaux projets, dont celui de la transformation d'une caserne de pompiers en lieu culturel destiné aux ateliers d'artistes. Des projets structurants ont également été poursuivis, dont l'élaboration de la Vision de développement de la Bibliothèque de Québec. Des négociations, en collaboration avec le Service de l'aménagement du territoire, ont été effectuées concernant le renouvellement de l'Entente de développement culturel avec le ministère de la Culture et des Communications. Enfin, de nombreux organismes culturels et artistiques professionnels ont été soutenus, notamment la relève.

Plus de 4 M\$ ont été versés en subventions au fonctionnement et en soutien à des projets spéciaux allant de l'École de cirque de Québec au Festival international de l'opéra, en passant par la Société du Palais Montcalm et l'Ampli de Québec. Plus de 50 % du budget du Service a été affecté à la gestion des bibliothèques.

Écarts

Écart favorable de 0,2 M\$, principalement attribuable à :

- **biens et services** : écart favorable de 130 823 \$ provenant, entre autres, des activités du Palais Montcalm pour 224 283 \$. Le Palais Montcalm avait prévu la réalisation de certaines activités au moyen d'une subvention provenant du Conseil des arts et des lettres. Cette subvention n'a cependant pas été accordée et les activités prévues n'ont donc pas été réalisées. Aussi, le service a rationalisé les dépenses de services techniques créant ainsi un écart favorable de 50 000 \$. Par ailleurs, un transfert de responsabilités des arrondissements vers le Service de la culture a engendré un écart défavorable de -276 847 \$ quant à l'achat de volumes pour le réseau des bibliothèques;
- **rémunération** : écart favorable de 42 298 \$ provenant, entre autres, de mouvements de personnel.

LOISIRS, SPORTS ET VIE COMMUNAUTAIRE

Ce service élabore des politiques, des plans et des programmes visant à soutenir et à encadrer les actions de la municipalité, des arrondissements et des organismes bénévoles en matière de loisir, de sport, d'intervention communautaire et de développement social.

Il développe les plans d'intervention en matière d'équipement et de pratique sportive, en assure le déploiement, le contrôle et l'évaluation. Il est responsable des équipements relevant du conseil municipal et du conseil d'agglomération.

Il exerce un rôle-conseil auprès de la direction de la Ville et soutient les arrondissements dans les domaines du loisir et du développement social ainsi que dans la gestion des équipements municipaux.

Faits saillants

L'entente avec l'Université Laval concernant le Super PEPS a permis à la Ville de bénéficier de 70 % des plages horaires disponibles au Stade Telus de l'Université Laval.

Les activités familiales ont été maintenues au premier trimestre puis la responsabilité a été transférée aux arrondissements. Cette décision a été prise en considérant l'offre événementielle importante tant sur le plan municipal que de proximité.

Des travaux d'amélioration ont été réalisés dans les arénas. Ceux-ci ont entraîné des dépenses de location de l'ordre de 250 000 \$ pour maintenir l'offre de service.

Les travaux de consolidation et d'harmonisation du Programme Vacances-Été (PVE) ainsi que la mise en place d'un continuum de services, incluant le développement de camps adaptés, ont été réalisés. Le PVE a connu une hausse importante de clientèle (PVE régulier 5,2 % et 28 % pour les enfants ayant besoin d'accompagnement).

Écarts

Écart favorable de 0,7 M\$, principalement attribuable à :

- **biens et services** : écart favorable de 702 250 \$ provenant, entre autres, d'un transfert budgétaire du service vers les arrondissements, en lien avec le programme Vacances-Été (hausse de clientèle et augmentation du salaire minimum) pour 379 737 \$. Par ailleurs, dû à la non-disponibilité de locaux, moins d'heures de glace ont été louées dans les centres sportifs pour 288 623 \$;
- **rémunération** : écart favorable de 76 580 \$ provenant, entre autres, de mouvements de personnel.

BUREAU DU DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE ET DES GRANDS ÉVÉNEMENTS

Le Bureau du développement touristique et des grands événements est le guichet unique qui soutient et facilite la réalisation des grands événements et des projets spéciaux afin de diversifier l'offre de l'animation urbaine aux citoyens de Québec et d'aider au développement de l'industrie touristique et cinématographique.

Faits saillants

- Levier financier événementiel de plus de 18 M \$ ayant généré des retombées économiques dépassant les 150 M \$ pour les 20 plus grands événements;
- Plus de 170 événements pour un total de près de 1 000 journées événementielles;
- 87 tournages pour 312 jours de tournage.

La ville s'est enrichie de plusieurs événements en 2012. Madonna et Roger Waters ont choisi la ville pour y présenter leur spectacle d'une tournée internationale, générant des retombées médiatiques et touristiques importantes et permettant aux citoyens de prendre part à ces événements uniques. La population a aussi pu participer à plusieurs activités organisées par le Bureau à l'occasion de la fête « Bordeaux fête le vin à Québec ». Le contenu de cette activité a également été révisité.

Le Bureau a consolidé sa position de guichet d'accueil des productions cinématographiques et télévisuelles par diverses représentations et par l'accueil de nombreux repérages d'envergure. Un de ces repérages s'est concrétisé en un tournage de long métrage québécois à grand déploiement « Il était une fois les Boys ». Des producteurs américains ont également été accueillis en visite de familiarisation en octobre, pour une troisième année consécutive.

Deux tournages importants ayant eu lieu à Québec ont été portés à l'écran en 2012, mettant en vedette la ville de Québec « Tout ce que tu possèdes » et le légendaire Tournoi international de hockey Pee-Wee « Pee-Wee 3D ».

Également, la Ville a reconduit avec, ses partenaires, la mesure d'aide au démarrage de productions cinématographiques et télévisuelles, permettant ainsi aux producteurs et créateurs de la région de continuer à développer des projets de tournage porteurs.

Soucieux de permettre la réalisation des événements dans un cadre harmonieux et sécuritaire à la fois pour les participants, les spectateurs et la population, le Bureau du développement touristique et des grands événements, en collaboration étroite avec ses partenaires, a notamment développé de nouvelles expertises en ce qui a trait à l'aménagement des zones d'accueil des spectateurs.

Les professionnels du Bureau ont accompagné différents organismes en lien avec une saine pratique organisationnelle et dans l'élaboration de plan de développement stratégique.

Élaboré et mis à l'essai au courant de l'année 2012, le cadre de référence du Bureau est un outil qui facilite l'analyse et favorise l'équité dans l'attribution de contribution financière en services aux organismes promoteurs des événements. Celui-ci se présente en catégories, relatives aux budgets des événements, avec les conditions particulières à chacune. Il exprime aussi les exigences du Bureau en matière de reddition de comptes.

Entamée en 2011, une réorganisation administrative est toujours en cours au Bureau. Dans un souci constant d'amélioration de l'expérience client, tant pour les promoteurs que pour les citoyens, le Bureau a souhaité revoir son organigramme, améliorer l'efficacité de ses principaux processus et de ses outils de travail. Une démarche parallèle d'analyse des besoins en termes d'acquisition d'un logiciel de gestion de l'information est aussi en cours.

Enfin, le Bureau a développé un mécanisme pour répondre plus efficacement et de manière plus compétitive aux demandes des producteurs cinématographiques et télévisuels.

Écarts

Écart défavorable de -0,2 M\$, principalement attribuable à :

- **biens et services** : écart défavorable de -185 418 \$ provenant, entre autres, de l'ajout d'événements à la programmation régulière;
- **rémunération** : écart défavorable de -61 873 \$ provenant, entre autres, de l'ajout de ressources occasionnelles durant les périodes événementielles achalandées.

Fonds des grands événements

Le Fonds des grands événements a été créé en 2009 à la suite du succès remporté par les Fêtes du 400^e anniversaire de la Ville. Il vise à stimuler l'industrie touristique de Québec par la tenue d'événements. Par ses événements signatures, il fait rayonner la ville sur le plan international, en plus d'avoir des retombées économiques considérables.

Tableau 21 – Fonds des grands événements
(en millions de dollars)

41

pour l'exercice terminé le 31 décembre	2010	Réel 2011	2012	Budget 2012	Écart 2012
ÉVÉNEMENTS					
Moulin à images	4,1	4,2	4,3	4,3	0,0
Cirque du soleil	6,5	6,7	6,9	6,9	0,0
Grand prix cycliste Québec - Montréal	1,9	2,1	2,2	2,2	0,0
Red Bull Crashed Ice	0,2	0,4	0,4	0,4	0,0
Animation de l'espace 400e	0,9	1,0	1,0	1,0	0,0
Programme d'animation des arrondissements	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0
Circuit mondial de volleyball de plage	0,0	0,3	0,0	0,3	0,3
Finale du Grand prix de patinage artistique	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0
Festival international de hockey	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Coupe du monde de ski de fond	0,0	0,0	0,2	0,0	-0,2
Championnat du monde de surf des neiges*	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total coûts des événements	13,8	15,2	15,0	15,1	0,1
SOURCES DE FINANCEMENT					
Ville de Québec	8,8	8,2	8,5	8,2	-0,3
Gouvernement du Québec	5,0	5,0	5,0	5,0	0,0
Bureau de la Capitale-Nationale	0,0	0,6	0,3	0,5	0,2
Autres sources de financement	0,0	1,4	1,2	1,4	0,2
Total sources de financement	13,8	15,2	15,0	15,1	0,1
SURPLUS (DÉFICIT) DE L'EXERCICE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

*Budget et dépenses de 50 000 \$.

Les résultats présentent des revenus et des dépenses équilibrées de 15,0 M\$, soit un écart favorable de 0,1 M\$ avec les prévisions budgétaires. En 2012, la participation de la Ville au financement des événements s'élève à 56,7%.

OFFICE DU TOURISME

En tant qu'association touristique régionale (ATR) de Québec et assumant les rôles d'organisme de concertation et de porte-parole de l'industrie, l'Office doit contribuer activement à la prospérité économique de l'industrie en favorisant, de façon coordonnée et intégrée, son marketing, son développement, l'accueil des touristes et l'information du milieu.

À titre d'ATR, la Ville reçoit, du gouvernement du Québec, différentes subventions provenant de différents ministères.

Faits saillants

Le bilan touristique 2012 de la région de Québec va dans le sens de la stabilité. Les secteurs de l'hôtellerie et des sites et attraits touristiques ont connu des hausses respectives de 0,3 % et de 4,9 %. Le taux

d'occupation des chambres se situait à 57,8 % pour la même période, une hausse de 0,7 % par rapport à 2011.

Les secteurs des boutiques/commerces de détail et de la restauration ont, par contre, connu des baisses de 4,9 % et 6,1 % pour la même période.

En tourisme d'affaires, selon les dernières estimations disponibles, la croissance en nombre de chambres louées devrait être de près de 7,6 %.

Les résultats de 2012 sont comparables à la majorité des destinations touristiques canadiennes.

Également, les travaux de l'OTQ ont permis à la Ville de lancer sa vision touristique 2012-2020. Le but est de faire de Québec une destination encore plus internationale. Par ailleurs, les travaux des cinq principaux chantiers se sont poursuivis. Il s'agit de :

- l'accessibilité vers et dans la destination;
- Québec, capitale internationale de l'hiver;
- Québec, branchée sur le fleuve;
- Québec, capitale culturelle animée à l'année;
- Québec, nature et plein air à proximité.

Écarts

Écart favorable de 0,2 M\$, principalement attribuable au fait que les campagnes promotionnelles et les subventions octroyées en vertu des programmes de développement de l'offre touristique varient en fonction de la demande et de l'intérêt suscité.

EXPOCITÉ

Ce service est responsable de la gestion, sur une base commerciale, d'un ensemble d'infrastructures et d'activités. Il offre à la population des activités de loisir, de divertissement, de sport et d'affaires. Il met à la disposition d'organismes des services, des espaces et des équipements de grande qualité.

ExpoCité a été intégré au budget de fonctionnement de la Ville en 2011.

Faits saillants

En 2012, l'attention de la population s'est tournée vers le début des travaux de construction de l'amphithéâtre. Ce projet a mené à la démolition de l'hippodrome de Québec datant de 1917.

ExpoCité a connu une réorganisation de son service. Ce qui a conduit à de multiples changements dans ses façons de faire. Plusieurs ressources dédiées à des fonctions de support ont été transférées dans les services administratifs de la Ville.

Tableau 22 – Sommaire des résultats d'ExpoCité
(en millions de dollars)

pour l'exercice terminé le 31 décembre	Réel		Budget	Écart 2012
	2011	2012	2012	
REVENUS				
Expo Québec	6,0	4,8	6,6	1,8
Colisée Pepsi	5,2	5,1	5,2	0,1
Centre de foires	3,4	4,1	4,0	-0,1
Pavillon de la jeunesse	0,9	0,7	1,3	0,6
Autres pavillons	1,1	0,9	1,1	0,2
Autres revenus	<u>0,6</u>	<u>0,9</u>	<u>0,5</u>	<u>-0,4</u>
Total des revenus	<u>17,2</u>	<u>16,5</u>	<u>18,7</u>	<u>2,2</u>
DÉPENSES				
Expo Québec	6,4	4,4	5,8	1,4
Colisée Pepsi	3,6	3,4	3,7	0,3
Centre de foires	1,5	1,7	1,5	-0,2
Pavillon de la jeunesse	0,9	0,8	0,9	0,1
Autres pavillons	0,8	1,0	0,9	-0,1
Autres frais	<u>4,5</u>	<u>4,8</u>	<u>5,2</u>	<u>0,4</u>
Total des dépenses	<u>17,7</u>	<u>16,1</u>	<u>18,0</u>	<u>1,9</u>
SURPLUS AVANT ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES	<u>-0,5</u>	<u>0,4</u>	<u>0,7</u>	<u>0,3</u>
ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES				
Revenus	1,4	1,0	0,0	-1,0
Dépenses	<u>1,3</u>	<u>1,0</u>	<u>0,0</u>	<u>-1,0</u>
Écart des revenus sur les dépenses	<u>0,1</u>	<u>0,0</u>	<u>0,0</u>	<u>0,0</u>
SURPLUS (DÉFICIT) DE L'EXERCICE	<u>-0,4</u>	<u>0,4</u>	<u>0,7</u>	

Écarts

Écart favorable de 1,9 M\$ avec les prévisions budgétaires (dépenses).

Pour l'exercice financier 2012, les résultats d'ExpoCité présentent un excédent de revenus sur les dépenses de 414 162 \$. Les revenus générés par ExpoCité totalisent 16 497 095 \$ avant les éléments recouvrables, soit un écart défavorable de -2 167 509 \$ par rapport aux prévisions budgétaires. Les dépenses d'ExpoCité totalisent 16 082 933 \$ avant les éléments recouvrables, soit un écart favorable de 1 887 549 \$ par rapport aux prévisions budgétaires. Les revenus d'ExpoCité proviennent de différentes sources, dont les revenus de location et de billetterie. L'analyse présente d'abord les résultats d'Expo Québec, suivi des résultats présentés par bâtiment où est tenu l'ensemble des autres activités de l'organisation.

Expo Québec est un événement festif de 12 jours qui combine une foire agricole, une fête foraine et une foule d'activités. L'événement 2012 a subi une baisse de l'achalandage par rapport à 2011 où une foule d'activités pour souligner la 100^e édition d'Expo Québec avaient attiré un plus grand nombre de participants. Les résultats d'Expo Québec laissent un excédent des revenus sur les dépenses de 473 070 \$.

L'agrandissement du Centre de foires a été complété en septembre 2012. Le Centre de foires de Québec est un bâtiment multifonctionnel où se tiennent des salons et des spectacles. En 2012, 178 jours d'événements ont été tenus au Centre de foires. Plus de 650 000 visiteurs ont franchi les portes du Centre de foires et lors de l'événement Expo Québec, 350 000 visiteurs s'y sont présentés pour un total d'un million de visiteurs. Les résultats du Centre de foires laissent un excédent des revenus sur les dépenses de 2 360 116 \$.

Le Colisée Pepsi a fait l'objet de 88 jours d'événements en 2012. Les résultats révèlent un surplus de 1 716 899 \$.

Les autres pavillons peuvent accueillir des événements de plus petite envergure. Les résultats de ceux-ci présentent un excédent de dépenses sur les revenus de -211 560 \$. L'arrêt des opérations de l'hippodrome, la diminution de l'espace de location de l'Espace K et le prêt du Pavillon des arts à l'équipe de travail œuvrant sur le projet du nouvel amphithéâtre ont entraîné une diminution des revenus de location.

Développement durable

Ce secteur d'activité intègre l'ensemble des activités économiques relatives à l'élaboration et au maintien du schéma d'aménagement ou du plan d'urbanisme. Il regroupe également les dépenses pour l'élaboration de divers programmes en vue de favoriser la situation économique du territoire. Plus particulièrement, les dépenses de ce secteur sont liées à la recherche, à l'élaboration, à la planification, à la gestion et à la participation financière en matière d'aménagement, d'urbanisme et de développement industriel et commercial.

De même, ce secteur inclut les activités regroupant les dépenses relatives à l'eau et aux égouts, aux matières résiduelles, aux cours d'eau et à la protection de l'environnement.

Sont aussi comprises dans ce secteur, les activités de planification, d'organisation et d'entretien des réseaux routiers et des accessoires périphériques.

Tableau 23 – Développement durable
(en millions de dollars)

pour l'exercice terminé le 31 décembre	Réel		Budget 2012	Écart 2012
	2010	2011		
Développement durable				
Aménagement du territoire	6,0	6,0	5,7	0,4
Développement économique	14,5	14,7	16,2	0,2
Environnement	12,1	13,3	12,6	0,4
Travaux publics	52,9	56,8	57,7	-0,1
Ingénierie	<u>10,1</u>	<u>10,5</u>	<u>10,3</u>	<u>0,5</u>
Total développement durable	<u>95,6</u>	<u>101,3</u>	<u>102,5</u>	<u>1,4</u>

Les dépenses liées au développement durable atteignent 102,5 M\$, soit un écart favorable de 1,4 M\$ avec les prévisions budgétaires. Cet écart est majoritairement attribuable aux services de l'Ingénierie, de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement. Les principaux écarts, entre les prévisions budgétaires et les résultats obtenus, se résument comme suit :

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Ce service assure la mise en oeuvre et la révision du plan directeur d'aménagement et de développement de la ville. Il définit les règles du développement et du design urbain et en supervise l'application. Il veille à l'harmonie du paysage architectural de la ville et s'assure de la sauvegarde et de la mise en valeur du patrimoine. Il conçoit et gère le réseau routier. Il collabore avec la direction de chaque arrondissement pour la délivrance et le contrôle des permis ainsi que pour la gestion de la circulation et du stationnement.

Faits saillants

La dernière année fut marquée par la préparation du plan d'affaires, l'implantation des bornes de péage, la production de trois programmes particuliers d'urbanisme (PPU) et l'organisation du travail en support à la Commission d'urbanisme et de conservation de Québec (CUCQ).

Plusieurs de ces activités ont demandé des efforts au niveau des ressources des trois divisions du Service. À noter qu'en 2012, 92 % du budget a été consacré à la masse salariale permettant ainsi la réalisation des multiples projets prévus au PTI.

L'implantation des bornes de péage a été reportée de neuf mois et a finalement été réalisée en décembre 2012. Plusieurs travaux ont été réalisés au niveau de la CUCQ étant donné que le territoire d'application s'est agrandi, et ce, à la suite de l'adoption du PPU Sainte-Foy et de l'écoquartier de la Pointe D'Estimauville. À cet égard, une ressource professionnelle a été nécessaire pour l'analyse et la préparation des dossiers.

Écarts

Écart favorable de 0,4 M\$, principalement attribuable à :

- **biens et services** : écart favorable de 398 843 \$ provenant, entre autres, du délai dans l'installation de nouvelles bornes de stationnement créant ainsi un écart favorable en regard des frais de communication et d'entretien de ces équipements pour 193 358 \$ et d'honoraires professionnels moins élevés que prévu en raison de compressions budgétaires et de travaux réalisés à l'interne pour 88 897 \$.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

La mission du Service du développement économique est d'élaborer des politiques et de favoriser, en partenariat avec le milieu, le développement de la ville dans les domaines de l'habitation, de l'industrie, du commerce et des services. À cet effet, il élabore et administre des programmes et des services-conseils en soutien au développement de l'économie et de l'habitation. Il suscite de nouveaux investissements, l'implantation de nouvelles entreprises et la réalisation de nouveaux projets résidentiels sur le territoire municipal. Il fait la promotion de Québec comme milieu de vie et d'affaires.

Faits saillants

L'année 2012 a été marquée par la mise en œuvre de la Stratégie de développement économique de la Ville et le renouvellement des ententes de collaboration entre l'administration municipale, le Bureau de la Capitale-Nationale, Québec International et le Centre local de développement de Québec. Ces initiatives permettront à la Ville et à ses partenaires d'intensifier leurs efforts en matière de promotion, de prospection des investissements, d'innovation et de soutien à l'entrepreneuriat. La Ville, en collaboration avec le gouvernement du Québec, a consacré plus de 10 M\$ à ces activités en 2012.

Au plan immobilier, le service a traité plus de 400 dossiers d'investissement au cours de la dernière année. Ces projets permettront l'expansion d'une vingtaine d'entreprises locales. Ils favoriseront également la création et la rénovation d'environ 5 000 unités de logement sur le territoire municipal, pour des investissements totaux de 1,1 milliard \$ et une contribution fiscale nette actualisée approchant les 50 M\$.

Écarts

Écart favorable de 0,2 M\$, principalement attribuable à :

- **biens et services** : écart favorable de 73 603 \$ provenant, entre autres, d'efforts de rationalisation et de report de certaines dépenses, essentiellement sur le plan des services professionnels, techniques et autres;
- **rémunération** : écart favorable de 60 273 \$ provenant, entre autres, de délais dans le recrutement.

ENVIRONNEMENT

Le Service de l'environnement élabore et met en œuvre les politiques et les programmes requis pour conserver, protéger et assurer la qualité de l'environnement, notamment dans les domaines de l'eau, de l'air et des sols. Il prépare des programmes pour la mise en valeur et le contrôle de la qualité des espaces verts et des milieux naturels. Il contrôle également la qualité de l'eau potable ainsi que le niveau de bruit.

Faits saillants

L'événement particulier de 2012 fut la crise de la légionellose où des employés des divisions de la qualité de l'eau et de la qualité du milieu ont eu à intervenir face à cette crise. Par ailleurs, les services d'horticulture ont été impartis en début d'année.

Écarts

Écart favorable de 0,4 M\$, principalement attribuable à :

- **rémunération** : écart favorable de 447 757 \$ provenant, entre autres, de l'impartition des services d'horticulture, qui n'avait pas été budgétisée, pour 406 214 \$.

TRAVAUX PUBLICS

Ce service gère le fonctionnement de l'incinérateur, du centre de tri, du site d'enfouissement, des déchetteries, des stations de traitement de l'eau potable et d'épuration des eaux usées. Il élabore, en collaboration avec la direction de chaque arrondissement, les programmes relevant de la compétence d'un conseil d'arrondissement relativement à la fourniture de l'eau, à l'entretien des réseaux d'alimentation et d'évacuation des eaux, à l'enlèvement de la neige, des ordures ménagères et des matières résiduelles, à l'entretien général des voies et des lieux publics. La réalisation de ces programmes est de la responsabilité des arrondissements.

Faits saillants

En 2012, quelques événements ont marqué les activités du service. D'abord, le premier audit sur l'aquarresponsabilité a été réalisé. Il a démontré beaucoup de bonnes actions, mais également plusieurs pistes d'amélioration afin de devenir plus aquarresponsable. Aussi, le projet des centres de biométhanisation est prêt à aller de l'avant lorsqu'une entente sur le montant de subvention applicable sera ratifiée avec le gouvernement du Québec.

Écarts

Résultats comparables aux prévisions budgétaires.

INGÉNIERIE

Ce service identifie, définit et réalise les projets de construction, de consolidation et de réhabilitation relatifs aux réseaux d'alimentation et d'évacuation des eaux, à la voie publique, à la signalisation et à l'éclairage des rues, le tout; en concertation avec les autres services de la Ville. Il gère les activités d'arpentage, de cadastre, de cartographie urbaine, la base de données institutionnelle sur l'état et le

fonctionnement des réseaux et les informations afférentes. Il gère également les interventions découlant des services d'utilités publiques.

Faits saillants

L'année 2012 a été marquée par :

- la présentation de demandes d'aide financière s'élevant à 22 179 100 \$ dans le cadre du nouveau programme de subvention « Programme d'infrastructures Québec-Municipalités – volet 1.5 »;
- la poursuite du développement et l'implantation du logiciel de Gestion du portefeuille d'investissement;
- la réalisation complète des inspections télévisées des conduites d'égout (première fois depuis la création de la nouvelle ville).

47

Écarts

Écart favorable de 0,5 M\$, principalement attribuable à :

- **rémunération** : écart favorable de 256 474 \$ provenant, entre autres, de mouvements de personnel;
- **biens et services** : écart favorable de 163 786 \$ provenant, entre autres, de rationalisation dans les frais de déplacement et de représentation pour 75 349 \$, de mesure de compressions dans les services techniques pour 43 821 \$ et du report d'acquisition de fournitures de bureau et de mobilier pour 30 287 \$.

Sécurité publique

Cette fonction comprend l'ensemble des activités reliées à la protection des personnes et de la propriété. De plus, cette fonction regroupe toutes les autres dépenses relatives au contrôle, à la prévention et aux mesures d'urgence en matière de sécurité civile.

Tableau 24 – Sécurité publique

(en millions de dollars)

pour l'exercice terminé le 31 décembre	Réel			Budget 2012	Écart 2012
	2010	2011	2012		
Sécurité publique					
Protection contre l'incendie	35,3	36,0	36,3	36,8	0,5
Police	73,6	79,1	85,6	80,2	-5,4
Bureau de la sécurité civile	0,6	0,5	0,8	0,6	-0,2
Total sécurité publique	109,5	115,6	122,7	117,6	-5,1

Les dépenses 2012 liées à cette fonction totalisent 122,7 M\$, soit un écart défavorable de -5,1 M\$ avec les prévisions budgétaires. Cet écart est majoritairement attribuable au Service de la police. Les principaux écarts, entre les prévisions budgétaires et les résultats obtenus, se résument comme suit :

PROTECTION CONTRE L'INCENDIE

Le Service de protection contre l'incendie assure, par la prévention et une intervention rapide, la protection des personnes et des biens lorsque ceux-ci sont menacés par le feu ou par d'autres causes. Il intervient lorsque son expertise, ses ressources et ses technologies sont appropriées et nécessaires.

Faits saillants

En 2012, l'une des principales activités du Service visait la mise en œuvre du plan d'affaires 2012-2015. Cependant, certaines réalités retardent les travaux entrepris par le Service, notamment quant au processus d'arbitrage et à l'impossibilité de pourvoir rapidement des postes devenus vacants.

Par ailleurs, les véhicules bronto et timonier ont été mis en service en 2012.

48

Écarts

Écart favorable de 0,5 M\$, principalement attribuable à :

- **biens et services** : écart favorable de 724 285 \$ provenant, entre autres, du fait que l'entente avec l'Association des pompiers professionnels du Québec (APPQ) pour l'affichage de 77 postes à l'interne a été conclue à la fin de 2012. Cela a eu pour effet de générer des économies de 149 382 \$ pour la formation et de retarder l'achat d'équipements pour 140 000 \$. Des retards dans la livraison des commandes de vêtements et de bavolets ont également généré des économies pour 104 686 \$. Aussi, 130 275 \$ ont été transférés au Service de la gestion des immeubles pour le remplacement d'un compresseur et d'une station de remplissage. Finalement, l'achat d'un simulateur d'embrasement a été remis à plus tard devant la difficulté à trouver un fournisseur qui puisse répondre à notre besoin pour 118 250 \$;
- **rémunération** : écart défavorable de -166 974 \$ provenant, entre autres, de dépassements en salaires supplémentaires pour -726 358 \$ dus à des obligations de la convention collective des pompiers. Le dossier est présentement traité en arbitrage de différend et la conclusion est prévue en 2014. Également, des dépenses moins élevées que prévu dans les salaires réguliers et occasionnels pour 559 383 \$ dues à des postes vacants dans différentes unités administratives. De cela, 402 251 \$ font partie de l'effort de rationalisation.

POLICE

Ce service maintient la paix et l'ordre, prévient le crime et les infractions, en recherche les auteurs et les cite à comparaître en justice et protège les personnes et les biens. Il favorise le maintien d'un climat de sécurité publique.

Faits saillants

En 2012, le Service a, entre autres, assuré la sécurité lors des manifestations étudiantes (carré rouge) ainsi que lors de deux grands événements d'envergure, non prévus initialement au calendrier, soit les spectacles de Madonna et de Roger Waters.

Écarts

Écart défavorable de -5,4 M\$, principalement attribuable à :

- **rémunération** : écart défavorable de -5 228 978 \$ provenant, entre autres, de salaires supplémentaires nécessaires afin d'assurer la sécurité lors d'événements spéciaux, tels que les manifestations étudiantes et les spectacles de Madonna et de Roger Waters, pour -3 679 813 \$ et de dépenses plus élevées que prévu quant aux salaires réguliers et occasionnels dans les secteurs des services techniques et de soutien, des enquêtes spécialisées et de la surveillance du territoire pour -1 549 174 \$;

- **biens et services** : écart défavorable de -306 201 \$ provenant, entre autres, d'honoraires professionnels non prévus en déontologie pour -267 000 \$, de locations supplémentaires de véhicules, notamment en raison des événements spéciaux, pour -98 318 \$ et de locations supplémentaires d'immeubles en lien avec les services d'enquêtes pour -61 000 \$.

BUREAU DE LA SÉCURITÉ CIVILE

Le Bureau de la sécurité civile veille à ce que la population de Québec, les directions d'arrondissement et les autres services municipaux soient en mesure de réagir de manière appropriée en cas de sinistre. S'il se produisait une catastrophe, c'est à lui qu'incomberait la responsabilité de fournir le soutien nécessaire dans la coordination des intervenants pour l'application du Plan de sécurité civile de la Ville. De plus, il encourage, auprès de la population et du personnel de la Ville, l'émergence d'une culture liée à la sécurité civile. Enfin, il assure la liaison avec ses partenaires en matière de sécurité civile.

49

Faits saillants

En 2012, le Bureau de sécurité civile a notamment réalisé les activités suivantes :

- préparation et réalisation d'un exercice-simulation pour les six centres opérationnels d'arrondissement (COA);
- préparation et réalisation d'exercices-simulations avec des partenaires externes (ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEFP), Port de Québec, Aéroport de Québec, etc.);
- mise en fonction du Centre de coordination de la sécurité civile (CCSC);
- intervention dans différentes situations d'exceptions réelles ou potentielles, notamment la crise de la légionellose, la tempête Sandy, le débordement de rivières, etc.;
- rédaction et mise en application de plans de mission, de manuels d'opérations, de plans particuliers d'intervention (PPI), de plans de prévention et d'intervention (SMEAC), de plans d'action, etc.;
- participation et services-conseils dans différents projets de prévention (exemple : ammoniac dans les arénas);
- coordination de la campagne de financement de la Croix-Rouge.

Écarts

Écart défavorable de -0,2 M\$, principalement attribuable à :

- **rémunération** : écart défavorable de -193 765 \$ provenant, entre autres, de l'ajout de postes pour -165 000 \$;
- **biens et services** : écart défavorable de -64 437 \$ provenant, entre autres, de situations exceptionnelles, soit le glissement de terrain survenu sur le boulevard Pie-XI et l'écllosion de la légionellose pour -93 038 \$.

Service de la dette brute

Le service de la dette brute comprend l'ensemble des sommes que la Ville est tenue de verser pour rembourser le capital emprunté et pour payer les intérêts au cours de l'exercice financier. Le service de la dette brute a atteint 272,5 M\$ en 2012, soit un écart de 5,6 M\$ avec les prévisions budgétaires.

Tableau 25 – Service de la dette brute
(en millions de dollars)

pour l'exercice terminé le 31 décembre	2010	Réal		Budget 2012	Écart 2012
		2011	2012		
Service de la dette brute	<u>255,5</u>	<u>275,1</u>	<u>272,5</u>	<u>278,1</u>	<u>5,6</u>

L'analyse détaillée du service de la dette, de même que les causes de l'écart de 5,6 M\$ avec les prévisions budgétaires sont présentées à la section « Immobilisations et dette » du présent document.

Paie ment comptant d'immobilisations

Le paiement comptant d'immobilisations (PCI) est un mode de financement employé pour payer comptant une dépense d'immobilisations, c'est-à-dire à même le budget annuel de fonctionnement. Il est utilisé pour l'acquisition d'immobilisations dont la période de financement est courte. Selon la Politique de gestion de la dette, il est prévu de porter progressivement à 175 M\$/année, soit une majoration annuelle moyenne de 15 M\$, le poste « Paiement comptant d'immobilisations ».

Le paiement comptant d'immobilisations a atteint 36,1 M\$ en 2012, soit un écart favorable de 2,4 M\$ avec les prévisions budgétaires.

L'analyse détaillée du paiement comptant d'immobilisations est présentée à la section « Immobilisations et dette » du présent document.

Tableau 26 – Paiement comptant d'immobilisations
(en millions de dollars)

pour l'exercice terminé le 31 décembre	2010	Réal		Budget 2012	Écart 2012
		2011	2012		
Paie ment comptant d'immobilisations	<u>17,9</u>	<u>23,2</u>	<u>36,1</u>	<u>38,5</u>	<u>2,4</u>

Cotisations de l'employeur

Les cotisations de l'employeur comprennent les avantages sociaux et les charges sociales des élus et des employés de la Ville. Elles sont une composante de la rémunération globale.

Tableau 27 – Cotisations de l'employeur
(en millions de dollars)

pour l'exercice terminé le 31 décembre	2010	Réal		Budget 2012	Écart 2012
		2011	2012		
Cotisations de l'employeur	<u>125,5</u>	<u>130,1</u>	<u>144,2</u>	<u>144,2</u>	<u>0,0</u>

Ces dépenses ont atteint 144,2 M\$ en 2012, soit en équilibre avec les prévisions budgétaires.

Contributions aux organismes

Les contributions aux organismes sont celles que la Ville effectue auprès de différents organismes publics dont des organismes municipaux, des organismes gouvernementaux et d'autres organismes.

La dépense liée au transport en commun est une quote-part du coût des services assumés par un organisme supramunicipal, soit le Réseau de transport de la Capitale (RTC), à la suite d'un transfert de pouvoirs et de responsabilités en matière de transport en commun.

51

Tableau 28 – Contributions aux organismes
(en millions de dollars)

pour l'exercice terminé le 31 décembre	Réel			Budget 2012	Écart 2012
	2010	2011	2012		
Contributions aux organismes					
Transport en commun	86,6	93,8	93,8	93,8	0,0
Communauté métropolitaine de Québec	2,1	2,2	2,2	2,2	0,0
ExpoCité	5,5				
Office municipal d'habitation de Québec	2,8	2,8	3,0	3,8	0,8
Autres organismes	<u>1,8</u>	<u>1,7</u>	<u>2,1</u>	<u>2,0</u>	<u>-0,1</u>
Total contributions aux organismes	<u>98,8</u>	<u>100,5</u>	<u>101,1</u>	<u>101,8</u>	<u>0,7</u>

Les contributions aux organismes ont atteint 101,1 M\$ en 2012, soit un écart favorable de 0,7 M\$ avec les prévisions budgétaires. Cet écart s'explique majoritairement par :

- **Office municipal d'habitation de Québec (OMHQ) :** écart favorable de 0,8 M\$ provenant, entre autres, de l'ajustement de la contribution de la Ville à l'OMHQ. Celle-ci est ajustée selon les résultats financiers de l'organisme.

Autres frais

Le contingent est une réserve créée en vue de pourvoir à des dépenses imprévues (éventualités).

Les créances douteuses sont des créances dont le recouvrement s'avère incertain.

Les divers autres frais comprennent tous les autres frais éventuels pouvant être rattachés à la rémunération tels que les vacances à payer, l'équité salariale, le programme d'attrition, etc. Ces frais incluent également diverses dépenses non attribuables à une unité administrative donnée ou à une activité particulière destinée à prendre en compte certaines obligations et opérations de l'organisation (ex. : pensions, rentes, invalidités, etc.). La provision pour indemnités fait aussi partie de ces dépenses.

Tableau 29 – Autres frais
(en millions de dollars)

pour l'exercice terminé le 31 décembre	Réel			Budget 2012	Écart 2012
	2010	2011	2012		
Autres frais					
Contingent	0,0	0,0	0,0	3,4	3,4
Créances douteuses	2,4	0,6	5,7	1,0	-4,7
Divers autres frais*	<u>25,7</u>	<u>29,9</u>	<u>36,4</u>	<u>20,1</u>	<u>-16,3</u>
Total autres frais	<u>28,1</u>	<u>30,5</u>	<u>42,1</u>	<u>24,5</u>	<u>-17,6</u>

* Reclassement de dépenses provenant du "Service des affaires juridiques".

Les autres frais ont totalisé 42,1 M\$ en 2012, ce qui représente un écart défavorable de -17,6 M\$ avec les prévisions budgétaires. Cet écart s'explique, entre autres, par :

- **divers autres frais** : écart défavorable de -16,3 M\$ créé, entre autres, par l'ajustement annuel de la provision pour indemnités (cette provision n'est pas prévue au budget);
- **créances douteuses** : écart défavorable de -4,7 M\$ lié, entre autres, au dossier de l'entreprise White Birch concernant la vente de vapeur;
- **contingent** : écart favorable de 3,4 M\$ puisque la réalisation de ces dépenses est effectuée par les unités administratives.

Analyses complémentaires liées aux dépenses

Dépenses par objet

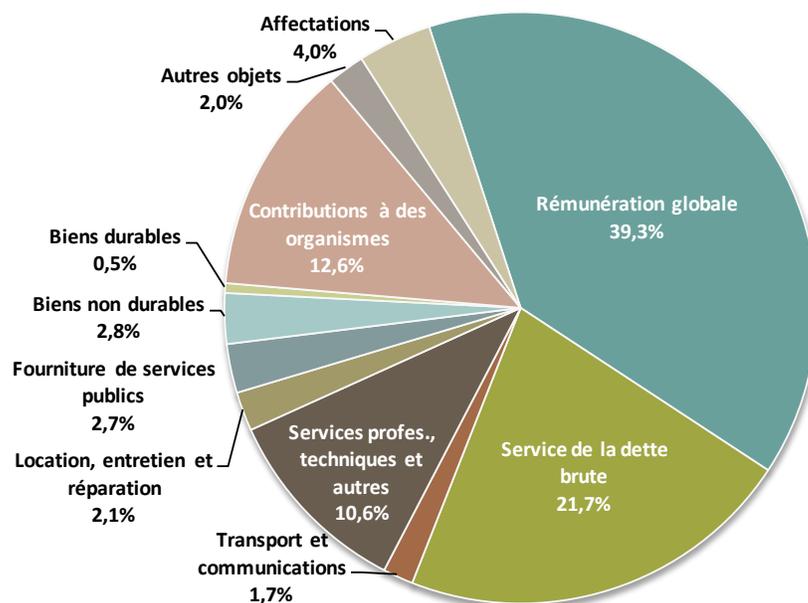
L'objectif du système de classification des dépenses par objet est de fournir une information en fonction de la nature économique des biens et des services acquis et de toutes autres dépenses. Le total des dépenses demeure conséquemment le même que celui énoncé sous la rubrique analyse des dépenses, soit 1 255,1 M\$ en excluant les éléments extrabudgétaires.

Tableau 30 – Dépenses par objet
(en millions de dollars)

pour l'exercice terminé le 31 décembre	2010	Réel 2011	2012	Budget 2012	Écart 2012
Rémunération globale	459,5	483,3	492,7	494,8	2,1
Service de la dette brute	255,5	275,1	272,5	278,1	5,6
Autres dépenses					
Transport et communications	19,2	19,7	20,8	24,1	3,3
Services profes., techniques et autres	111,3	131,9	133,1	144,8	11,7
Location, entretien et réparation	26,8	27,0	26,8	27,6	0,8
Fourniture de services publics	28,7	32,8	33,6	31,9	-1,7
Biens non durables	31,6	38,1	34,7	36,3	1,6
Biens durables	6,4	7,0	6,7	2,3	-4,4
Contributions à des organismes	150,1	156,0	158,3	156,7	-1,6
Autres objets	14,6	9,9	25,3	7,5	-17,8
Affectations	<u>27,1</u>	<u>34,3</u>	<u>50,6</u>	<u>53,9</u>	3,3
Total autres dépenses	415,8	456,7	489,9	485,1	-4,8
Dépenses avant éléments extrabudgétaires	1 130,8	1 215,1	1 255,1	1 258,0	2,9
Éléments extrabudgétaires	<u>16,6</u>	<u>17,9</u>	<u>14,9</u>	<u>0,0</u>	-14,9
Total dépenses	<u>1 147,4</u>	<u>1 233,0</u>	<u>1 270,0</u>	<u>1 258,0</u>	<u>-12,0</u>

Ce système de classification permet de constater que la rémunération globale et le service de la dette brute comptent pour plus de la moitié des dépenses de la Ville.

Graphique 5 – Dépenses par objet



53

Rémunération globale

La rémunération globale est le poste de dépenses le plus important. Elle comprend la rémunération ainsi que les cotisations de l'employeur, et ce, pour tous les employés et les élus de la Ville. La rémunération englobe les salaires et les indemnités. Les cotisations de l'employeur incluent les avantages sociaux et les charges sociales.

En 2012, la rémunération globale a atteint 492,7 M\$, soit un écart favorable de 2,1 M\$ avec les prévisions budgétaires. Ces dépenses sont en hausse de 1,9% par rapport à 2011.

Tableau 31 – Rémunération globale
(en millions de dollars)

pour l'exercice terminé le 31 décembre	Réal			Budget 2012	Écart 2012
	2010	2011	2012		
Rémunération	334,0	353,2	348,5	350,6	2,1
Cotisations de l'employeur	<u>125,5</u>	<u>130,1</u>	<u>144,2</u>	<u>144,2</u>	<u>0,0</u>
Total rémunération globale	<u>459,5</u>	<u>483,3</u>	<u>492,7</u>	<u>494,8</u>	<u>2,1</u>

L'écart favorable de 2,1 M\$ avec les prévisions budgétaires est lié à la rémunération.

RÉMUNÉRATION

Les rémunérations régulière, occasionnelle et supplémentaire sont prévues et réalisées par les unités administratives, tandis que les autres rémunérations sont traitées sous la rubrique « Autres frais ». Il s'agit d'ajustements de provisions liées à la rémunération.

Tableau 32 – Rémunération
(en millions de dollars)

pour l'exercice terminé le 31 décembre	Réel			Budget	Écart 2012
	2010	2011	2012	2012	
Rémunération régulière	253,5	259,7	265,7	282,9	17,2
Rémunération occasionnelle	<u>44,9</u>	<u>49,7</u>	<u>46,4</u>	<u>33,2</u>	<u>-13,2</u>
Total rémunération régulière et occasionnelle	298,4	309,4	312,1	316,1	4,0
Rémunération supplémentaire	15,1	18,0	16,4	11,5	-4,9
Autres rémunérations	<u>20,5</u>	<u>25,8</u>	<u>20,0</u>	<u>23,0</u>	<u>3,0</u>
Total rémunération	<u>334,0</u>	<u>353,2</u>	<u>348,5</u>	<u>350,6</u>	<u>2,1</u>

Rémunération régulière et occasionnelle

Les rémunérations régulières et occasionnelles s'élèvent à 312,1 M\$ en 2012, soit un écart favorable de 4,0 M\$ avec les prévisions budgétaires. Ces rémunérations représentent 89,6% de l'ensemble de la rémunération. L'écart budgétaire s'explique, entre autres, par :

- **compressions budgétaires** : écart favorable de 3,6 M\$ survenu à la suite de deux vagues de compressions budgétaires touchant la rémunération au sein des unités administratives;
- **impartition des services d'entretien sanitaire** : écart favorable de 1,3 M\$ puisque les sommes avaient été prévues en salaire, mais elles ont été dépensées en services techniques;
- **impartition des services d'horticulture** : écart favorable de 0,4 M\$ puisque les sommes avaient été prévues en salaire, mais elles ont été dépensées en services techniques;
- **sécurité du territoire** : écart défavorable de -1,4 M\$ au Service de police afin d'assurer la sécurité du territoire;
- **impartition du programme Vacances-Été de l'arrondissement Sainte-Foy – Sillery – Cap-Rouge** : écart favorable de 0,7 M\$ puisque les sommes avaient été prévues en salaire, mais elles ont été dépensées en services techniques.

Rémunération supplémentaire

En 2012, la rémunération liée aux heures supplémentaires s'élève à 16,4 M\$, soit un écart défavorable de -4,9 M\$ avec les prévisions budgétaires. La majorité de l'excédent de dépenses, liées à la rémunération supplémentaire, est rattaché à la Sécurité publique, soit un écart défavorable de -3,7 M\$ au Service de police et un écart défavorable de -0,7 M\$ à la Protection contre l'incendie. Plus spécifiquement l'écart budgétaire s'explique, entre autres, par :

- **manifestations étudiantes** : écart défavorable de -1,1 M\$;
- **sécurité lors d'événements spéciaux** : écart défavorable de -0,9 M\$;
- **surveillance du territoire et soutien aux opérations policières** : écart défavorable de -1,8 M\$;

- **protection contre l'incendie** : la rémunération supplémentaire a permis d'assurer les services en attendant de combler les postes vacants.

Autres rémunérations

Les autres rémunérations regroupent les ajustements de provisions en lien avec la rémunération et les primes. Ce groupe de dépenses atteint 20,0 M\$ en 2012, soit un écart favorable de 3,0 M\$ avec les prévisions budgétaires. L'écart budgétaire provient majoritairement de l'ajustement de provisions salariales afin de refléter les nouvelles estimations.

55

COTISATIONS DE L'EMPLOYEUR

Les cotisations de l'employeur incluent les charges des régimes de retraite, les avantages sociaux et la part de l'employeur aux charges sociales.

Les régimes de retraite de la Ville de Québec sont à prestations déterminées. On entend par régime de retraite à prestations déterminées un régime dans lequel est précisé soit le montant des prestations que recevront les employés, soit le mode de calcul du montant de ces prestations. Ce calcul est basé sur des facteurs comme l'âge, le salaire et le nombre d'années de service du participant.

Un tel régime repose sur le principe de la capitalisation. Les cotisations déposées dans une caisse de retraite et les revenus de placement qui en découlent servent à financer le paiement des prestations prévues.

Dans ce type de régime, le risque relatif au rendement de la caisse de retraite est assumé par l'employeur, soit la Ville de Québec. Généralement, tout déficit dans la caisse doit être comblé par la Ville de Québec.

La charge des services courants représente la valeur des prestations acquises durant l'exercice financier. Elle est déterminée selon les hypothèses actuarielles. Ce montant permet de faire face aux obligations des régimes de retraite en fonction des hypothèses actuarielles. Il s'agit de la part de l'employeur.

La charge d'équilibre est un montant, déterminé par l'actuaire, établi afin de respecter les obligations des régimes de retraite en fonction des déficits actuariels. Il s'agit notamment de la partie nécessaire au remboursement du déficit.

Tableau 33 –Cotisations de l'employeur

pour l'exercice terminé le 31 décembre	Réel			Budget 2012	Écart 2012
	2010	2011	2012		
Cotisations de l'employeur					
Charges sociales	35,0	32,3	37,4	37,5	0,1
Régimes de retraite					
Charge des services courants	38,8	34,3	35,4	36,5	1,1
Charge d'équilibre	<u>39,2</u>	<u>49,3</u>	<u>56,3</u>	<u>56,5</u>	<u>0,2</u>
Total régimes de retraite	78,0	83,6	91,7	93,0	1,3
Autres cotisations	<u>12,5</u>	<u>14,2</u>	<u>15,1</u>	<u>13,7</u>	<u>-1,4</u>
Total cotisations de l'employeur	<u>125,5</u>	<u>130,1</u>	<u>144,2</u>	<u>144,2</u>	<u>0,0</u>

Ces dépenses ont atteint 144,2 M\$ en 2012, soit en équilibre avec les prévisions budgétaires. Des écarts budgétaires sont cependant enregistrés, notamment :

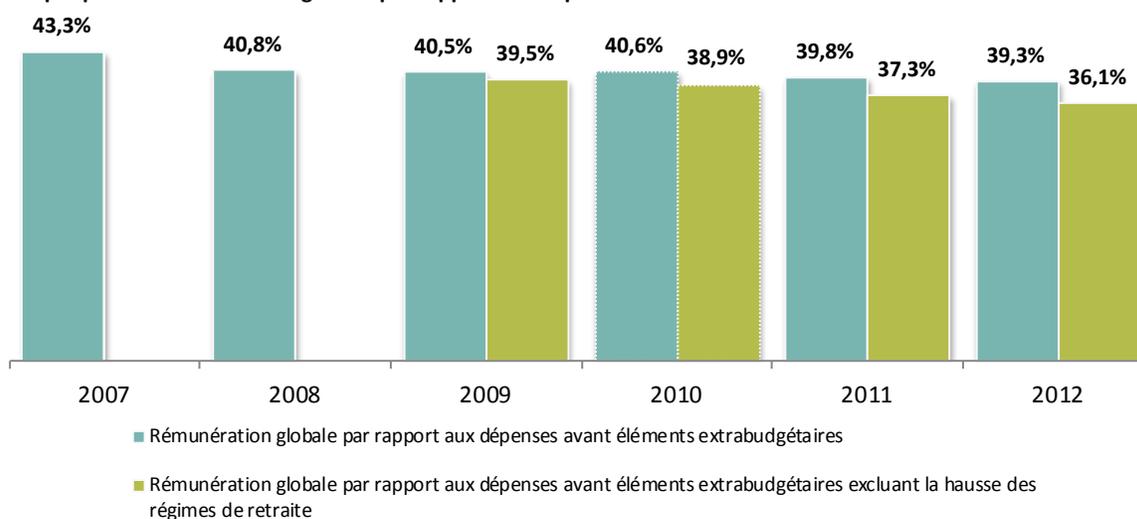
- **charge des services courants** : écart favorable de 1,1 M\$ à la suite de l'ajustement de provisions salariales permettant de refléter les nouvelles estimations;
- **autres cotisations** : écart défavorable de -1,4 M\$ lié aux versements à l'assurance santé et vie, à la suite de l'obtention des résultats de l'évaluation des régimes non capitalisés en date du 31 décembre 2011.

56

RÉMUNÉRATION GLOBALE PAR RAPPORT AUX DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Le graphique suivant illustre l'évolution du ratio de la rémunération globale par rapport aux dépenses de fonctionnement avant les éléments extrabudgétaires. Il s'agit du poste de dépenses le plus important. Il compte pour 39,3% des dépenses de fonctionnement avant éléments extrabudgétaires. En excluant la hausse propre aux régimes de retraite, cette proportion passe à 36,1%. Cette illustration démontre bien la volonté qu'a la Ville d'en arriver à un meilleur contrôle de sa rémunération globale, et ce, malgré les fluctuations des marchés financiers et l'impact ressenti sur les régimes de retraite.

Graphique 6 – Rémunération globale par rapport aux dépenses de fonctionnement



Effectif

L'effectif comprend l'ensemble des personnes au service de l'organisation. L'effectif est exprimé en nombre de personnes/année (p.a.). Il s'agit de l'unité de mesure correspondant au nombre d'employés converti en employés à temps plein. Pour calculer des p.a., on divise le nombre d'heures travaillées par le nombre d'heures normalement contenues dans une année de travail en fonction du groupe d'emplois.

Tableau 34 – Effectif
(en personnes/année)

pour l'exercice terminé le 31 décembre	2010	Réel		Budget 2012	Écart 2012
		2011	2012		
Régulier	4 074	4 094	4 056	4 345	289
Occasionnel	<u>1 139</u>	<u>1 252</u>	<u>1 129</u>	<u>877</u>	<u>-252</u>
Effectif total	<u>5 213</u>	<u>5 346</u>	<u>5 185</u>	<u>5 222</u>	<u>37</u>

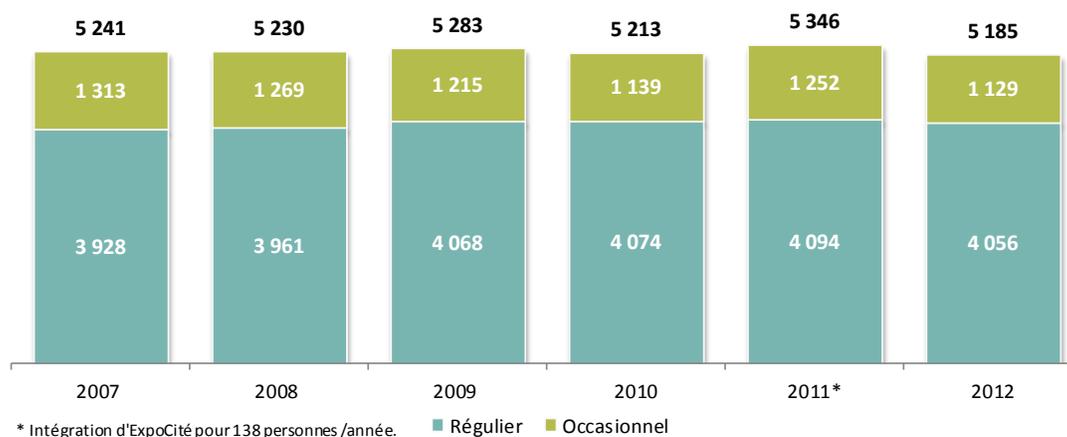
En 2012, l'effectif a atteint 5 185 p.a., soit un écart favorable de 37 p.a. par rapport aux prévisions budgétaires.

À cet effet, l'écart favorable de 17,2 M\$, généré par la rémunération régulière, implique un écart favorable de 289 p.a. à l'effectif régulier. Ce dernier est majoritairement causé par le remplacement de postes réguliers par de la main-d'œuvre occasionnelle. Plus spécifiquement, l'écart budgétaire provient, entre autres, de :

Unités administratives	Écart budgétaire Effectif (en p.a.)	Provenance
Arrondissement de Sainte-Foy – Sillery – Cap-Rouge	22	<ul style="list-style-type: none"> • impartition du programme Vacances-Été; • postes vacants comblés par de la main-d'œuvre occasionnelle.
Arrondissement de La Haute-Saint-Charles	10	<ul style="list-style-type: none"> • postes réguliers demeurés vacants; • impartition du programme Vacances-Été (secteur Loretteville); • postes vacants comblés par de la main-d'œuvre occasionnelle; • compressions budgétaires.
Technologies de l'info. et des télécomm.	10	<ul style="list-style-type: none"> • compressions budgétaires.
Évaluation	-14	<ul style="list-style-type: none"> • dépôt du nouveau rôle d'évaluation foncière (ressources supplémentaires).
Gestion des immeubles	16	<ul style="list-style-type: none"> • compressions budgétaires; • postes réguliers comblés par de la main-d'œuvre occasionnelle.
Gestion des équipements motorisés	10	<ul style="list-style-type: none"> • compressions budgétaires; • mouvements de personnel.
ExpoCité	10	<ul style="list-style-type: none"> • restructuration administrative.
Police	-40	<ul style="list-style-type: none"> • sécurité du territoire.
TOTAL	24	

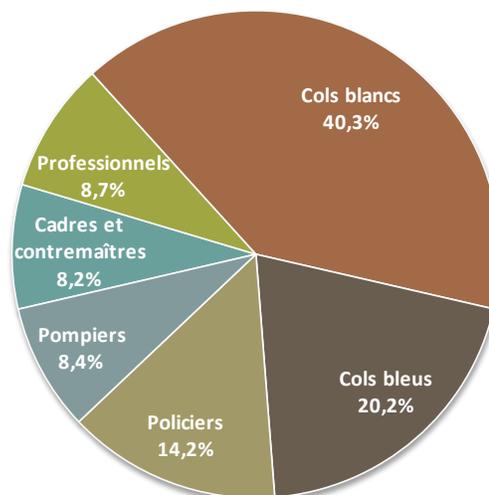
Le graphique suivant présente l'évolution de l'effectif.

Graphique 7 – Évolution de l'effectif
(en personnes/année)



Par ailleurs, l'effectif de 2012 se composait majoritairement de cols blancs, cols bleus et de policiers. Cette répartition est comparable à celle de 2011.

Graphique 8 – Composition de l'effectif



Neige

Les dépenses liées au déneigement comprennent le déneigement de la chaussée à forfait, le déneigement de la chaussée effectué en régie, le déneigement hors-rue, l'opération des dépôts à neige ainsi que le transport de la neige. Les budgets des activités liées au déneigement sont partagés entre la Division des travaux publics des arrondissements et le Service des travaux publics.

En 2012, 2 357 km de rue constituaient le réseau à déneiger sur le territoire de la ville, comparativement à 2 351 km en 2011. La politique de déneigement, adoptée en 2009, précise les paramètres régissant les opérations de déneigement.

Les contrats de déneigement sont établis avec un seuil de précipitations de neige de 320 cm et couvrent la période de novembre à avril. Ainsi, l'année financière 2012 inclut une partie du contrat de l'hiver 2011-2012 et une partie du contrat de l'hiver 2012-2013.

Par ailleurs, la Ville maintient un excédent de fonctionnement affecté aux opérations de déneigement (réserve de fonds) de 20 M\$, permettant de faire face à des situations exceptionnelles ou imprévues entourant les activités de déneigement.

Tableau 35 – Dépenses liées au déneigement
(en millions de dollars)

pour l'exercice terminé le 31 décembre	2010	Réel	2012	Budget	Écart 2012
		2011		2012	
Déneigement de la chaussée - contrat	19,6	24,1	22,3	23,0	0,7
Déneigement de la chaussée - régie	7,5	8,6	8,8	9,1	0,3
Déneigement hors-rues	1,5	1,5	1,5	1,9	0,4
Opération des dépôts à neige	1,9	2,2	2,1	2,5	0,4
Transport de la neige	1,4	2,9	3,8	3,9	0,1
Total activités de déneigement	31,9	39,3	38,5	40,4	1,9

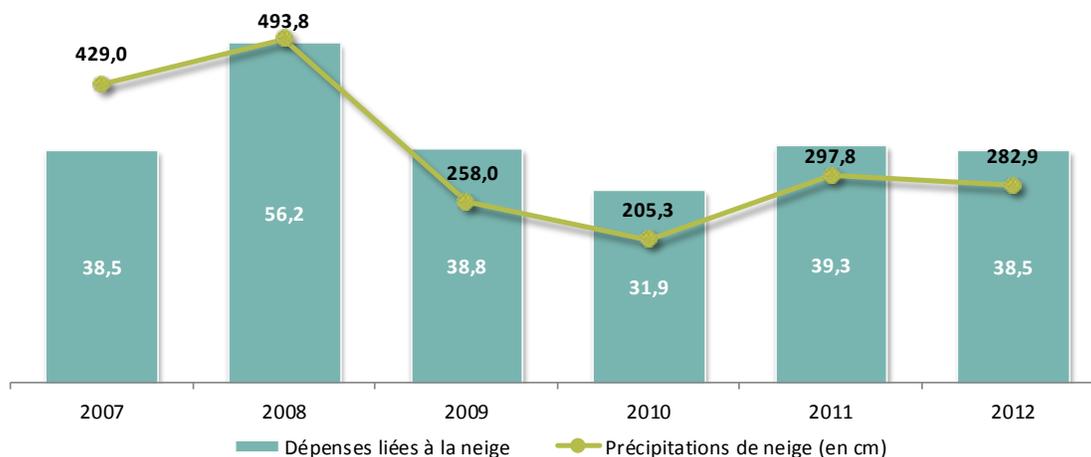
Les dépenses liées au déneigement ont atteint 38,5 M\$ en 2012, soit un écart favorable de 1,9 M\$ avec les prévisions budgétaires. Cet écart provient :

- du déneigement de la chaussée à forfait pour 719 367 \$;
- du déneigement de la chaussée en régie pour 294 233 \$;
- du déneigement hors-rue pour 456 019 \$;
- de l'opération des dépôts à neige pour 349 566 \$;
- du transport de la neige pour 82 590 \$.

L'hiver clément, accompagné de précipitations de neige inférieures aux prévisions, expliquent l'écart favorable enregistré au plan des dépenses liées au déneigement. En 2012, il est tombé 282,9 cm tandis que les contrats de déneigement sont établis selon une moyenne de 320 cm.

Par rapport à 2011, les dépenses de 2012 sont en diminution de -2,0%. Cette baisse est justifiée par la quantité de neige reçue en 2012 qui a été plus faible qu'en 2011, soit 282,9 cm en 2012 comparativement à 297,8 cm en 2011.

Graphique 9 – Dépenses liées au déneigement
(en millions de dollars)



Les précipitations de neige sont compilées sur la même base temporelle que les états financiers, soit du 1^{er} janvier au 31 décembre. En 2012, il est tombé 282,9 cm de neige, soit en dessous de la moyenne des dix dernières années établie à 310,3 cm.

Les précipitations de neige reçues influencent le coût des activités de déneigement. Cependant, d'autres facteurs entrent en ligne de compte lors de l'évaluation de ces dépenses. En effet, le moment où le déneigement est effectué (coûts plus élevés la fin de semaine que les jours de semaine) ainsi que le type de précipitations reçues (neige, verglas ou pluie) ont également un impact sur les coûts de déneigement.

Matières résiduelles

Les dépenses liées aux matières résiduelles comprennent la collecte des matières secondaires (recyclage), la collecte et le transport des déchets ainsi que la collecte des matières organiques.

Tableau 36 – Dépenses liées aux matières résiduelles
(en millions de dollars)

pour l'exercice terminé le 31 décembre	2010	Réel 2011	2012	Budget 2012	Écart 2012
Matières secondaires	5,3	5,6	5,7	5,9	0,2
Déchets	10,8	12,5	13,2	12,9	-0,3
Matières organiques	<u>1,0</u>	<u>1,5</u>	<u>1,5</u>	<u>1,7</u>	<u>0,2</u>
Total collecte et transport matières résiduelles	17,1	19,6	20,4	20,5	0,1

Ces dépenses se sont chiffrées à 20,4 M\$ en 2012, soit un écart favorable de 0,1 M\$ avec les prévisions budgétaires. Cet écart provient des :

- matières secondaires pour 180 108 \$;
- déchets pour -321 829 \$;
- matières organiques pour 193 648 \$.

Les écarts budgétaires enregistrés au plan des matières secondaires et des matières organiques proviennent des quantités de matières collectées qui ont été moindres que prévu.

L'écart budgétaire lié aux déchets s'explique par les quantités collectées qui ont été supérieures aux prévisions.

Par rapport à 2011, les dépenses de 2012 sont en hausse de 4,1%. En 2012, 245 381 tonnes de déchets ont été acheminées à l'incinérateur comparativement à 242 247 tonnes en 2011.

Graphique 10 – Dépenses liées aux matières résiduelles
(en millions de dollars)

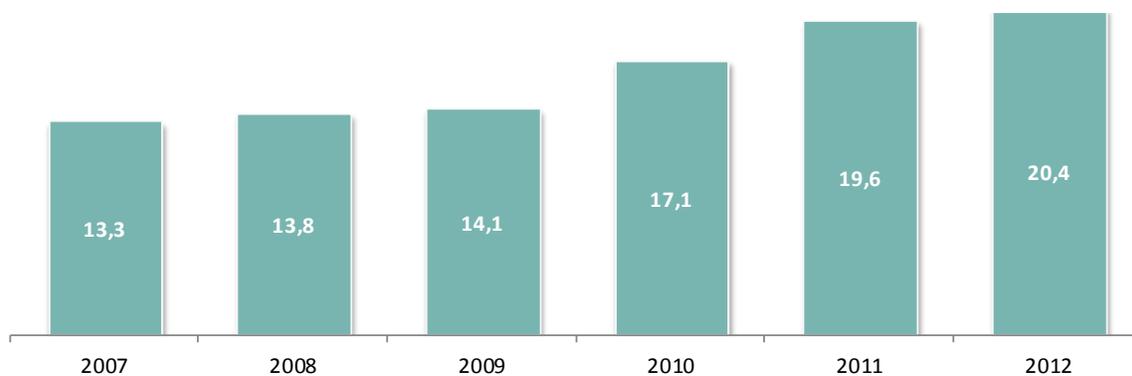


Tableau 37 – Dépenses liées aux matières résiduelles selon les arrondissements
(en millions de dollars)

pour l'exercice terminé le 31 décembre	2010	Réel 2011	2012	Budget 2012	Écart 2012
Matières secondaires					
Service des travaux publics	0,0	0,1	0,1	0,2	0,1
Arrondissement de La Cité-Limoilou	1,5	1,6	1,7	1,7	0,0
Arrondissement des Rivières	0,7	0,7	0,6	0,6	0,0
Arrondissement de Ste-Foy - Sillery - Cap-Rouge	1,1	1,1	1,1	1,1	0,0
Arrondissement de Charlesbourg	0,6	0,6	0,6	0,7	0,1
Arrondissement de Beauport	0,6	0,7	0,7	0,8	0,1
Arrondissement de La Haute-St-Charles	<u>0,8</u>	<u>0,8</u>	<u>0,9</u>	<u>0,8</u>	<u>-0,1</u>
Total matières secondaires	5,3	5,6	5,7	5,9	0,2
Déchets					
Service des travaux publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Arrondissement de La Cité-Limoilou	2,8	3,1	3,2	3,3	0,1
Arrondissement des Rivières	1,6	2,2	2,2	2,1	-0,1
Arrondissement de Ste-Foy - Sillery - Cap-Rouge	2,2	2,6	2,8	2,7	-0,1
Arrondissement de Charlesbourg	1,3	1,4	1,5	1,5	0,0
Arrondissement de Beauport	1,5	1,5	1,7	1,6	-0,1
Arrondissement de La Haute-St-Charles	<u>1,4</u>	<u>1,7</u>	<u>1,8</u>	<u>1,7</u>	<u>-0,1</u>
Total déchets	10,8	12,5	13,2	12,9	-0,3
Matières organiques					
Service des travaux publics	0,0	0,3	0,3	0,4	0,1
Arrondissement de La Cité-Limoilou	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0
Arrondissement des Rivières	0,1	0,1	0,2	0,2	0,0
Arrondissement de Ste-Foy - Sillery - Cap-Rouge	0,4	0,5	0,5	0,6	0,1
Arrondissement de Charlesbourg	0,1	0,2	0,1	0,1	0,0
Arrondissement de Beauport	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0
Arrondissement de La Haute-St-Charles	<u>0,2</u>	<u>0,2</u>	<u>0,2</u>	<u>0,2</u>	<u>0,0</u>
Total matières organiques	1,0	1,5	1,5	1,7	0,2
Total collecte et transport matières résiduelles	<u>17,1</u>	<u>19,6</u>	<u>20,4</u>	<u>20,5</u>	<u>0,1</u>

Loisirs et culture

Les dépenses pour les loisirs et la culture comprennent les bibliothèques, les arénas, les patinoires extérieures, les piscines et les programmes aquatiques.

Tableau 38 – Dépenses liées aux loisirs et à la culture
(en millions de dollars)

pour l'exercice terminé le 31 décembre	2010*	Réel 2011	2012	Budget 2012	Écart 2012
Bibliothèques	14,4	15,2	13,9	14,3	0,4
Arénas	3,3	8,7	7,4	7,9	0,5
Patinoires extérieures	1,5	1,6	1,6	1,7	0,1
Piscines	2,2	2,2	2,0	2,2	0,2
Programmes aquatiques	3,2	3,6	3,4	3,4	0,0
Programmes Vacances-Été	<u>5,2</u>	<u>6,5</u>	<u>6,8</u>	<u>7,2</u>	<u>0,4</u>
Total loisirs et culture	29,8	37,8	35,1	36,7	1,6

* Reclassement de dépenses entre les activités liées aux piscines et aux programmes aquatiques.

Ces dépenses ont été de 35,1 M\$ en 2012, soit un écart favorable de 1,6 M\$ avec les prévisions budgétaires. Cet écart provient des :

- bibliothèques pour 422 774 \$;
- arénas pour 568 225 \$;
- patinoires extérieures pour 22 985 \$;
- piscines pour 172 115 \$;
- programmes aquatiques pour 36 651 \$;
- programmes Vacances-Été (PVE) pour 390 127 \$.

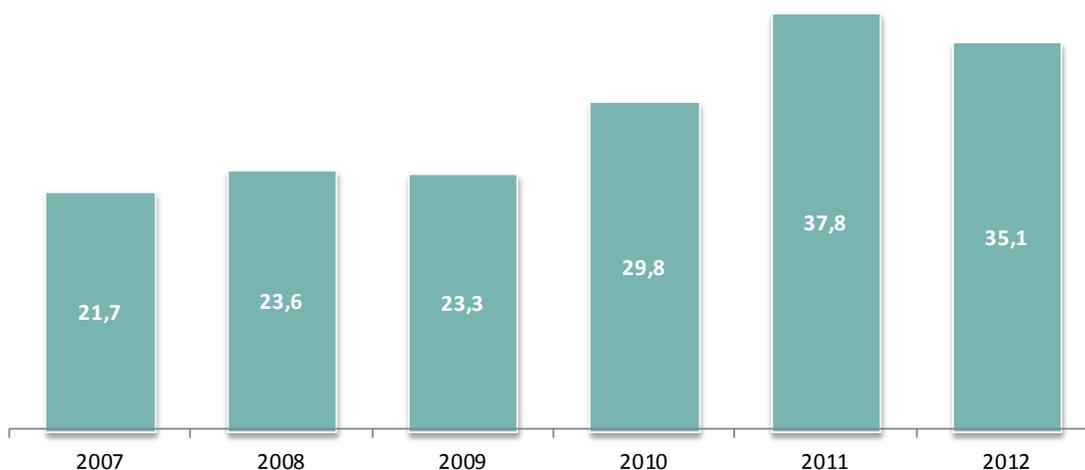
En 2012, la rétrocession à la Ville du réseau des bibliothèques (immeubles), auparavant géré par l'Institut Canadien de Québec (ICQ), explique principalement l'écart favorable. Ainsi, la subvention pour l'entretien n'a pas été versée à l'ICQ créant un écart favorable au Service de la culture. Toutefois, ce changement a engendré des coûts supplémentaires au Service de la gestion des immeubles qui assume la responsabilité de l'entretien des bibliothèques.

En ce qui a trait à l'opération des arénas, l'écart favorable est lié en majorité au Colisée Pepsi pour lequel les dépenses ont été moins importantes que prévu.

Au total, 16 007 jeunes ont fréquenté les PVE en 2012. Il s'agit d'une hausse de 5,2% par rapport à 2011. L'impartition de ces activités a été complétée en 2012, ce qui a permis de réduire la gestion liée à la prise d'inscription et à la dotation du personnel.

Par rapport à 2011, les dépenses liées aux loisirs et à la culture sont en baisse de -7,1%.

Graphique 11 – Dépenses liées aux loisirs et à la culture
(en millions de dollars)



Énergie

Les dépenses d'énergie comprennent l'électricité, le gaz, le mazout et le carburant. L'électricité, le gaz et le mazout sont administrés par le Service de la gestion des immeubles tandis que la gestion du carburant est effectuée par le Service de la gestion des équipements motorisés.

Tableau 39 – Dépenses liées à l'énergie
(en millions de dollars)

pour l'exercice terminé le 31 décembre	2010	Réel 2011	2012	Budget 2012	Écart 2012
Électricité	19,9	21,2	22,3	21,8	-0,5
Gaz	2,3	2,7	2,4	2,5	0,1
Mazout	0,3	0,3	0,3	0,3	0,0
Carburant	<u>6,2</u>	<u>8,5</u>	<u>8,6</u>	<u>7,3</u>	<u>-1,3</u>
Total énergie	<u>28,7</u>	<u>32,7</u>	<u>33,6</u>	<u>31,9</u>	<u>-1,7</u>

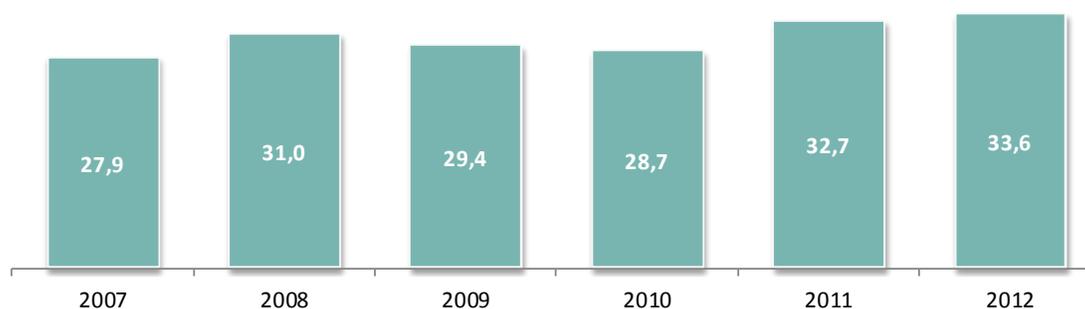
Les dépenses d'énergie se sont chiffrées à 33,6 M\$ en 2012, soit un écart défavorable de -1,7 M\$ avec les prévisions budgétaires. Cet écart provient de :

- l'électricité pour -545 012 \$;
- le gaz pour 106 547 \$;
- le mazout pour -10 220 \$;
- le carburant pour -1 246 456 \$.

Le dépassement de coûts est majoritairement attribuable aux dépenses de carburant. En effet, le prix unitaire du carburant s'est avéré supérieur aux hypothèses soutenant les prévisions budgétaires et la quantité de carburant consommée est comparable aux hypothèses budgétaires. Par ailleurs, l'écart défavorable lié aux dépenses d'électricité est principalement causé par l'ajout de nouveaux bâtiments, notamment les bibliothèques (rétrocession, à la Ville, du réseau des immeubles qui était géré par l'ICQ) et le couvent de Beauport. Enfin, l'écart favorable lié aux dépenses de gaz provient surtout du coût moyen de la molécule de gaz naturel qui a été inférieur aux hypothèses budgétaires.

Par rapport à 2011, les dépenses liées à l'énergie sont en hausse de 2,8%. Cette variation découle principalement de la hausse du prix du carburant.

Graphique 12 – Dépenses liées à l'énergie
(en millions de dollars)

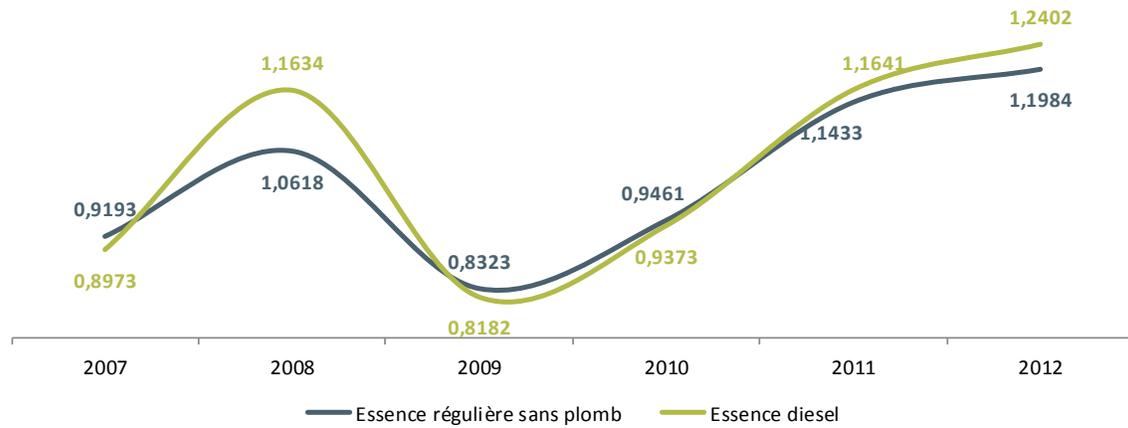


CARBURANT

Le carburant utilisé par la Ville comprend de l'essence régulière sans plomb et de l'essence diesel. Les coûts en carburant se sont chiffrés à 8,6 M\$ en 2012.

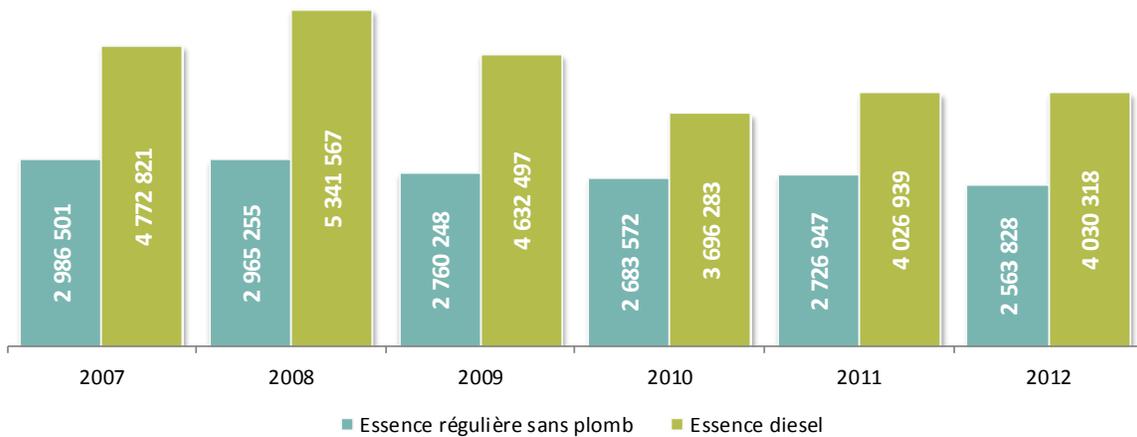
Cette année, le prix unitaire moyen payé par la Ville pour l'essence régulière sans plomb a été de 1,1984 \$. Il s'agit d'une augmentation de 4,8% par rapport à 2011. Il en va de même pour l'essence diesel qui a atteint 1,2402 \$, soit une variation à la hausse de 6,5% en regard de 2011. Le prix unitaire annuel moyen du carburant a dépassé le niveau record de 2008.

Graphique 13 – Prix unitaire annuel moyen du carburant
(en dollars)



La consommation de carburant par la Ville a diminué de -6,0% pour l'essence régulière sans plomb et a augmenté de 0,1% pour l'essence diesel.

Graphique 14 – Quantités annuelles de carburant utilisées
(en litres)



Éléments extrabudgétaires

Les éléments extrabudgétaires présentent les résultats des projets recouvrables et des projets autofinancés (par exemple, les branchements de services). Ils n'ont pas ou peu d'incidences budgétaires étant donné qu'un revenu, équivalant aux dépenses, est comptabilisé. Ces revenus et dépenses ne sont pas considérés lors de l'établissement du budget.

Les revenus provenant des éléments extrabudgétaires atteignent 15,8 M\$, alors que les dépenses afférentes à ces projets sont de 14,9 M\$, pour un excédent des revenus sur les dépenses de 0,9 M\$.

Analyse du surplus

Excédents de fonctionnement non affectés

Les résultats de l'année 2012 présentent un surplus de 17,1 M\$. Ce surplus s'ajoute à l'excédent de fonctionnement non affecté de 2011 pour un total cumulé de 23,7 M\$.

Tableau 40 – Excédent de fonctionnement non affecté
(en millions de dollars)

pour l'exercice terminé le 31 décembre	2012
Excédent de fonctionnement non affecté au 01-01-2012	9,8
Excédent de fonctionnement de l'exercice 2012	17,1
Affectation à divers projets d'investissement	0,1
Affectation au budget 2013	-3,3
Excédent de fonctionnement non affecté au 31-12-2012	<u>23,7</u>

Excédents de fonctionnement affectés (réserves de fonds)

Selon la Politique de gestion des excédents de fonctionnement affectés (réserves de fonds), la prudence dans la gestion financière de la Ville implique de créer des réserves suffisantes pour faire face à des situations exceptionnelles ou imprévues. En ce sens, les surplus affectés sont des sommes dédiées à des fins spécifiques.

Excédent de fonctionnement affecté à l'autoassurance

Ces sommes servent uniquement à acquitter des réclamations pour lesquelles la Ville est identifiée comme responsable.

Excédent de fonctionnement affecté aux opérations de déneigement

Des surplus sont affectés lorsque les coûts dépassent les budgets annuels de cette activité et qu'il est impossible de combler l'excédent des dépenses par toute autre source de financement.

Excédent de fonctionnement affecté à la prévoyance

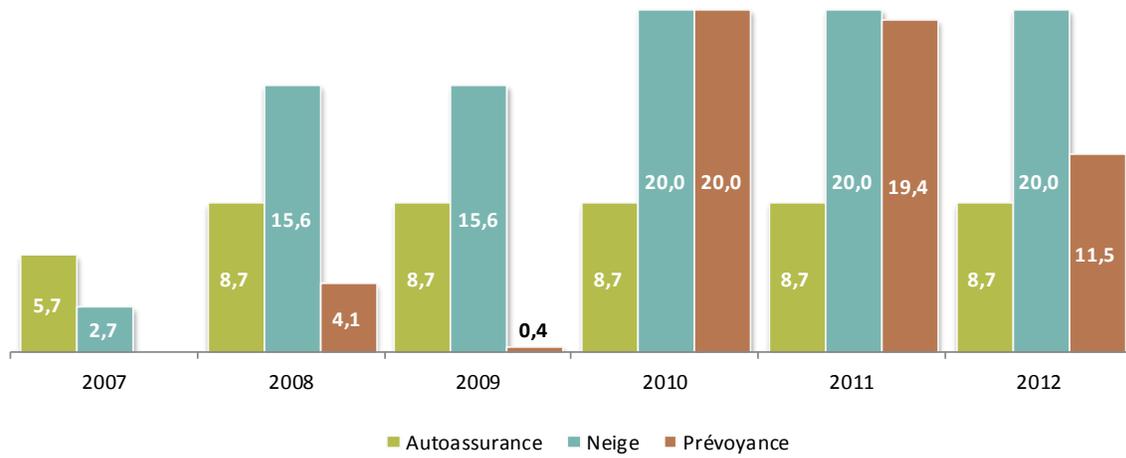
Événements ou dépenses non récurrents sur lesquels l'administration a peu ou pas de contrôle. La dépense doit relever d'une obligation légale ou d'un cas de force majeure.

Au cours de l'exercice 2012, des fonds provenant de l'excédent de fonctionnement non affecté ont été versés afin de compenser la perte potentielle de revenus sur les ventes de vapeur produite par l'incinérateur pour 8,4 M\$ et afin de faire face à la crise de la légionellose pour 55 000 \$.

Figure 1 – Excédents de fonctionnement affectés : cibles



Graphique 15 – Excédents de fonctionnement affectés (en millions de dollars)



IMMOBILISATIONS ET DETTE

Investissements en immobilisations

Le Programme triennal d'immobilisations (PTI) regroupe les projets d'investissement que la Ville prévoit effectuer sur son territoire, au cours des trois prochaines années, pour entretenir ses infrastructures, favoriser le développement économique, culturel et social et améliorer la qualité de vie des citoyens par un meilleur aménagement urbain. La valeur des infrastructures de la Ville est estimée à 10,8 G\$.

Le PTI 2012-2014 totalisait 1 609,1 M\$, dont 462,9 M\$ pour l'année 2012.

Tableau 41 – Programme triennal d'immobilisations 2012-2015
(en millions de dollars)

	2012	2013	2014	Total PTI
INVESTISSEMENTS				
Ville de Québec	352,6	455,9	441,2	1 249,7
Réseau de transport de la Capitale (RTC)	<u>110,3</u>	<u>109,9</u>	<u>139,2</u>	<u>359,4</u>
Investissements totaux	<u>462,9</u>	<u>565,8</u>	<u>580,4</u>	<u>1 609,1</u>
FINANCEMENT				
Emprunts par obligations	284,2	262,1	253,1	799,4
Fonds de parc	2,7	0,0	0,0	2,7
Budget de fonctionnement (PCI)	<u>38,5</u>	<u>53,5</u>	<u>68,5</u>	<u>160,5</u>
Financement à la charge de la Ville	325,4	315,6	321,6	962,6
Financement externe	137,5	250,2	258,8	646,5
Financement total	<u>462,9</u>	<u>565,8</u>	<u>580,4</u>	<u>1 609,1</u>

Les investissements sont donc une dépense effectuée en vue d'acquérir, de construire, de développer, de mettre en valeur ou d'améliorer une immobilisation, ce qui lui procurera des avantages au cours d'un certain nombre d'années. Ces derniers sont classés sous sept catégories : infrastructures, bâtiments, véhicules, ameublement et équipement de bureau, machinerie, outillage et équipement divers, terrains et autres investissements.

Réalisation des investissements

La réalisation des investissements ne peut pas être comparée aux différents PTI adoptés puisqu'il y a un décalage dans le temps entre l'adoption des PTI et la réalisation des projets qui y sont inscrits. En effet, la réalisation d'un projet peut s'étendre sur plusieurs années.

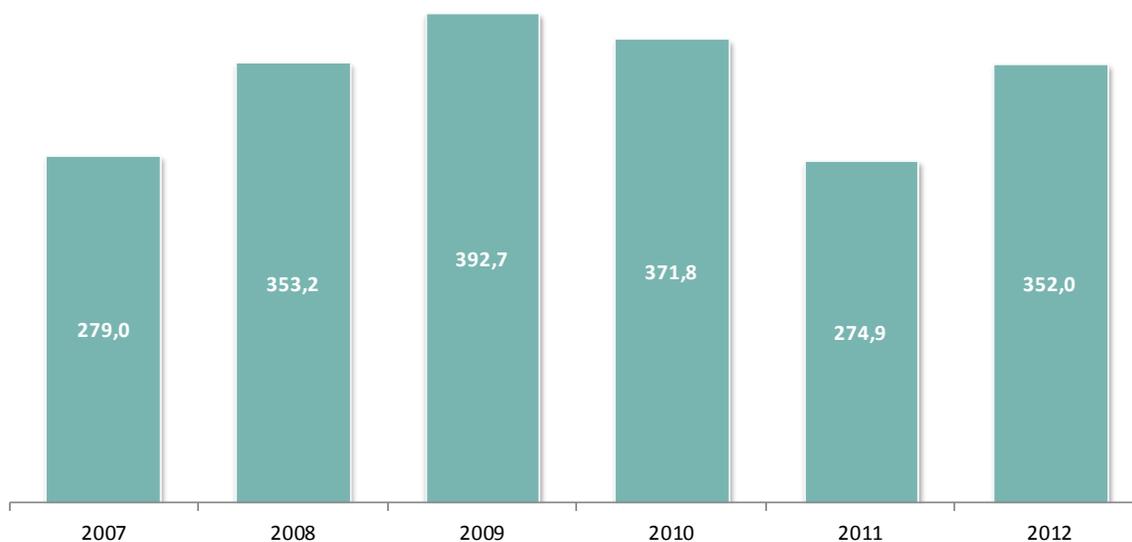
Tableau 42 – Réalisation des investissements
(en millions de dollars)

pour l'exercice terminé le 31 décembre	Réal			Budget ⁽¹⁾	Écart 2012
	2010	2011	2012	2012	
Infrastructures	271,9	182,5	222,0	N/D	-
Bâtiments	55,0	46,1	83,0	N/D	-
Véhicules	15,0	12,4	8,0	N/D	-
Ameublement et équipement de bureau	19,8	24,9	31,0	N/D	-
Machinerie, outillage et équipement divers	8,1	7,8	8,0	N/D	-
Terrains	1,8	1,2	0,0	N/D	-
Autres	0,2	0,0	0,0	N/D	-
Total des investissements	<u>371,8</u>	<u>274,9</u>	<u>352,0</u>	<u>N/D</u>	=

(1) La réalisation des investissements ne peut pas être comparée aux PTI adoptés puisqu'il y a un décalage dans le temps entre l'adoption du PTI et la réalisation des projets qui y sont inscrits.

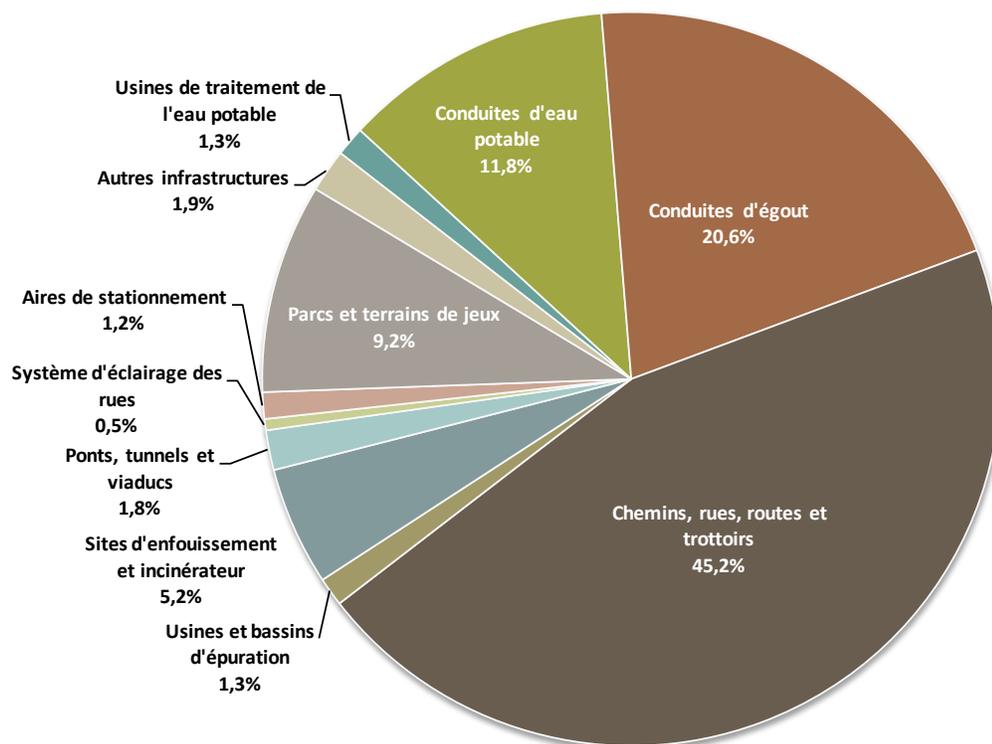
En 2012, les sommes investies sur le territoire de la Ville atteignent 352,0 M\$, soit une variation à la hausse de 28,0% par rapport à 2011. Cette variation provient notamment des investissements en infrastructures et en bâtiments. Parmi les principaux travaux réalisés en 2012, il y a, entre autres, le début des travaux de construction de l'amphithéâtre multifonctionnel pour 27,7 M\$, l'agrandissement de la bibliothèque Monique-Corriveau pour 5,9 M\$, la transformation de l'aréna Giffard en complexe sportif pour 11,4 M\$, des travaux d'infrastructures en lien avec le Programme d'infrastructures Québec-Municipalités (PIQM) pour 33,0 M\$ et des investissements dans des projets informatiques tels que Sés@me, gestion des opérations de déneigement, sécurité informatique, etc., pour 16,0 M\$.

Graphique 16 – Réalisation des investissements
(en millions de dollars)



Par ailleurs, la majeure partie des investissements est consacrée aux infrastructures, ce qui était également le cas par les années passées. Pour l'année 2012, les investissements en infrastructures représentent 59,7% des investissements totaux. La répartition de ces derniers montre que ce sont les investissements pour les conduites d'égout de même que ceux pour les chemins, rues, routes et trottoirs qui occupent la plus grande part cette année.

Graphique 17 – Composition des investissements en infrastructures



Impact des investissements en immobilisations sur les dépenses de fonctionnement

Les projets d'investissement, inscrits au PTI, influencent le budget de fonctionnement par le biais de leurs modes de financement.

En effet, différentes sources de financement sont requises par la Ville, entre autres des emprunts à long terme, afin qu'elle soit en mesure d'effectuer ses investissements. Les emprunts ainsi contractés constituent la dette de la Ville. Une portion de celle-ci est remboursée annuellement et est incorporée dans les dépenses prévues au budget de fonctionnement : c'est ce qu'on appelle le service de la dette.

De plus, un autre mode de financement influence également le budget de fonctionnement, soit le «paiement comptant d'immobilisations». Il s'agit du moyen utilisé pour payer comptant des immobilisations à même le budget annuel de fonctionnement. Il est utilisé pour l'acquisition d'immobilisations dont la période de financement est courte. Par exemple, il peut s'agir d'arbres, d'aménagement et de mobilier urbains, d'outillage et d'équipement, d'œuvres d'art, du renouvellement des véhicules de patrouille, des programmes de resurfacement, d'honoraires professionnels, d'ordinateurs, de logiciels, etc.

Par ailleurs, une réserve financière visant à sécuriser et à contrôler la dette en fonction de paiements anticipés a été créée en 2012. Il s'agit de sommes cumulées annuellement dans une réserve en vue d'accélérer le remboursement de la dette. Cette réserve a donc un impact sur la dette et conséquemment sur le service de la dette et le budget de fonctionnement.

Enfin, les frais d'exploitation liés à certains investissements en immobilisations influencent également le budget de fonctionnement. En effet, les dépenses concernant l'exploitation et l'entretien d'une infrastructure sont comptabilisées au budget de fonctionnement.

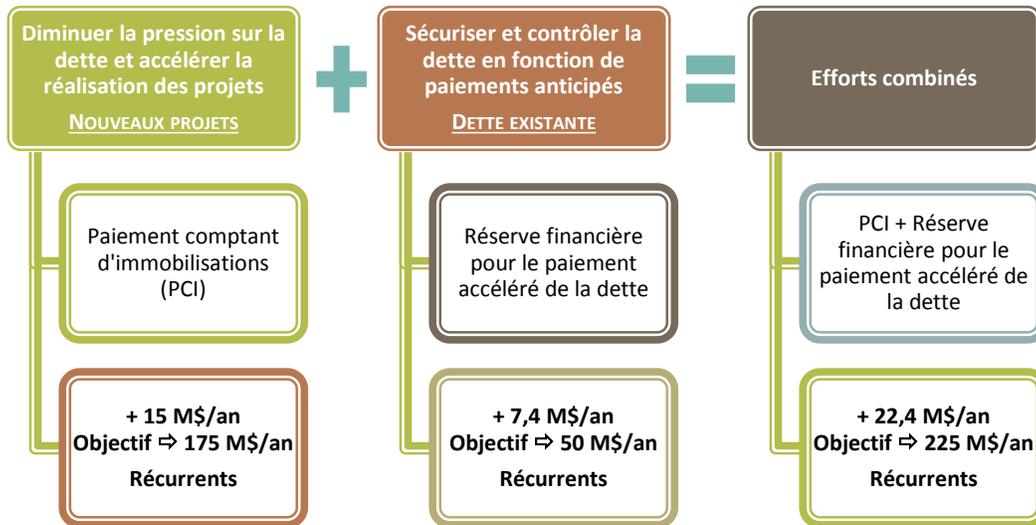
Dettes et cadre financier

Afin de s'assurer d'une saine gestion financière de la Ville, des politiques encadrent les pratiques de gestion financière. Ces dernières servent de guide à la prise de décision. Elles traitent de la gestion des excédents de fonctionnement affectés (réserves de fonds), de l'investissement et de la gestion de la dette.

La Ville établit ses priorités afin que le PTI et le budget respectent ses engagements sans affecter la qualité des services aux citoyens. Afin d'y parvenir, un plan de gestion de la dette est en place pour :

- diminuer la pression sur la dette et permettre à la Ville de poursuivre la réalisation de ses projets (nouveaux projets);
- sécuriser et de contrôler la dette en fonction de paiements anticipés (anciennes dettes).

Figure 2 – Plan de gestion de la dette



Les politiques financières fixent également certaines balises essentielles à de bonnes pratiques de gestion. Ces dernières composent le cadre financier et sont résumées à la figure de la page suivante.

Figure 3 – Cadre financier

BALISES	DÉFINITIONS	OBJECTIFS	CIBLES
RÉSERVES DE FONDS (SURPLUS AFFECTÉS)	Excédents annuels cumulés des revenus sur les dépenses réservés à des fins particulières.	Créer des réserves suffisantes pour faire face à des situations exceptionnelles ou imprévues.	Déneigement : 20,0 M\$ Autoassurance : 8,7 M\$ Prévoyance : 20,0 M\$
DETTE NETTE POTENTIEL FISCAL	Solde des emprunts contractés par la Ville et à la charge de celle-ci par rapport à la capacité qu'a la Ville de générer des revenus.	Éviter que la dette augmente plus rapidement que la capacité qu'a la Ville de générer des revenus.	≤ 3,5%
SERVICE DE LA DETTE NETTE DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	Capital et intérêts à la charge de la Ville versés annuellement par rapport aux dépenses de fonctionnement.	Limiter les emprunts à des niveaux acceptables.	≤ 20%
PAIEMENT COMPTANT D'IMMOBILISATIONS (PCI)	Mode de financement employé pour payer comptant des immobilisations à même le budget annuel de fonctionnement.	Diminuer la pression sur la dette et permettre à la Ville d'accélérer la réalisation de ses projets.	+ 15 M\$/an ⇒ 175 M\$/an récurrents
RÉSERVE FINANCIÈRE POUR LE PAIEMENT ACCÉLÉRÉ DE LA DETTE	Sommes cumulées annuellement dans une réserve en vue d'accélérer le remboursement de la dette.	Sécuriser et contrôler la dette en fonction de paiements anticipés.	+ 7,4 M\$/an ⇒ 50 M\$/an récurrents
DETTE NETTE CONSOLIDÉE RECETTES TOTALES CONSOLIDÉES	Solde de la dette nette de la Ville et de celle des organismes compris dans son périmètre comptable par rapport aux recettes de fonctionnement et d'investissement de la Ville et des organismes compris dans son périmètre comptable.	Limiter l'endettement.	≤ 100%

Dettes

La dette de la Ville exclut celle du RTC et comprend les sommes dues à un ou plusieurs créanciers. Il s'agit d'un poste de passif au bilan de la Ville.

La dette nette comprend l'ensemble des emprunts contractés par la Ville, déduction faite de la portion remboursable par des tiers et autres organismes (exemple : subventions du gouvernement, participation des municipalités défusionnées de L'Ancienne-Lorette et de Saint-Augustin-de-Desmaures).

Tableau 43 – Dette
(en millions de dollars)

pour l'exercice terminé le 31 décembre	2010	Réel 2011	2012	Budget 2012	Écart 2012
Dettes brutes	1 723,6	1 758,1	1 748,6	1 863,7	115,1
Revenus	-230,5	-236,1	-233,3	-261,9	-28,6
Dettes nettes	1 493,1	1 522,0	1 515,3	1 601,8	86,5

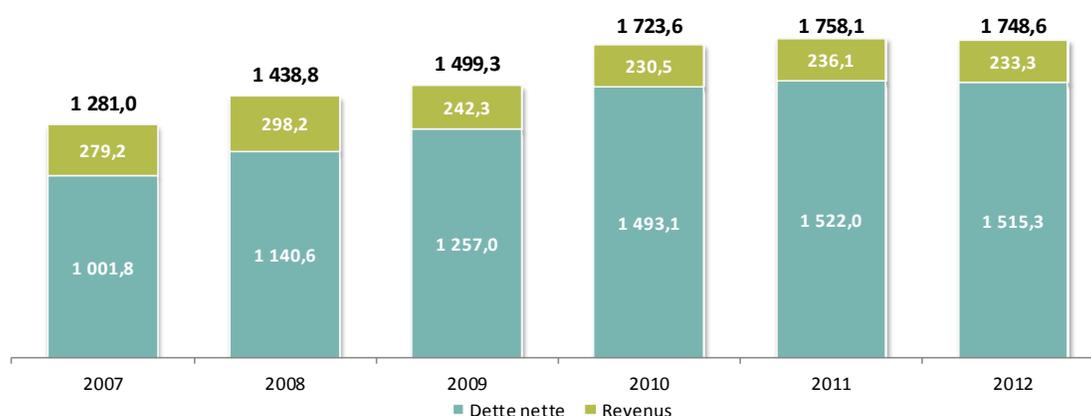
La dette nette est en baisse de -0,4% et a atteint 1 515,3 M\$ en 2012, soit un écart favorable de 86,5 M\$ avec les prévisions budgétaires. Cet écart est principalement attribuable à :

- un décalage de certains travaux dans le temps, notamment ceux concernant la réfection du complexe Jacques-Cartier (bibliothèque Gabrielle-Roy) et la mise en place d'un centre de valorisation des matières organiques (usine de biométhanisation);
- la priorisation de travaux subventionnés;
- des économies sur le coût de certains contrats.

74

Le graphique suivant illustre l'évolution de la dette brute et de la dette nette. Dans la majorité des cas, les variations de la dette s'expliquent par l'augmentation ou la diminution des investissements en immobilisations.

Graphique 18 – Dette brute
(en millions de dollars)



Dette nette par rapport au potentiel fiscal

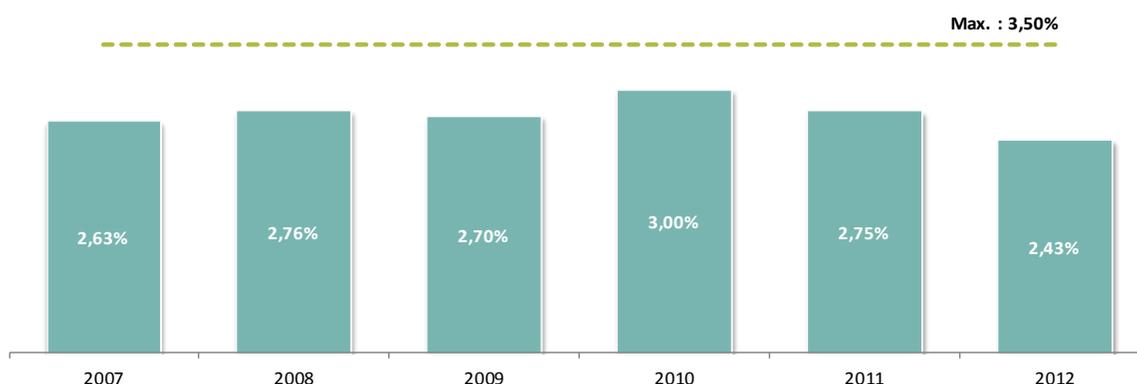
Une des pratiques adoptées dans le cadre de la Politique de gestion de la dette indique que le ratio de la dette nette par rapport au potentiel fiscal ne doit pas excéder 3,5 %. En effet, il est important que la dette nette n'augmente pas plus rapidement que la capacité qu'a la Ville de générer des revenus.

Le potentiel fiscal est la capacité, pour la Ville, de générer des revenus sur la valeur des immeubles faisant partie de son territoire. Sont incluses dans ce potentiel fiscal :

- la valeur des immeubles résidentiels (unifamilial, bifamilial, multifamilial);
- la valeur des immeubles non résidentiels (industries et commerces) qui est majorée d'un facteur pour tenir compte du fait que ces immeubles sont imposés à un taux de taxe supérieur à celui des autres immeubles;
- la valeur pondérée des immeubles à l'égard desquels sont versés des paiements tenant lieu de taxes (gouvernements);
- la valeur des terrains vacants.

En 2012, ce ratio a atteint 2,43%, soit sous la barre des 3,5 %.

Graphique 19 – Dette nette par rapport au potentiel fiscal



75

Poids de la dette

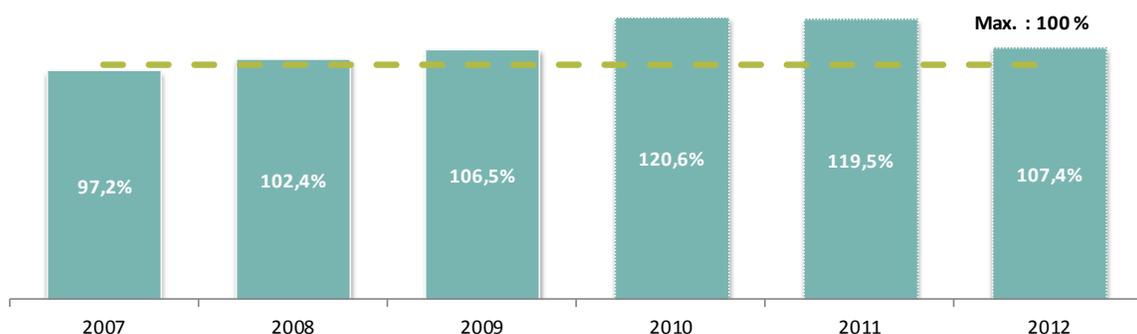
La Ville souhaite limiter son endettement. À cette fin, un outil de planification et de contrôle du remboursement de la dette est suivi. Ce dernier vise à limiter le niveau de la dette nette consolidée à un maximum équivalant à 100 % des recettes totales consolidées.

La dette nette consolidée comprend la dette nette de la Ville ainsi que celle des organismes compris dans son périmètre comptable.

Les recettes totales consolidées représentent les recettes de fonctionnement et d'investissement de la Ville ainsi que celles des organismes compris dans son périmètre comptable.

En 2012, le ratio de la dette consolidée par rapport aux recettes totales atteint 107,4%, soit un taux supérieur au taux visé de 100 %, mais toutefois en diminution par rapport à 2011. À cet effet, la Ville a mis en place une planification visant à diminuer son endettement. Selon les prévisions effectuées dans le cadre du budget 2013, ce ratio devrait être atteint au cours des prochaines années.

Graphique 20 – Dette nette consolidée par rapport aux recettes totales



Service de la dette

Les investissements en immobilisations influencent le budget de fonctionnement par le biais des frais de financement et du remboursement de la dette à long terme qui y sont comptabilisés. C'est ce qu'on appelle le service de la dette.

Le service de la dette comprend l'ensemble des sommes que l'organisation est tenue de verser pour rembourser le capital et payer les intérêts au cours de l'exercice financier.

76

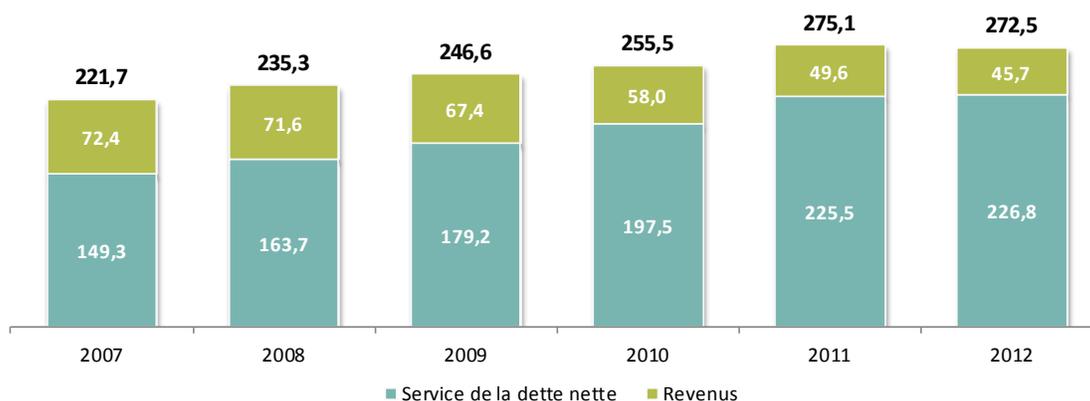
Tableau 44 – Service de la dette
(en millions de dollars)

pour l'exercice terminé le 31 décembre	2010	Réel 2011	2012	Budget 2012	Écart 2012
Service de la dette brute	255,5	275,1	272,5	278,1	5,6
Revenus	-58,0	-49,6	-45,7	-42,1	3,6
Service de la dette nette	197,5	225,5	226,8	236,0	9,2

En 2012, le service de la dette nette est en hausse de 0,6% et a atteint 226,8 M\$, soit un écart favorable de 9,2 M\$. Cet écart s'explique majoritairement par :

- des économies sur le coût d'emprunt des émissions d'obligations;
- un décalage de certains travaux dans le temps, notamment ceux concernant la réfection du complexe Jacques-Cartier (bibliothèque Gabrielle-Roy) et la mise en place d'un centre de valorisation des matières organiques (usine de biométhanisation);
- la priorisation de travaux subventionnés;
- des économies sur le coût de certains contrats;
- des revenus d'intérêt temporaire plus élevés que prévu;
- des transferts conditionnels plus élevés que prévu.

Graphique 21 – Service de la dette brute
(en millions de dollars)

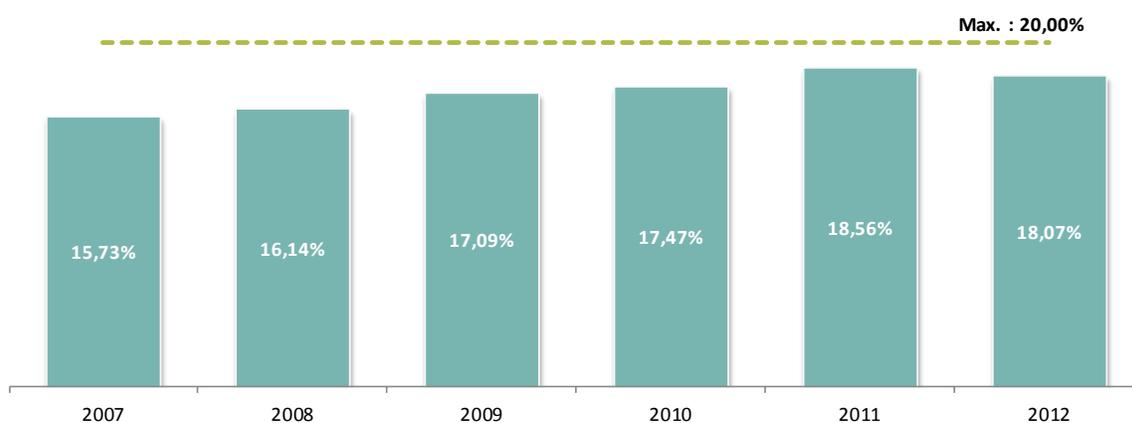


Service de la dette nette par rapport aux dépenses de fonctionnement

Une autre pratique adoptée dans le cadre de la Politique de gestion de la dette indique que le ratio du service de la dette nette par rapport aux dépenses de fonctionnement ne doit pas excéder 20 %; ceci, afin de limiter les emprunts à des niveaux acceptables.

En 2012, ce ratio a atteint 18,07%, soit sous la barre des 20 %.

Graphique 22 – Service de la dette nette par rapport aux dépenses de fonctionnement



Paiement comptant des immobilisations et réserve financière pour le paiement accéléré de la dette

Le paiement comptant d'immobilisations (PCI) est un mode de financement employé pour payer comptant des immobilisations à même les dépenses annuelles de fonctionnement. Il est utilisé pour l'acquisition d'immobilisations dont la période de financement est courte. Par exemple, il peut s'agir d'arbres, d'aménagement et de mobilier urbains, d'outillage et d'équipement, d'œuvres d'art, du renouvellement des véhicules de patrouille, des programmes de resurfacement, d'honoraires professionnels, d'ordinateurs, de logiciels, etc. Selon la Politique de gestion de la dette, ce mode de financement doit être porté progressivement à 175,0 M\$/année, soit par une majoration annuelle moyenne de 15,0 M\$.

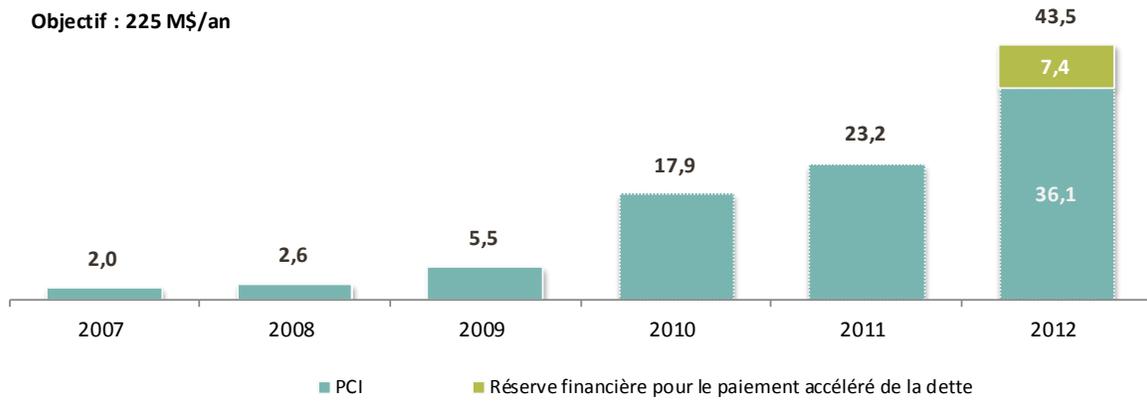
Cette façon de faire permet de diminuer la pression sur la dette et d'accélérer la réalisation de ses projets ou de profiter de certaines opportunités. En effet, en évitant toutes les procédures de règlement d'emprunt, on accélère de façon substantielle la réalisation de projets. De même, ce mode de financement offre plus de flexibilité.

Par ailleurs, une réserve financière visant à sécuriser et à contrôler la dette en fonction de paiements anticipés a été créée en 2012. Il s'agit de sommes cumulées annuellement dans une réserve en vue d'accélérer le remboursement de la dette. Ces sommes serviront au paiement des refinancements. Ainsi, en plus de limiter la croissance de la dette, le paiement comptant d'une partie des refinancements générera également des économies d'intérêts et de frais d'émissions d'obligations, d'où l'impact sur la dette et, conséquemment, sur le service de la dette et le budget de fonctionnement.

La dotation de départ de cette réserve a été de 7,4 M\$ en 2012 et sera majorée annuellement de 7,4 M\$, jusqu'à concurrence de 50,0 M\$ par année. Cette réserve est incluse dans le service de la dette nette.

Graphique 23 – PCI et réserve financière pour le paiement accéléré de la dette

Objectif : 225 M\$/an



Ces pratiques vont permettre de limiter l'endettement et, en conséquence, de réduire le solde de la dette annuelle qui en découle.

ANNEXES

Historique des résultats financiers

(en millions de dollars)

pour l'exercice terminé le 31 déc.	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
REVENUS											
Taxes et paiements tenant lieu de taxes	613,4	644,3	681,1	714,4	727,5	766,7	775,4	813,1	864,4	899,1	948,2
Autres revenus	<u>158,9</u>	<u>175,1</u>	<u>183,2</u>	<u>206,2</u>	<u>277,0</u>	<u>209,6</u>	<u>252,3</u>	<u>268,6</u>	<u>286,4</u>	<u>317,7</u>	<u>323,1</u>
Total revenus	772,3	819,4	864,3	920,6	1 004,5	976,3	1 027,7	1 081,7	1 150,8	1 216,8	1 271,3
DÉPENSES PAR OBJET											
Rémunération globale	304,0	312,6	334,1	364,8	414,0	408,6	408,4	424,6	459,5	483,3	492,7
Service de la dette brute	216,4	221,7	227,2	240,8	252,5	221,7	235,3	246,6	255,5	275,1	272,5
Autres dépenses	<u>247,5</u>	<u>270,5</u>	<u>288,8</u>	<u>306,5</u>	<u>350,2</u>	<u>319,0</u>	<u>370,7</u>	<u>377,1</u>	<u>415,8</u>	<u>456,7</u>	<u>489,9</u>
Total dépenses	767,9	804,8	850,1	912,1	1 016,7	949,3	1 014,4	1 048,3	1 130,8	1 215,1	1 255,1
SURPLUS (DÉFICIT) AVANT ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES	<u>4,4</u>	<u>14,6</u>	<u>14,2</u>	<u>8,5</u>	<u>-12,2</u>	<u>27,0</u>	<u>13,3</u>	<u>33,4</u>	<u>20,0</u>	<u>1,7</u>	<u>16,2</u>
ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES											
Revenus	9,4	8,9	9,5	8,5	10,2	8,8	18,1	18,5	16,9	16,9	15,8
Dépenses	<u>11,8</u>	<u>8,1</u>	<u>7,9</u>	<u>7,8</u>	<u>10,4</u>	<u>9,0</u>	<u>16,2</u>	<u>18,6</u>	<u>16,6</u>	<u>16,6</u>	<u>14,9</u>
Écart des revenus sur les dépenses	-2,4	0,8	1,6	0,7	-0,2	-0,2	1,9	-0,1	0,3	0,3	0,9
SURPLUS (DÉFICIT) DE L'EXERCICE	<u>2,0</u>	<u>15,4</u>	<u>15,8</u>	<u>9,2</u>	<u>-12,4</u>	<u>26,8</u>	<u>15,2</u>	<u>33,3</u>	<u>20,3</u>	<u>2,0</u>	<u>17,1</u>
Proportion du surplus (déficit) av. éléments extrabudgétaires par rapport aux revenus	0,6%	1,8%	1,6%	0,9%	-1,2%	2,8%	1,3%	3,1%	1,7%	0,1%	1,3%

Détail des résultats au 31 décembre 2012

Global

Tableau 45 - Sommaire des résultats (global)
(en dollars)

82

	Budget	Réel	Écart	% Réalisé
REVENUS				
Taxes	845 516 916	841 326 802	-4 190 114	99,50%
Compensations tenant lieu de taxes	106 841 511	106 918 600	77 089	100,07%
Quotes-parts	31 381 756	31 381 756	0	100,00%
Transferts	124 385 117	124 881 739	496 622	100,40%
Services rendus	69 000 331	65 722 872	-3 277 459	95,25%
Imposition de droits	34 338 150	41 094 669	6 756 519	119,68%
Amendes et pénalités	17 700 000	18 907 111	1 207 111	106,82%
Intérêts	7 785 000	10 192 719	2 407 719	130,93%
Autres revenus	8 263 552	9 644 786	1 381 234	116,71%
Affectations	<u>12 787 667</u>	<u>21 271 108</u>	<u>8 483 441</u>	<u>166,34%</u>
Total revenus avant éléments extrabudgétaires	1 258 000 000	1 271 342 162	13 342 162	101,06%
DÉPENSES				
Services administratifs	30 332 551	28 221 741	2 110 810	93,04%
Services de proximité	189 725 364	180 116 684	9 608 680	94,94%
Innovation et services de soutien	150 200 967	149 075 815	1 125 152	99,25%
Dévelop. culturel, touristique, sportif et social	79 376 867	76 504 715	2 872 152	96,38%
Développement durable	103 824 463	102 488 428	1 336 035	98,71%
Sécurité publique	117 428 364	122 664 435	-5 236 071	104,46%
Dépenses de financement	316 644 000	308 573 686	8 070 314	97,45%
Autres dépenses	<u>270 467 424</u>	<u>287 477 517</u>	<u>-17 010 093</u>	<u>106,29%</u>
Total dépenses avant éléments extrabudgétaires	1 258 000 000	1 255 123 021	2 876 979	99,77%
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES AVANT ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES	<u>0</u>	<u>16 219 141</u>	<u>16 219 141</u>	
ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES				
Projets autofinancés - revenus		6 992 893	6 992 893	
Recouvrables - revenus		8 784 361	8 784 361	
Projets autofinancés - dépenses		7 102 087	-7 102 087	
Recouvrables - dépenses		<u>7 774 786</u>	<u>-7 774 786</u>	
Total éléments extrabudgétaires		900 381	900 381	
SURPLUS DE L'EXERCICE		<u>17 119 522</u>		

Tableau 46 – Détail des revenus (global)
(en dollars)

REVENUS	Budget	Réel	Écart	% Réalisé
TAXES				
Taxes sur la valeur foncière	691 973 826	689 611 851	-2 361 975	99,66%
Taxes sur une autre base (Services municipaux, service de dette, centre d'urgence 911)	<u>153 543 090</u>	<u>151 714 951</u>	<u>-1 828 139</u>	<u>98,81%</u>
Total taxes	845 516 916	841 326 802	-4 190 114	99,50%
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
Gouv. du Québec et immeubles réseaux	87 924 898	88 603 133	678 235	100,77%
Gouv. du Canada et ses entreprises	16 388 067	15 796 188	-591 879	96,39%
Organismes municipaux et OBNL	<u>2 528 546</u>	<u>2 519 279</u>	<u>-9 267</u>	<u>99,63%</u>
Total compensations tenant lieu de taxes	106 841 511	106 918 600	77 089	100,07%
QUOTES-PARTS				
Québec	0	0	0	N/A
L'Ancienne-Lorette	12 790 035	12 790 035	0	100,00%
Saint-Augustin-de-Desmaures	<u>18 591 721</u>	<u>18 591 721</u>	<u>0</u>	<u>100,00%</u>
Total quotes-parts	31 381 756	31 381 756	0	100,00%
TRANSFERTS				
Transferts de droit (Pacte fiscal - remboursement TVQ, subvention à la Capitale, compensation droits sur les divertissements)	61 219 499	58 840 231	-2 379 268	96,11%
Transferts relatifs à des ententes et autres (Matières résiduelles, dév. économ. et tourist., service de dette)	<u>63 165 618</u>	<u>66 041 508</u>	<u>2 875 890</u>	<u>104,55%</u>
Total transferts	124 385 117	124 881 739	496 622	100,40%
SERVICES RENDUS				
Organismes municipaux	6 367 741	7 499 421	1 131 680	117,77%
Office du tourisme de Québec	5 710 900	4 534 471	-1 176 429	79,40%
Stationnements	7 759 639	7 758 886	-753	99,99%
Vente de la vapeur de l'incinérateur	9 041 000	5 326 237	-3 714 763	58,91%
Loisirs et culture	26 739 824	24 669 123	-2 070 701	92,26%
Salaires recouverts de tiers	2 642 498	2 365 146	-277 352	89,50%
Loyers	1 979 375	2 049 622	70 247	103,55%
Autres	<u>8 759 354</u>	<u>11 519 966</u>	<u>2 760 612</u>	<u>131,52%</u>
Total services rendus	69 000 331	65 722 872	-3 277 459	95,25%

REVENUS	Budget	Réel	Écart	% Réalisé
IMPOSITION DE DROITS	34 338 150	41 094 669	6 756 519	119,68%
(Carrières et sablières, mut. immob., licences et permis)				
AMENDES ET PÉNALITÉS	17 700 000	18 907 111	1 207 111	106,82%
INTÉRÊTS	7 785 000	10 192 719	2 407 719	130,93%
(Débiteurs et placements)				
AUTRES REVENUS				
Produit de cession d'immobilisations	7 850 000	7 669 434	-180 566	97,70%
Autres	<u>413 552</u>	<u>1 975 352</u>	<u>1 561 800</u>	<u>477,66%</u>
Total autres revenus	8 263 552	9 644 786	1 381 234	116,71%
AFFECTATIONS				
Affectation du surplus au financement des régimes de retraite	3 333 000	3 333 000	0	100,00%
Affectation du surplus non affecté	6 667 000	6 667 000	0	100,00%
Autres affectations	<u>2 787 667</u>	<u>11 271 108</u>	<u>8 483 441</u>	<u>404,32%</u>
Total affectations	12 787 667	21 271 108	8 483 441	166,34%
TOTAL DES REVENUS AVANT LES ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES	<u>1 258 000 000</u>	<u>1 271 342 162</u>	<u>13 342 162</u>	<u>101,06%</u>
ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES				
Projets autofinancés - revenus		6 992 893	6 992 893	
Recouvrables services rendus - revenus		<u>8 784 361</u>	<u>8 784 361</u>	
Total éléments extrabudgétaires		15 777 254	15 777 254	
TOTAL DES REVENUS	<u>1 258 000 000</u>	<u>1 287 119 416</u>	<u>29 119 416</u>	<u>102,31%</u>

Tableau 47 – Détail des dépenses (global)
(en dollars)

SERVICES, ARRONDISSEMENTS, AUTRES	Budget	Réel	Écart	% Réalisé
SERVICES ADMINISTRATIFS				
Conseil municipal	3 717 455	3 507 445	210 010	94,35%
Direction générale	2 433 080	2 654 722	-221 642	109,11%
Vision strat. et performance organisationnelle	2 267 890	1 228 530	1 039 360	54,17%
Ressources humaines	12 241 624	11 430 689	810 935	93,38%
Finances	6 236 663	6 186 449	50 214	99,19%
Bureau des relations internationales	1 299 427	1 188 918	110 509	91,50%
Vérificateur général	1 483 800	1 381 218	102 582	93,09%
Bureau de l'ombudsman	217 870	210 973	6 897	96,83%
Commissariat aux incendies	<u>434 742</u>	<u>432 797</u>	<u>1 945</u>	<u>99,55%</u>
Total services administratifs	30 332 551	28 221 741	2 110 810	93,04%
SERVICES DE PROXIMITÉ				
Arrondissement de La Cité - Limoilou	47 660 286	45 416 548	2 243 738	95,29%
Arrondissement des Rivières	25 669 224	24 031 400	1 637 824	93,62%
Arr. de Sainte-Foy - Sillery - Cap-Rouge	40 187 300	38 551 930	1 635 370	95,93%
Arrondissement de Charlesbourg	23 222 229	22 165 453	1 056 776	95,45%
Arrondissement de Beauport	24 973 018	23 595 251	1 377 767	94,48%
Arr. de La Haute-Saint-Charles	<u>28 013 307</u>	<u>26 356 102</u>	<u>1 657 205</u>	<u>94,08%</u>
Total services de proximité	189 725 364	180 116 684	9 608 680	94,94%
INNOVATION ET SERVICES DE SOUTIEN				
Soutien à la gestion du service à la clientèle	1 051 977	884 073	167 904	84,04%
Affaires juridiques	6 920 234	6 622 031	298 203	95,69%
Communications	5 097 650	5 052 046	45 604	99,11%
Technologies de l'information et des télécomm.	23 507 423	22 317 735	1 189 688	94,94%
Évaluation	6 488 065	6 361 129	126 936	98,04%
Greffe et archives	4 896 420	4 567 927	328 493	93,29%
Approvisionnements	5 424 353	5 187 317	237 036	95,63%
Greffe de la cour municipale	4 301 266	4 267 014	34 252	99,20%
Gestion des immeubles	66 019 175	66 793 805	-774 630	101,17%
Gestion des équipements motorisés	<u>26 494 404</u>	<u>27 022 738</u>	<u>-528 334</u>	<u>101,99%</u>
Total innovation et services de soutien	150 200 967	149 075 815	1 125 152	99,25%

SERVICES, ARRONDISSEMENTS, AUTRES	Budget	Réel	Écart	% Réalisé
DÉVELOPPEMENT CULTUREL, TOURISTIQUE, SPORTIF ET SOCIAL				
Culture	17 872 737	17 699 616	173 121	99,03%
ExpoCité	17 970 482	16 082 933	1 887 549	89,50%
Loisirs, sports et vie communautaire	4 462 671	3 683 841	778 830	82,55%
Bureau du dév. tourist. et des grands événements	19 828 262	20 075 553	-247 291	101,25%
Office du tourisme de Québec	<u>19 242 715</u>	<u>18 962 772</u>	<u>279 943</u>	<u>98,55%</u>
Total dév. culturel, touristique, sportif et social	79 376 867	76 504 715	2 872 152	96,38%
DÉVELOPPEMENT DURABLE				
Aménagement du territoire	6 052 620	5 662 744	389 876	93,56%
Développement économique	16 362 578	16 228 702	133 876	99,18%
Environnement	13 018 516	12 582 168	436 348	96,65%
Travaux publics	57 656 197	57 700 523	-44 326	100,08%
Ingénierie	<u>10 734 552</u>	<u>10 314 291</u>	<u>420 261</u>	<u>96,08%</u>
Total développement durable	103 824 463	102 488 428	1 336 035	98,71%
SÉCURITÉ PUBLIQUE				
Protection contre l'incendie	36 831 895	36 274 584	557 311	98,49%
Police	80 026 042	85 561 221	-5 535 179	106,92%
Bureau de la sécurité civile	<u>570 427</u>	<u>828 630</u>	<u>-258 203</u>	<u>145,26%</u>
Total sécurité publique	117 428 364	122 664 435	-5 236 071	104,46%
DÉPENSES DE FINANCEMENT				
Remboursement de capital	193 621 609	193 619 318	2 291	100,00%
Frais de financement	76 500 390	70 676 350	5 824 040	92,39%
Affectations	<u>8 022 001</u>	<u>8 203 325</u>	<u>-181 324</u>	<u>102,26%</u>
Sous-total service de la dette brute	278 144 000	272 498 993	5 645 007	97,97%
Paieement comptant d'immobilisations	<u>38 500 000</u>	<u>36 074 693</u>	<u>2 425 307</u>	<u>93,70%</u>
Total dépenses de financement	316 644 000	308 573 686	8 070 314	97,45%
AUTRES DÉPENSES				
Cotisations de l'employeur	144 177 000	144 199 551	-22 551	100,02%
Autres frais	24 515 839	42 141 400	-17 625 561	171,89%
Contributions aux organismes	<u>101 774 585</u>	<u>101 136 566</u>	<u>638 019</u>	<u>99,37%</u>
Total autres dépenses	270 467 424	287 477 517	-17 010 093	106,29%
TOTAL DÉPENSES AV. ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES	<u>1 258 000 000</u>	<u>1 255 123 021</u>	<u>2 876 979</u>	<u>99,77%</u>
ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES				
Projets autofinancés - dépenses		7 102 087	-7 102 087	
Recouvrables - dépenses		<u>7 774 786</u>	<u>-7 774 786</u>	
Total éléments extrabudgétaires		14 876 873	-14 876 873	
TOTAL DES DÉPENSES	<u>1 258 000 000</u>	<u>1 269 999 894</u>	<u>-11 999 894</u>	<u>100,95%</u>

Agglomération

Tableau 48 - Sommaire des résultats (agglomération)
(en dollars)

	Budget	Réel	Écart	% Réalisé
REVENUS				
Taxes	2 511 000	2 497 573	-13 427	99,47%
Compensations tenant lieu de taxes	0	0	0	N/A
Quotes-parts	547 767 771	553 005 931	5 238 160	100,96%
Transferts	48 770 265	49 756 359	986 094	102,02%
Services rendus	42 251 005	35 433 031	-6 817 974	83,86%
Imposition de droits	42 000	62 552	20 552	148,93%
Amendes et pénalités	7 000 000	8 151 625	1 151 625	116,45%
Intérêts	2 047 000	2 963 074	916 074	144,75%
Autres revenus	37 591	364 539	326 948	969,75%
Affectations	<u>3 404 838</u>	<u>11 859 838</u>	<u>8 455 000</u>	<u>348,32%</u>
Total revenus avant éléments extrabudgétaires	653 831 470	664 094 522	10 263 052	101,57%
DÉPENSES				
Services administratifs	14 083 141	13 117 376	965 765	93,14%
Services de proximité	16 865 439	16 019 959	845 480	94,99%
Innovation et services de soutien	75 286 590	74 610 029	676 561	99,10%
Développement culturel, tourist., sportif et social	44 359 528	41 483 562	2 875 966	93,52%
Développement durable	79 471 368	79 437 741	33 627	99,96%
Sécurité publique	117 428 364	122 664 435	-5 236 071	104,46%
Dépenses de financement	114 813 516	109 736 759	5 076 757	95,58%
Autres dépenses	<u>191 523 524</u>	<u>204 464 265</u>	<u>-12 940 741</u>	<u>106,76%</u>
Total dépenses avant éléments extrabudgétaires	653 831 470	661 534 126	-7 702 656	101,18%
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES AVANT ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES	<u>0</u>	<u>2 560 396</u>	<u>2 560 396</u>	
ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES				
Projets autofinancés - revenus		2 754 561	2 754 561	
Recouvrables - revenus		6 760 266	6 760 266	
Projets autofinancés - dépenses		2 583 561	-2 583 561	
Recouvrables - dépenses		<u>6 097 578</u>	<u>-6 097 578</u>	
Total éléments extrabudgétaires		833 688	833 688	
SURPLUS DE L'EXERCICE		<u>3 394 084</u>		

Tableau 49 – Détail des revenus (agglomération)
(en dollars)

REVENUS	Budget	Réel	Écart	% Réalisé
TAXES				
Taxes sur la valeur foncière		12 061	12 061	N/A
Taxes sur une autre base (Centre d'urgence 911)	<u>2 511 000</u>	<u>2 485 512</u>	<u>-25 488</u>	<u>98,98%</u>
Total taxes	2 511 000	2 497 573	-13 427	99,47%
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
Gouv. du Québec et immeubles réseaux	0	0	0	N/A
Gouv. du Canada et ses entreprises	0	0	0	N/A
Organismes municipaux et OBNL	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>N/A</u>
Total compensations tenant lieu de taxes	0	0	0	N/A
QUOTES-PARTS				
Québec	516 386 015	521 624 175	5 238 160	101,01%
L'Ancienne-Lorette	12 790 035	12 790 035	0	100,00%
Saint-Augustin-de-Desmaures	<u>18 591 721</u>	<u>18 591 721</u>	<u>0</u>	<u>100,00%</u>
Total quotes-parts	547 767 771	553 005 931	5 238 160	100,96%
TRANSFERTS				
Transferts de droit (Pacte fiscal - remboursement TVQ)	6 596 050	10 197 722	3 601 672	154,60%
Transferts relatifs à des ententes et autres (Matières résiduelles, dév. écon. et tourist., service de dette)	<u>42 174 215</u>	<u>39 558 637</u>	<u>-2 615 578</u>	<u>93,80%</u>
Total transferts	48 770 265	49 756 359	986 094	102,02%
SERVICES RENDUS				
Organismes municipaux	2 142 793	2 076 477	-66 316	96,91%
Office du tourisme de Québec	5 710 900	4 534 471	-1 176 429	79,40%
Stationnements	0	0	0	N/A
Vente de la vapeur de l'incinérateur	9 041 000	5 326 237	-3 714 763	58,91%
Loisirs et culture	20 551 604	18 188 568	-2 363 036	88,50%
Salaires recouvrés de tiers	1 374 099	1 228 846	-145 253	89,43%
Loyers	462 817	476 334	13 517	102,92%
Autres	<u>2 967 792</u>	<u>3 602 098</u>	<u>634 306</u>	<u>121,37%</u>
Total services rendus	42 251 005	35 433 031	-6 817 974	83,86%

REVENUS	Budget	Réel	Écart	% Réalisé
IMPOSITION DE DROITS	42 000	62 552	20 552	148,93%
(Licences et permis)				
AMENDES ET PÉNALITÉS	7 000 000	8 151 625	1 151 625	116,45%
INTÉRÊTS	2 047 000	2 963 074	916 074	144,75%
(Débiteurs et placements)				
AUTRES REVENUS				
Produit de cession d'immobilisations	0	0	0	N/A
Autres	<u>37 591</u>	<u>364 539</u>	<u>326 948</u>	<u>969,75%</u>
Total autres revenus	37 591	364 539	326 948	969,75%
AFFECTATIONS				
Affectation du surplus au financement des régimes de retraite	0	0	0	N/A
Affectation du surplus non affecté	3 000 000	3 000 000	0	100,00%
Autres affectations	<u>404 838</u>	<u>8 859 838</u>	<u>8 455 000</u>	<u>2188,49%</u>
Total affectations	3 404 838	11 859 838	8 455 000	348,32%
TOTAL DES REVENUS AVANT LES ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES	<u>653 831 470</u>	<u>664 094 522</u>	<u>10 263 052</u>	<u>101,57%</u>
ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES				
Projets autofinancés - revenus	0	2 754 561	2 754 561	
Recouvrables services rendus - revenus	<u>0</u>	<u>6 760 266</u>	<u>6 760 266</u>	
Total éléments extrabudgétaires		9 514 827	9 514 827	
TOTAL DES REVENUS	<u>653 831 470</u>	<u>673 609 349</u>	<u>19 777 879</u>	<u>103,02%</u>

Tableau 50 – Détail des dépenses (agglomération)
(en dollars)

SERVICES, ARRONDISSEMENTS, AUTRES	Budget	Réel	Écart	% Réalisé
SERVICES ADMINISTRATIFS				
Conseil municipal	0	0	0	N/A
Direction générale	1 284 402	1 415 896	-131 494	110,24%
Vision strat. et performance organisationnelle	1 179 303	638 836	540 467	54,17%
Ressources humaines	6 365 645	5 943 958	421 687	93,38%
Finances	3 243 064	3 216 953	26 111	99,19%
Bureau des relations internationales	691 117	640 997	50 120	92,75%
Vérificateur général	771 576	718 233	53 343	93,09%
Bureau de l'ombudsman	113 292	109 706	3 586	96,83%
Commissariat aux incendies	<u>434 742</u>	<u>432 797</u>	<u>1 945</u>	<u>99,55%</u>
Total services administratifs	14 083 141	13 117 376	965 765	93,14%
SERVICES DE PROXIMITÉ				
Arrondissement de La Cité - Limoilou	4 882 687	4 765 528	117 159	97,60%
Arrondissement des Rivières	2 218 374	2 034 816	183 558	91,73%
Arr. de Sainte-Foy - Sillery - Cap-Rouge	3 653 904	3 461 204	192 700	94,73%
Arrondissement de Charlesbourg	1 793 686	1 682 436	111 250	93,80%
Arrondissement de Beauport	2 117 125	2 003 334	113 791	94,63%
Arr. de La Haute-Saint-Charles	<u>2 199 663</u>	<u>2 072 641</u>	<u>127 022</u>	<u>94,23%</u>
Total services de proximité	16 865 439	16 019 959	845 480	94,99%
INNOVATION ET SERVICES DE SOUTIEN				
Soutien à la gestion du service à la clientèle	547 028	459 718	87 310	84,04%
Affaires juridiques	3 598 521	3 443 456	155 065	95,69%
Communications	2 807 293	2 711 772	95 521	96,60%
Technologies de l'information et des télécomm.	13 184 461	12 601 849	582 612	95,58%
Évaluation	6 488 065	6 361 129	126 936	98,04%
Greffe et archives	1 392 667	1 419 921	-27 254	101,96%
Approvisionnements	2 820 663	2 697 405	123 258	95,63%
Greffe de la cour municipale	4 301 266	4 267 014	34 252	99,20%
Gestion des immeubles	29 929 585	30 693 032	-763 447	102,55%
Gestion des équipements motorisés	<u>10 217 041</u>	<u>9 954 733</u>	<u>262 308</u>	<u>97,43%</u>
Total innovation et services de soutien	75 286 590	74 610 029	676 561	99,10%

SERVICES, ARRONDISSEMENTS, AUTRES	Budget	Réel	Écart	% Réalisé
DÉVELOPPEMENT CULTUREL, TOURISTIQUE, SPORTIF ET SOCIAL				
Culture	4 573 600	4 369 230	204 370	95,53%
ExpoCité	17 970 482	16 082 933	1 887 549	89,50%
Loisirs, sports et vie communautaire	1 516 706	754 169	762 537	49,72%
Bureau du dév. tourist. et des grands événements	1 056 025	1 314 458	-258 433	124,47%
Office du tourisme de Québec	<u>19 242 715</u>	<u>18 962 772</u>	<u>279 943</u>	<u>98,55%</u>
Total dév. culturel, touristique, sportif et social	44 359 528	41 483 562	2 875 966	93,52%
DÉVELOPPEMENT DURABLE				
Aménagement du territoire	195 838	182 775	13 063	93,33%
Développement économique	15 092 069	14 958 123	133 946	99,11%
Environnement	6 057 418	5 903 954	153 464	97,47%
Travaux publics	54 605 110	55 009 802	-404 692	100,74%
Ingénierie	<u>3 520 933</u>	<u>3 383 087</u>	<u>137 846</u>	<u>96,08%</u>
Total développement durable	79 471 368	79 437 741	33 627	99,96%
SÉCURITÉ PUBLIQUE				
Protection contre l'incendie	36 831 895	36 274 584	557 311	98,49%
Police	80 026 042	85 561 221	-5 535 179	106,92%
Bureau de la sécurité civile	<u>570 427</u>	<u>828 630</u>	<u>-258 203</u>	<u>145,26%</u>
Total sécurité publique	117 428 364	122 664 435	-5 236 071	104,46%
DÉPENSES DE FINANCEMENT				
Remboursement de capital	61 473 198	61 609 961	-136 763	100,22%
Frais de financement	28 971 226	26 477 601	2 493 625	91,39%
Affectations	<u>4 962 967</u>	<u>3 025 900</u>	<u>1 937 067</u>	<u>60,97%</u>
Sous-total service de la dette brute	95 407 391	91 113 462	4 293 929	95,50%
Paieement comptant d'immobilisations	<u>19 406 125</u>	<u>18 623 297</u>	<u>782 828</u>	<u>95,97%</u>
Total dépenses de financement	114 813 516	109 736 759	5 076 757	95,58%
AUTRES DÉPENSES				
Cotisations de l'employeur	79 341 638	81 395 238	-2 053 600	102,59%
Autres frais	14 663 886	26 296 211	-11 632 325	179,33%
Contributions aux organismes	<u>97 518 000</u>	<u>96 772 816</u>	<u>745 184</u>	<u>99,24%</u>
Total autres dépenses	191 523 524	204 464 265	-12 940 741	106,76%
TOTAL DÉPENSES AV. ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES	<u>653 831 470</u>	<u>661 534 126</u>	<u>-7 702 656</u>	<u>101,18%</u>
ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES				
Projets autofinancés - dépenses		2 583 561	-2 583 561	N/A
Recouvrables - dépenses		<u>6 097 578</u>	<u>-6 097 578</u>	N/A
Total éléments extrabudgétaires		8 681 139	-8 681 139	
TOTAL DES DÉPENSES	<u>653 831 470</u>	<u>670 215 265</u>	<u>-16 383 795</u>	<u>102,51%</u>

Proximité

Tableau 51 - Sommaire des résultats (proximité)
(en dollars)

	Budget	Réel	Écart	% Réalisé
REVENUS				
Taxes	843 005 916	838 829 229	-4 176 687	99,50%
Compensations tenant lieu de taxes	106 841 511	106 918 600	77 089	100,07%
Quotes-parts	-516 386 015	-521 624 175	-5 238 160	101,01%
Transferts	75 614 852	75 125 380	-489 472	99,35%
Services rendus	26 749 326	30 289 841	3 540 515	113,24%
Imposition de droits	34 296 150	41 032 117	6 735 967	119,64%
Amendes et pénalités	10 700 000	10 755 486	55 486	100,52%
Intérêts	5 738 000	7 229 645	1 491 645	126,00%
Autres revenus	8 225 961	9 280 247	1 054 286	112,82%
Affectations	<u>9 382 829</u>	<u>9 411 270</u>	<u>28 441</u>	<u>100,30%</u>
Total revenus avant éléments extrabudgétaires	604 168 530	607 247 640	3 079 110	100,51%
DÉPENSES				
Services administratifs	16 249 410	15 104 365	1 145 045	92,95%
Services de proximité	172 859 925	164 096 725	8 763 200	94,93%
Innovation et services de soutien	74 914 377	74 465 786	448 591	99,40%
Développement culturel, tourist., sportif et social	35 017 339	35 021 153	-3 814	100,01%
Développement durable	24 353 095	23 050 687	1 302 408	94,65%
Sécurité publique	0	0	0	N/A
Dépenses de financement	201 830 484	198 836 927	2 993 557	98,52%
Autres dépenses	<u>78 943 900</u>	<u>83 013 252</u>	<u>-4 069 352</u>	<u>105,15%</u>
Total dépenses avant éléments extrabudgétaires	604 168 530	593 588 895	10 579 635	98,25%
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES AVANT ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES	<u>0</u>	<u>13 658 745</u>	<u>13 658 745</u>	
ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES				
Projets autofinancés - revenus		4 238 332	4 238 332	
Recouvrables - revenus		2 024 095	2 024 095	
Projets autofinancés - dépenses		4 518 526	-4 518 526	
Recouvrables - dépenses		<u>1 677 208</u>	<u>-1 677 208</u>	
Total éléments extrabudgétaires		66 693	66 693	
SURPLUS DE L'EXERCICE		<u>13 725 438</u>		

Tableau 52 – Détail des revenus (proximité)
(en dollars)

REVENUS	Budget	Réel	Écart	% Réalisé
TAXES				
Taxes sur la valeur foncière	691 973 826	689 599 790	-2 374 036	99,66%
Taxes sur une autre base (Services municipaux, service de la dette)	<u>151 032 090</u>	<u>149 229 439</u>	<u>-1 802 651</u>	<u>98,81%</u>
Total taxes	843 005 916	838 829 229	-4 176 687	99,50%
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
Gouv. du Québec et immeubles réseaux	87 924 898	88 603 133	678 235	100,77%
Gouv. du Canada et ses entreprises	16 388 067	15 796 188	-591 879	96,39%
Organismes municipaux et OBNL	<u>2 528 546</u>	<u>2 519 279</u>	<u>-9 267</u>	<u>99,63%</u>
Total compensations tenant lieu de taxes	106 841 511	106 918 600	77 089	100,07%
QUOTES-PARTS				
Québec	-516 386 015	-521 624 175	-5 238 160	101,01%
L'Ancienne-Lorette	0	0	0	N/A
Saint-Augustin-de-Desmaures	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>N/A</u>
Total quotes-parts	-516 386 015	-521 624 175	-5 238 160	101,01%
TRANSFERTS				
Transferts de droit (Pacte fiscal - remboursement TVQ , subvention à la Capitale, compensation droits sur les divertissements)	54 623 449	48 642 509	-5 980 940	89,05%
Transferts relatifs à des ententes et autres (Matières résiduelles , service de la dette)	<u>20 991 403</u>	<u>26 482 871</u>	<u>5 491 468</u>	<u>126,16%</u>
Total transferts	75 614 852	75 125 380	-489 472	99,35%
SERVICES RENDUS				
Organismes municipaux	4 224 948	5 422 944	1 197 996	128,36%
Office du tourisme de Québec	0	0	0	N/A
Stationnements	7 759 639	7 758 886	-753	99,99%
Vente de la vapeur de l'incinérateur	0	0	0	N/A
Loisirs et culture	6 188 220	6 480 555	292 335	104,72%
Salaires recouvrés de tiers	1 268 399	1 136 300	-132 099	89,59%
Loyers	1 516 558	1 573 288	56 730	103,74%
Autres	<u>5 791 562</u>	<u>7 917 868</u>	<u>2 126 306</u>	<u>136,71%</u>
Total services rendus	26 749 326	30 289 841	3 540 515	113,24%

REVENUS	Budget	Réel	Écart	% Réalisé
IMPOSITION DE DROITS (Carrières et sablières , mut. immob., licences et permis)	34 296 150	41 032 117	6 735 967	119,64%
AMENDES ET PÉNALITÉS	10 700 000	10 755 486	55 486	100,52%
INTÉRÊTS (Débiteurs et placements)	5 738 000	7 229 645	1 491 645	126,00%
AUTRES REVENUS				
Produit de cession d'immobilisations	7 850 000	7 669 434	-180 566	97,70%
Autres	<u>375 961</u>	<u>1 610 813</u>	<u>1 234 852</u>	<u>428,45%</u>
Total autres revenus	8 225 961	9 280 247	1 054 286	112,82%
AFFECTATIONS				
Affectation du surplus au financement des régimes de retraite	3 333 000	3 333 000	0	100,00%
Affectation du surplus non affecté	3 667 000	3 667 000	0	100,00%
Autres affectations	<u>2 382 829</u>	<u>2 411 270</u>	<u>28 441</u>	<u>101,19%</u>
Total affectations	9 382 829	9 411 270	28 441	100,30%
TOTAL DES REVENUS AVANT LES ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES	<u>604 168 530</u>	<u>607 247 640</u>	<u>3 079 110</u>	<u>100,51%</u>
ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES				
Projets autofinancés - revenus	0	4 238 332	4 238 332	
Recouvrables services rendus - revenus	0	<u>2 024 095</u>	<u>2 024 095</u>	
Total éléments extrabudgétaires		6 262 427	6 262 427	
TOTAL DES REVENUS	<u>604 168 530</u>	<u>613 510 067</u>	<u>9 341 537</u>	<u>101,55%</u>

Tableau 53 – Détail des dépenses (proximité)
(en dollars)

SERVICES, ARRONDISSEMENTS, AUTRES	Budget	Réel	Écart	% Réalisé
SERVICES ADMINISTRATIFS				
Conseil municipal	3 717 455	3 507 445	210 010	94,35%
Direction générale	1 148 678	1 238 826	-90 148	107,85%
Vision strat. et performance organisationnelle	1 088 587	589 694	498 893	54,17%
Ressources humaines	5 875 979	5 486 731	389 248	93,38%
Finances	2 993 599	2 969 496	24 103	99,19%
Bureau des relations internationales	608 310	547 921	60 389	90,07%
Vérificateur général	712 224	662 985	49 239	93,09%
Bureau de l'ombudsman	104 578	101 267	3 311	96,83%
Commissariat aux incendies	0	0	0	N/A
Total services administratifs	16 249 410	15 104 365	1 145 045	92,95%
SERVICES DE PROXIMITÉ				
Arrondissement de La Cité - Limoilou	42 777 599	40 651 020	2 126 579	95,03%
Arrondissement des Rivières	23 450 850	21 996 584	1 454 266	93,80%
Arr. de Sainte-Foy - Sillery - Cap-Rouge	36 533 396	35 090 726	1 442 670	96,05%
Arrondissement de Charlesbourg	21 428 543	20 483 017	945 526	95,59%
Arrondissement de Beauport	22 855 893	21 591 917	1 263 976	94,47%
Arr. de La Haute-Saint-Charles	<u>25 813 644</u>	<u>24 283 461</u>	<u>1 530 183</u>	<u>94,07%</u>
Total services de proximité	172 859 925	164 096 725	8 763 200	94,93%
INNOVATION ET SERVICES DE SOUTIEN				
Soutien à la gestion du service à la clientèle	504 949	424 355	80 594	84,04%
Affaires juridiques	3 321 713	3 178 575	143 138	95,69%
Communications	2 290 357	2 340 274	-49 917	102,18%
Technologies de l'information et des télécomm.	10 322 962	9 715 886	607 076	94,12%
Évaluation	0	0	0	N/A
Greffe et archives	3 503 753	3 148 006	355 747	89,85%
Approvisionnement	2 603 690	2 489 912	113 778	95,63%
Greffe de la cour municipale	0	0	0	N/A
Gestion des immeubles	36 089 590	36 100 773	-11 183	100,03%
Gestion des équipements motorisés	<u>16 277 363</u>	<u>17 068 005</u>	<u>-790 642</u>	<u>104,86%</u>
Total innovation et services de soutien	74 914 377	74 465 786	448 591	99,40%

SERVICES, ARRONDISSEMENTS, AUTRES	Budget	Réel	Écart	% Réalisé
DÉVELOPPEMENT CULTUREL, TOURISTIQUE, SPORTIF ET SOCIAL				
Culture	13 299 137	13 330 386	-31 249	100,23%
ExpoCité	0	0	0	N/A
Loisirs, sports et vie communautaire	2 945 965	2 929 672	16 293	99,45%
Bureau du dév. tourist. et des grands événements	18 772 237	18 761 095	11 142	99,94%
Office du tourisme de Québec	0	0	0	N/A
Total dév. culturel, touristique, sportif et social	35 017 339	35 021 153	-3 814	100,01%
DÉVELOPPEMENT DURABLE				
Aménagement du territoire	5 856 782	5 479 969	376 813	93,57%
Développement économique	1 270 509	1 270 579	-70	100,01%
Environnement	6 961 098	6 678 214	282 884	95,94%
Travaux publics	3 051 087	2 690 721	360 366	88,19%
Ingénierie	<u>7 213 619</u>	<u>6 931 204</u>	<u>282 415</u>	<u>96,08%</u>
Total développement durable	24 353 095	23 050 687	1 302 408	94,65%
SÉCURITÉ PUBLIQUE				
Protection contre l'incendie	0	0	0	N/A
Police	0	0	0	N/A
Bureau de la sécurité civile	0	0	0	N/A
Total sécurité publique	0	0	0	N/A
DÉPENSES DE FINANCEMENT				
Remboursement de capital	132 148 411	132 009 357	139 054	99,89%
Frais de financement	47 529 164	44 198 749	3 330 415	92,99%
Affectations	<u>3 059 034</u>	<u>5 177 425</u>	<u>-2 118 391</u>	<u>169,25%</u>
Sous-total service de la dette brute	182 736 609	181 385 531	1 351 078	99,26%
Paieement comptant d'immobilisations	<u>19 093 875</u>	<u>17 451 396</u>	<u>1 642 479</u>	<u>91,40%</u>
Total dépenses de financement	201 830 484	198 836 927	2 993 557	98,52%
AUTRES DÉPENSES				
Cotisations de l'employeur	64 835 362	62 804 313	2 031 049	96,87%
Autres frais	9 851 953	15 845 189	-5 993 236	160,83%
Contributions aux organismes	<u>4 256 585</u>	<u>4 363 750</u>	<u>-107 165</u>	<u>102,52%</u>
Total autres dépenses	78 943 900	83 013 252	-4 069 352	105,15%
TOTAL DÉPENSES AV. ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES	<u>604 168 530</u>	<u>593 588 895</u>	<u>10 579 635</u>	<u>98,25%</u>
ÉLÉMENTS EXTRABUDGÉTAIRES				
Projets autofinancés - dépenses		4 518 526	-4 518 526	N/A
Recouvrables - dépenses		<u>1 677 208</u>	<u>-1 677 208</u>	N/A
Total éléments extrabudgétaires		6 195 734	-6 195 734	
TOTAL DES DÉPENSES	<u>604 168 530</u>	<u>599 784 629</u>	<u>4 383 901</u>	<u>99,27%</u>

Rémunération

(en dollars)

Services	Salaires réguliers		Salaires occasionnels		Salaires supplémentaires		Total rémunération	
	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel
Services administratifs	19 714 347	19 470 526	2 048 237	2 168 930	118 400	66 990	21 880 984	21 706 445
Conseil municipal	2 841 841	2 800 915	658 985	577 708	0	0	3 500 826	3 378 623
Direction générale	1 747 046	1 843 190	335 848	489 847	4 850	8 568	2 087 744	2 341 605
Vision stratégique et performance organisationnelle	693 606	593 096	185 000	228 326	0	0	878 606	821 421
Ressources humaines	7 528 809	7 503 644	595 935	505 721	66 110	16 184	8 190 854	8 025 548
Finances	5 479 630	5 346 666	85 849	131 487	6 685	6 188	5 572 164	5 484 342
Bureau des relations internationales	677 173	577 829	12 216	100 740	10 015	9 199	699 404	687 768
Vérificateur général	463 561	467 254	0	14 115	4 000	44	467 561	481 413
Bureau de l'ombudsman	157 465	161 074	1 900	0	0	0	159 365	161 074
Commissariat aux incendies	125 216	176 858	172 504	120 987	26 740	26 806	324 460	324 651
Services de proximité	61 685 802	55 932 664	19 340 480	23 911 967	3 030 737	3 233 869	84 057 019	83 078 500
Arrondissement de La Cité - Limoilou	13 442 459	11 426 181	3 418 630	4 998 660	556 868	766 416	17 417 957	17 191 258
Arrondissement des Rivières	8 634 704	7 839 577	1 663 572	2 184 550	253 033	277 972	10 551 309	10 302 198
Arrondissement de Sainte-Foy - Sillery - Cap-Rouge	13 608 312	12 464 216	5 418 861	6 388 834	721 290	954 991	19 748 463	19 808 040
Arrondissement de Charlesbourg	7 564 838	7 122 629	2 189 425	3 008 051	458 154	427 193	10 212 417	10 557 873
Arrondissement de Beauport	8 164 108	7 539 505	2 507 151	2 961 958	545 933	404 045	11 217 192	10 905 508
Arrondissement de La Haute-Saint-Charles	10 271 381	9 540 556	4 142 841	4 369 815	495 459	403 252	14 909 681	14 313 623
Innovation et services de soutien	64 198 417	58 562 390	2 129 718	5 109 322	987 340	845 188	67 315 475	64 516 900
Soutien à la gestion du service à la clientèle	636 170	549 415	19 785	110 188	2 800	250	658 755	659 853
Affaires juridiques	4 927 441	4 439 359	113 448	305 825	1 600	10 732	5 042 489	4 755 916
Communications	2 364 295	1 925 083	15 000	442 396	34 530	12 143	2 413 825	2 379 622
Technologies de l'information et des télécommunications	12 977 870	12 183 391	15 000	237 490	160 058	186 653	13 152 928	12 607 534
Évaluation	4 525 036	4 209 921	704 615	1 454 861	50 000	102 751	5 279 651	5 767 534
Greffe et archives	1 898 975	1 900 964	359 379	613 453	8 415	4 091	2 266 769	2 518 509
Approvisionnements	4 113 793	3 951 170	173 160	264 826	42 038	32 036	4 328 991	4 248 032
Greffe de la cour municipale	3 142 992	3 005 491	160 007	330 830	29 426	26 856	3 331 525	3 363 177
Gestion des immeubles	19 867 585	17 394 879	569 324	1 114 791	357 212	262 954	20 794 121	18 772 624
Gestion des équipements motorisés	9 745 160	9 002 716	0	234 662	301 261	206 722	10 046 421	9 444 100
Développement culturel, touristique, sportif et social	7 932 435	6 984 352	5 294 470	6 111 723	190 585	395 229	13 417 490	13 491 304
Culture	1 255 280	1 202 395	0	10 587	0	0	1 255 280	1 212 982
ExpoCité	2 329 175	1 893 674	3 583 255	3 824 268	108 970	294 211	6 021 400	6 012 153
Loisirs, sports et vie communautaire	891 184	879 960	136 919	76 054	4 650	132	1 032 753	956 146
Bureau développement touristique et des grands événements	528 955	460 205	265 096	356 708	0	32 727	794 051	849 640
Office du tourisme de Québec	2 927 841	2 548 118	1 309 200	1 844 107	76 965	68 158	4 314 006	4 460 383
Développement durable	33 700 596	32 379 960	2 927 798	3 394 868	451 650	633 260	37 080 044	36 408 088
Aménagement du territoire	4 906 607	4 688 704	267 128	419 583	6 350	32 721	5 180 085	5 141 007
Développement économique	3 101 971	3 032 188	52 106	74 746	15 000	1 871	3 169 077	3 108 805
Environnement	4 420 035	4 207 823	1 166 004	938 614	22 657	22 901	5 608 696	5 169 338
Travaux publics	11 569 872	11 064 909	1 257 421	1 701 758	358 863	543 256	13 186 156	13 309 923
Ingénierie	9 702 111	9 386 337	185 139	260 167	48 780	32 511	9 936 030	9 679 015
Sécurité publique	95 664 979	92 389 018	1 465 335	5 726 071	6 770 360	11 205 887	103 900 674	109 320 976
Protection contre l'incendie	31 235 940	30 534 750	12 000	153 270	2 288 253	3 014 611	33 536 193	33 702 631
Police	64 071 107	61 307 679	1 423 335	5 568 325	4 482 107	8 161 920	69 976 549	75 037 924
Bureau de la sécurité civile	357 932	546 589	30 000	4 476	0	29 356	387 932	580 421
Rémunération versée aux unités administratives	282 896 576	265 718 911	33 206 038	46 422 882	11 549 072	16 380 421	327 651 686	328 522 214
Frais généraux	16 197 045	12 938 288	0	0	0	0	16 197 045	12 938 288
Frais généraux - divers (pensions, rentes, paiements d'invalidité, etc.)	1 299 045	544 724	0	0	0	0	1 299 045	544 724
Autres frais rémunération (équité, progression salariale, etc.)	14 898 000	12 393 564	0	0	0	0	14 898 000	12 393 564
Salaires et autres frais	299 093 621	278 657 198	33 206 038	46 422 882	11 549 072	16 380 421	343 848 731	341 460 502
Primes	6 751 699	7 031 136	0	0	0	0	6 751 699	7 031 136
Total rémunération	305 845 320	285 688 335	33 206 038	46 422 882	11 549 072	16 380 421	350 600 430	348 491 638

Rémunération des arrondissements

(en dollars)

Arrondissements	Salaires réguliers		Salaires occasionnels		Salaires supplémentaires		Total rémunération	
	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel
Arrondissement de La Cité - Limoilou	13 442 459	11 426 181	3 418 630	4 998 660	556 868	766 416	17 417 957	17 191 258
Direction	373 907	339 729	48 571	107 095	629	7 373	423 107	454 197
Relations avec les citoyens et soutien administratif	1 070 236	863 972	537 220	812 020	21 420	30 048	1 628 876	1 706 040
Culture, loisirs et vie communautaire	2 193 603	1 896 550	1 232 974	1 232 424	60 888	89 508	3 487 465	3 218 482
Gestion du territoire	2 529 399	2 317 370	38 620	277 112	26 865	74 856	2 594 884	2 669 338
Travaux publics	7 275 314	6 008 560	1 561 245	2 570 009	447 066	564 632	9 283 625	9 143 200
Arrondissement des Rivières	8 634 704	7 839 577	1 663 572	2 184 650	253 033	277 972	10 551 309	10 302 198
Direction	310 845	295 689	105 526	190 206	0	392	416 371	486 287
Relations avec les citoyens et soutien administratif	719 226	556 348	11 938	175 481	0	3 177	731 164	735 006
Culture, loisirs et vie communautaire	2 190 642	2 014 071	825 731	814 056	81 307	40 300	3 097 680	2 868 427
Gestion du territoire	1 527 521	1 444 348	439 630	455 645	21 146	6 614	1 988 297	1 906 607
Travaux publics	3 886 470	3 529 121	280 747	549 262	150 580	227 488	4 317 797	4 305 871
Arr. Sainte-Foy - Sillery - Cap-Rouge	13 608 312	12 464 216	5 418 861	6 388 834	721 290	954 991	19 748 463	19 808 040
Direction	305 937	314 823	0	36 202	1 062	263	306 999	351 287
Relations avec les citoyens et soutien administratif	997 127	921 141	15 460	158 412	6 044	6 084	1 018 631	1 085 637
Culture, loisirs et vie communautaire	4 174 479	4 088 065	4 120 361	4 016 808	113 012	259 023	8 407 852	8 363 896
Gestion du territoire	2 025 765	1 863 404	625 079	558 100	6 541	15 922	2 657 385	2 437 425
Travaux publics	6 105 004	5 276 784	657 961	1 619 311	594 631	673 700	7 357 596	7 569 795
Arrondissement de Charlesbourg	7 564 838	7 122 629	2 189 425	3 008 051	458 154	427 193	10 212 417	10 557 873
Direction	284 371	235 887	48 571	69 175	0	3	332 942	305 065
Relations avec les citoyens et soutien administratif	524 747	523 681	6 000	14 485	485	423	531 232	538 589
Culture, loisirs et vie communautaire	2 217 663	2 103 260	1 322 266	1 547 788	56 345	81 745	3 596 274	3 732 792
Gestion du territoire	1 196 397	1 114 846	361 987	450 704	3 880	709	1 562 264	1 566 259
Travaux publics	3 341 660	3 144 955	450 601	925 899	397 444	344 313	4 189 705	4 415 167
Arrondissement de Beauport	8 164 108	7 539 505	2 507 151	2 961 958	545 933	404 045	11 217 192	10 905 508
Direction	358 759	407 702	67 741	6 575	0	0	426 500	414 277
Relations avec les citoyens et soutien administratif	653 625	578 364	170 661	189 594	1 000	7 078	825 286	775 036
Culture, loisirs et vie communautaire	2 394 507	2 032 194	1 495 884	1 918 856	143 024	90 000	4 033 415	4 041 050
Gestion du territoire	1 218 774	1 156 428	479 886	470 719	11 433	21	1 710 093	1 627 168
Travaux publics	3 538 443	3 364 817	292 979	376 215	390 476	306 946	4 221 898	4 047 977
Arrondissement de La Haute-Saint-Charles	10 271 381	9 540 556	4 142 841	4 369 815	495 459	403 252	14 909 681	14 313 623
Direction	360 300	368 576	44 987	46 522	0	0	405 287	415 099
Relations avec les citoyens et soutien administratif	840 809	832 234	0	7 771	2 250	277	843 059	840 282
Culture, loisirs et vie communautaire	2 640 684	2 450 686	2 774 585	2 709 109	186 414	112 492	5 601 683	5 272 287
Gestion du territoire	1 826 537	1 670 382	568 261	605 099	7 092	1 488	2 401 890	2 276 969
Travaux publics	4 603 051	4 218 677	755 008	1 001 314	299 703	288 995	5 657 762	5 508 986
Total rémunération arrondissements	61 685 802	55 932 664	19 340 480	23 911 967	3 030 737	3 233 869	84 057 019	83 078 500

Conciliation des résultats Ville de Québec – Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

	BUDGET INITIAL NON CONSOLIDÉ	RÉEL ADMINISTRATION MUNICIPALE
REVENUS		
Revenus - rapport financier MAMROT (Page S7G, ligne 10)	1 236 366 118	1 252 006 878
AJOUTER (DÉDUIRE) :		
<u>Ajustements relatifs à des normes de présentation :</u>		
Transferts relatifs à des ententes de partage de frais et autres transferts		
Remboursement de capital à la charge de tiers	26 810 182	27 710 776
Services rendus aux organismes municipaux		
Remboursement de capital à la charge de tiers	0	0
Autres services rendus		
Remboursement de capital à la charge de tiers	0	0
Affectations		
Remboursement de capital par le fonds d'amortissement à la charge de tiers	622 001	622 001
<u>Conciliation à des fins fiscales :</u>		
Immobilisations		
Produit de cession - Ville de Québec (Page S8G, ligne 5)	7 850 000	1 923 511
(Gain) perte sur cession - Ville de Québec (Page S8G, ligne 6)	0	66 590
	7 850 000	1 990 101
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales		
Remboursement de produits de cession (Page S8G, ligne 12)	0	69 339
Financement		
Dépenses d'activités financières présentées au P.T.I. - Financées par subventions et autres revenus (Page S8G, Ligne 16)	-11 400 000	-8 909 295
Affectations		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté (Page S8G, ligne 20)	6 667 000	0
Affectations de - Excédent de fonctionnement affecté (Page S8G, ligne 21)	7 734 525	20 605 758
Affectations de - Réserves financières et fonds réservés (Page S8G, ligne 22)	0	2 507 003
Affectation du fonds de parc (Page S8G, ligne 22)		-6 126 806
Montants à pourvoir dans le futur (intérêts dette à long terme avant 2001) (Page S8G, ligne 23)	0	48 832
	14 401 525	17 034 787
<u>Autres ajustements :</u>		
Affectation - Surplus ancienne Ville pour indemnités	0	-109 975
Affectation - Réserve Appui au dév. économique, intérêts et gains	0	-165 955
Affectation - Réserve Accord Capitale-Nationale, intérêts et gains	0	-149 707
Affectation - Réserve Ex-Québec, intérêts et gains	0	-2 979 534
	0	-2 979 534
Total des revenus incluant les éléments extrabudgétaires - reddition Ville de Québec	<u>1 274 649 826</u>	<u>1 287 119 416</u>

	BUDGET INITIAL NON CONSOLIDÉ	RÉEL ADMINISTRATION MUNICIPALE
DÉPENSES		
Dépenses de fonctionnement - rapport financier MAMROT (Page S7G, ligne 29)	1 205 643 831	1 223 221 169
AJOUTER (DÉDUIRE) :		
<u>Ajustements relatifs à des normes de présentation :</u>		
Frais de financement		
Remboursement de capital à la charge d'autres tiers	26 810 182	27 710 776
Remboursement de capital par le fonds d'amortissement à la charge de tiers	622 001	622 001
Affectations		
Versement <u>au</u> fonds d'amortissement à la charge du gouvernement		0
<u>Conciliation à des fins fiscales :</u>		
Immobilisations		
Amortissement Ville de Québec (Page S8G, ligne 4)	-152 311 262	-172 263 982
Réduction de valeur (Page S8G, ligne 7)	0	0
	-152 311 262	-172 263 982
Propriétés destinées à la revente		
Coût des propriétés vendues (Page S8G, ligne 9)		-1 882 492
Financement		
Financement à long terme des activités de fonctionnement (Page S8G, ligne 16)		
Financement à long terme des activités financières - Fonds de logement social		2 665 386
Financement à long terme des activités financières - Sites enfouissement		-20 256
Dépenses d'activités financières présentées au P.T.I. - Financées par subventions et autres revenus	-11 400 000	-8 909 295
Dépenses d'activités financières présentées au P.T.I. - Financées par emprunt	<u>-16 220 600</u>	<u>-23 098 898</u>
	-27 620 600	-29 363 063
Remboursement de la dette à long terme (Page S8G, ligne 17)	166 811 427	165 908 542
Affectations		
Activités d'investissement (Page S8G, ligne 19)	35 766 593	34 982 296
Affectations <u>à</u> - Excédent de fonctionnement affecté (Page S8G, ligne 21)	3 000	353 679
Affectations <u>à</u> - Réserves financières et fonds réservés (Page S8G, ligne 22)	24 915 885	30 090 036
Montants à pourvoir dans le futur (Page S8G, ligne 23)	-5 991 231	-6 378 041
Montants à pourvoir dans le futur (intérêts dette à long terme avant 2001) (Page S8G, ligne 23)	0	<u>404 144</u>
	54 694 247	59 452 114
<u>Autres ajustements :</u>		
Affectation - Surplus ancienne Ville pour indemnités		-109 975
Affectation - Réserve Appui au dév. économique, intérêts et gains		-165 955
Affectation - Réserve Accord Capitale-Nationale, intérêts et gains		-149 707
Affectation - Réserve Ex-Québec, intérêts et gains		<u>-2 979 534</u>
		-3 405 171
Total des dépenses incluant les éléments extrabudgétaires - reddition Ville de Québec	<u>1 274 649 826</u>	<u>1 269 999 894</u>
Surplus (déficit) de l'exercice incluant les éléments extrabudgétaires	0	<u>17 119 522</u>

Glossaire

Agglomération

L'agglomération de Québec est le regroupement de la ville de Québec et des deux villes défusionnées en 2006, L'Ancienne-Lorette et Saint-Augustin-de-Desmaures. Elle a été créée le 1er janvier 2006. Elle sert à administrer les services municipaux qui ont été identifiés dans la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (2004) comme relevant du regroupement des trois municipalités plutôt que de chacune individuellement. En ce sens, elle est le successeur de l'ancienne Communauté urbaine de Québec. Les services concernés comprennent la police et les pompiers, l'aqueduc et le traitement des eaux usées, le transport en commun, les grandes voies de circulation, le développement économique et les équipements régionaux.

101

Amortissement

(Comptabilité) Charge comptabilisée en résultat pour rendre compte du fait que la durée de vie des immobilisations est limitée et pour répartir, d'une manière logique et systématique, le coût de ces biens sur les périodes au cours desquelles on s'attend à consommer leur potentiel de service. Il ne s'agit pas d'une dépense réelle.

(Finance) Remboursement graduel d'une dette suivant un plan d'amortissement prévoyant l'extinction du capital et le paiement des intérêts s'y rapportant.

Anticipation

Montants des projets prévus au plan triennal d'immobilisations pour les années futures et qui font l'objet de règlements d'emprunt dont les sources de fonds ont été puisées par anticipation dans l'année en cours ou future.

Arrondissement

Instance de représentation, de décision et de consultation plus proche des citoyens qui a été instituée pour préserver les particularités locales, pour décider et gérer localement les services de proximité. Il s'agit de la porte d'entrée pour les services de proximité.

Budget

Le budget annuel de fonctionnement assure la gestion des affaires courantes : il permet de couvrir les frais liés aux services offerts à la population, tels que le déneigement, la sécurité publique, les loisirs ou l'alimentation en eau potable. La principale source de financement du budget provient des taxes municipales.

Budget du Réseau de transport de la Capitale (RTC)

Le budget de fonctionnement du Réseau de transport de la Capitale (RTC) est distinct de celui de la Ville de Québec, quoique cette dernière contribue à son financement de façon à combler l'écart entre les dépenses et les revenus de l'organisme.

Capital

Somme empruntée, par opposition aux intérêts qui s’y rapportent.

Charge des services courants

Montant, déterminé par l’actuaire du régime, pour rencontrer les obligations du régime de retraite en fonction des hypothèses actuarielles. Il s’agit de la part de l’employeur.

Charge d’équilibre

Montant, déterminé par l’actuaire du régime, pour respecter les obligations du régime de retraite en fonction des déficits actuariels. Il s’agit de la partie nécessaire au remboursement du déficit, le cas échéant.

Contingent

Réserve créée en vue de pourvoir à des dépenses imprévues (éventualités).

Dettes

Sommes dues à un ou plusieurs créanciers. Pour la Ville de Québec, la dette n’inclut pas celle du RTC.

Dettes brutes

Ensemble des emprunts contractés par la Ville de Québec.

Dettes nettes

Ensemble des emprunts contractés par la Ville de Québec, déduction faite de la portion remboursable par des tiers et autres organismes (exemple : subventions du gouvernement et municipalités défusionnées de L’Ancienne-Lorette et de Saint-Augustin-de-Desmaures).

Dettes et surplus des anciennes villes

En conformité avec la loi, chacune des villes, qui ont été regroupées en 2002 pour former la ville de Québec, a conservé ses dettes et ses surplus. Les dettes qui ont été contractées avant la fusion demeurent à la charge exclusive des contribuables de ces anciens territoires et leur sont imposées annuellement sur leur facture de taxes. Ces anciennes dettes vont diminuer petit à petit, au fil des ans, et finir par disparaître.

Droits sur mutation

Revenus provenant des droits imposés à l’acquéreur à la suite d’une transaction immobilière.

Durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA)

L’amortissement des gains ou pertes, liés au régime de retraite, s’effectue en fonction de la DMERCA. Pour la Ville de Québec, ce calcul est établi à 14 ans.

Émission

Ensemble de titres d'une catégorie donnée émis par la Ville de Québec. Il s'agit d'un contrat d'emprunt.

Équité fiscale

L'équité fiscale est l'un des buts fondamentaux de la réforme municipale qui a mené à la formation de la nouvelle ville de Québec. Avant les fusions de 2002, le montant des taxes municipales n'était pas le même pour des propriétés de même valeur, dépendamment du secteur (ancienne ville) où chaque immeuble était situé. En vertu de la loi, les taux de taxation devront être uniformes dans toute la ville au plus tard en 2022. Pour ce faire, année après année, la Ville doit augmenter graduellement le fardeau fiscal dans certains secteurs et peut réduire celui des autres secteurs dans le but d'atteindre un fardeau fiscal moyen avant 2022.

103

Fardeau fiscal

Ensemble des taxes municipales auxquelles est assujéti un contribuable.

Financement (mode de)

Véhicule utilisé pour financer une dépense d'immobilisations (emprunt, subvention, paiement comptant, etc.).

Financement (durée du)

Période pendant laquelle un remboursement de capital sera effectué pour éteindre la dette contractée.

Harmonisation fiscale

Convergence des régimes d'imposition et des niveaux de taxation des divers secteurs (anciennes municipalités) de la ville vers une fiscalité unique au moyen de divers mécanismes.

Immobilisations

Actifs corporels et incorporels identifiables qui satisfont à tous les critères suivants :

- ils sont destinés à être utilisés pour la prestation de services, pour des fins administratives ou pour la production de biens ou à servir à l'entretien, à la réparation, au développement ou à la mise en valeur ou à la construction d'autres immobilisations;
- ils ont été acquis, construits, développés ou mis en valeur en vue d'être utilisés de façon durable;
- ils ne sont pas destinés à être vendus dans le cours normal des activités.

Immobilisations (amélioration)

Dépense faite en vue de prolonger la vie utile d'une immobilisation, d'accroître sa capacité de production ou de réduire les frais d'exploitation, mais excluant les dépenses courantes d'entretien et de réparation.

Immobilisations corporelles

Biens qui ont une existence physique.

Immobilisations (dépenses en)

Coûts d'acquisition ou d'amélioration de biens corporels ou incorporels.

Immobilisations incorporelles

Biens qui n'ont pas d'existence physique. Les droits d'auteur, les brevets et les logiciels sont des exemples d'immobilisations incorporelles.

Infrastructures

Installations publiques telles que : routes, ponts, rues, conduites d'eau, ports, bâtiments, infrastructures technologiques, etc.

Investissements

Dépense effectuée par la Ville de Québec en vue d'acquérir, de construire, de développer, de mettre en valeur ou d'améliorer une immobilisation qui lui procurera des avantages au cours d'un certain nombre d'exercices.

Maintien de la pérennité des infrastructures

Action de maintenir en bon état de fonctionnement du matériel, des installations, des locaux, etc. On entend par entretien courant l'ensemble des réparations de faible importance effectué, à la demande des utilisateurs, sur du matériel ou des installations afin que ceux-ci puissent les utiliser jusqu'à la fin de la période prévue. L'entretien préventif est constitué de l'ensemble des méthodes et des techniques mis en œuvre pour éviter une avarie ou une panne.

Mutation immobilière

Transfert du droit de propriété d'un immeuble.

Paiement comptant d'immobilisations (PCI)

Véhicule utilisé pour payer comptant des immobilisations à même le budget annuel de fonctionnement. Il est utilisé pour l'acquisition de petites immobilisations dont la période maximale de financement est égale ou inférieure à cinq (5) ans. Il peut s'agir d'arbres, d'aménagement et de mobilier urbains, d'outillage et d'équipement, d'œuvres d'art, du renouvellement des véhicules de patrouille, des programmes de resurfacement, d'honoraires professionnels d'études, d'ordinateurs, de logiciels, etc.

Personnes/année

Unité de mesure correspondant au nombre d'employés convertis en employés à temps plein. Pour calculer des personnes/année, on divise le nombre d'heures travaillées par le nombre d'heures normalement contenues dans une année de travail en fonction du groupe d'emplois.

Potentiel fiscal

Capacité, pour la Ville de Québec, de générer des revenus sur la valeur des immeubles faisant partie de son territoire. Sont incluses dans ce potentiel fiscal :

- la valeur des immeubles résidentiels (unifamilial, bifamilial, multifamilial);
- la valeur des immeubles non résidentiels (industriel et commercial) qui est majorée d'un facteur pour tenir compte du fait que ces immeubles sont imposés à un taux de taxe supérieur à celui des autres immeubles;
- la valeur pondérée des immeubles à l'égard desquels sont versés des paiements tenant lieu de taxes (gouvernements);
- la valeur des terrains vacants.

105

Programme triennal d'immobilisations (PTI)

Il regroupe les projets d'investissement que la Ville prévoit effectuer sur son territoire au cours des trois prochaines années pour entretenir ses infrastructures, favoriser le développement économique, culturel et social et améliorer la qualité de vie par un meilleur aménagement urbain. Différentes sources de financement sont requises pour ces investissements dont, entre autres, des emprunts à long terme. Les emprunts ainsi contractés constituent la dette de la Ville. Une portion de celle-ci est remboursée annuellement et est incorporée dans les dépenses prévues au budget de fonctionnement. C'est ce qu'on appelle le service de la dette.

Projet non capitalisable

Actif qui n'appartient pas à la Ville de Québec ou qui ne répond pas à la définition d'une immobilisation, mais qui est tout de même acquis par l'emprunt à long terme. Dans la plupart des cas, il s'agit de différents programmes de subventions (exemples : rénovation des façades commerciales, stabilisation des falaises, aménagement des ruelles, aide à la stabilisation des rives) ou d'ententes de contribution à différents projets.

Proximité (compétences/services)

Un conseil municipal local, formé de représentants élus, possède les pouvoirs de décision, de taxation et de tarification pour les services de proximité (urbanisme, enlèvement des matières résiduelles, développement économique local, communautaire, culturel ou social, culture, loisirs et parcs d'arrondissement ainsi que la voirie locale).

Refinancement

Remplacement d'une dette par une autre qui échoit habituellement à une date ultérieure.

Régime de retraite à prestations déterminées

Régime de retraite dans lequel est précisé soit le montant des prestations que recevront les participants, soit le mode de calcul du montant de ces prestations, calcul basé sur des facteurs comme l'âge, le salaire

et le nombre d'années de service du participant. Dans ce type de régime, la cotisation sert à assurer l'équilibre financier du régime.

Règlement

Acte juridique par lequel le conseil municipal fait état des décisions, donne des directives ou établit des normes, des contraintes et parfois des sanctions.

106

Règlement d'emprunt

Emprunt qui sert généralement à financer certaines dépenses d'investissement dont le montant est trop important pour être assumé au cours d'un seul exercice financier.

Réserve financière pour le paiement accéléré de la dette

Sommes cumulées annuellement dans une réserve en vue d'accélérer le remboursement de la dette.

Rôle (d'évaluation foncière)

Document dans lequel figure la liste des immeubles situés dans une municipalité donnée, ainsi que la valeur imposable de ces biens.

Service de la dette

Ensemble des sommes qu'une entité est tenue de verser au cours d'un exercice au titre des capitaux empruntés et comprenant à la fois les intérêts et les remboursements de capital.

Vie utile (durée de)

Période estimative au cours de laquelle un bien est censé servir à la Ville de Québec.

Index des sigles, des acronymes et des autres abréviations

CLD

Centre local de développement

CMQ

Communauté métropolitaine de Québec

107

DMERCA

Durée moyenne estimative du reste de la carrière active

ETC

Équivalent temps complet

IPC

Indice des prix à la consommation

LCV

Loi sur les cités et villes

MAMROT

Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

OMHQ

Office municipal d'habitation de Québec

PCGR

Principes comptables généralement reconnus

P.A.

Personne/année

PCI

Paiement comptant des immobilisations

PTI

Programme triennal d'immobilisations

RTC

Réseau de transport de la Capitale

SOMHAC

Société municipale d'habitation Champlain

SOMHADEC

Société municipale d'habitation et de développement Champlain

108

STAC

Société de transport adapté de la Capitale

TGT

Taux global de taxation

UNESCO

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

